

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 24 MARS 2011

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 24 MAART 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 17 par M. André Flahaut, président.

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: MM. Didier Reynders, Guy Vanhengel et Melchior Wathelet.

Excusés

En mission à l'étranger: Olivier Maingain
À l'étranger: Peter Vanvelthoven
Conseil de l'Europe: Linda Musin

Gouvernement fédéral

Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification: à l'étranger

01 Ordre du jour

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 23 mars 2011, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi la proposition de loi de MM. Jef Van den Bergh et David Clarinval, Mme Catherine Fonck, M. Rachid Madrane et Mme Carina Van Cauter modifiant la loi du 13 mars 2011 portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, en vue de prolonger les pouvoirs accordés au Roi (n^{os} 1302/1 et 2).

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Questions

01.01 Herman De Croo (Open Vld): Le premier ministre est un homme très prisé, au même titre d'ailleurs que ses réponses, à en juger par les onze questions qui lui sont adressées aujourd'hui! Un sommet européen se déroule actuellement à Bruxelles. Pourrions-nous compter sur sa présence ici-même, et dans l'affirmative, quand? Sa présence est surtout requise pour les questions relatives aux affaires courantes, un sujet qui lui a déjà inspiré de nombreux écrits, notamment sous la forme de cartes blanches.

01.02 Gerolf Annemans (VB): J'attends moi aussi impatiemment la réponse du premier ministre à ma question, d'autant plus que j'ai lu ce matin dans *De Standaard* qu'il tentait de réfuter les critiques émises à l'encontre de son gouvernement en affaires courantes. Je demande instamment au président de la Chambre de convoquer le premier ministre.

Le **président**: Le premier ministre participe aux réunions du sommet européen et du Benelux. Il a d'ailleurs

demandé à être excusé, comme membre de cette Assemblée, pour son absence lors des votes. Il m'a écrit qu'il ferait tout ce qu'il peut pour nous rejoindre. Mais il ne pouvait préciser l'heure. D'autres membres du gouvernement ont reçu des réponses du premier ministre. Si des membres ne souhaitent pas entendre la réponse du premier ministre de la bouche d'un autre, je leur propose de reporter leur question à la semaine prochaine.

01.03 Gerolf Annemans (VB): Si je peux me hasarder à une interprétation, le président craint en réalité que le premier ministre ne viendra pas puisqu'il a déjà transmis ses réponses à d'autres ministres.

Le **président:** Non. Il a donné à d'autres membres du gouvernement certaines réponses, puisque le Règlement permet qu'un autre ministre réponde. Mais je suppose que le premier ministre fera le maximum pour nous rejoindre afin de répondre au moins aux deux questions sur les affaires courantes.

01.04 Gerolf Annemans (VB): Je propose que le président réquisitionne l'un des nombreux hélicoptères qui survolent actuellement la rue de la Loi pour qu'il nous amène le premier ministre.

01.05 Jan Jambon (N-VA): Il nous a été dit hier que le premier ministre n'arriverait que vers 15 h15, 15 h 30, ce que je pouvais encore admettre. Je signale toutefois que nous aimerions entendre les réponses personnelles du premier ministre sur les questions relatives à la politique d'asile et l'entité II du budget.

Le **président:** J'entends bien votre souhait mais entre vouloir et pouvoir, il y a une nuance.

01.06 Jean Marie Dedecker (LDD): Les absences du premier ministre deviennent chroniques. Le sommet européen peut certes servir de prétexte aujourd'hui mais déjà la semaine dernière, le premier ministre est arrivé beaucoup trop tard au Parlement, pour n'être présent que par moments et expédier les questions. S'il a le temps d'accorder des interviews, il peut aussi être présent au Parlement aujourd'hui. Le Parlement, qui est l'organe de contrôle du pouvoir exécutif, n'a pas à accepter ce manque de considération.

Le **président:** J'entends bien!

01.07 Herman De Croo (Open Vld): Mme De Block consent à ce que le ministre Reynders réponde à sa question sur l'interdiction de fumer.

01.08 Bruno Tobback (sp.a): Selon le président, les membres peuvent accepter que leur question soit posée à l'un des ministres présents, mais j'ose espérer que cela ne veut pas dire qu'en cas de questions jointes, les auteurs des autres questions doivent nécessairement l'accepter également. Si le premier ministre ne vient que quand ça l'arrange pour venir déclarer ce qu'il se plaît à déclarer, alors il faut aussi que les membres puissent avoir la possibilité de choisir d'attendre sa venue afin qu'il réponde personnellement à leurs questions.

Concrètement: à partir de quand et jusqu'à quand le premier ministre sera-t-il présent en ces lieux pour remplir ses obligations démocratiques?

Le **président:** Je vous propose de poser les questions aux membres présents, de poursuivre avec l'examen des propositions et lorsque le premier ministre sera parmi nous, nous rouvrirons l'heure des questions.

Nous demanderons aux chefs d'État et de gouvernement de fixer les sommets un autre jour que le jeudi, parce que le Parlement belge souhaite entendre le premier ministre ce jour-là! Il vous est toujours loisible de voter une résolution dans ce sens.

M. Tobback demande la parole. A-t-il une proposition de résolution en la matière à nous soumettre?

01.09 Bruno Tobback (sp.a): Non, mais si le premier ministre prend progressivement le pli de s'absenter, le président ne peut pas invoquer le sommet européen comme excuse. Ce n'est pas la première fois qu'il nous fait patienter sans explications très précises. Quelles sont les autres raisons susceptibles de justifier l'absence d'un premier ministre en affaires courantes?

Le **président**: Le premier ministre était présent la semaine dernière comme la semaine précédente. Il n'est pas présent aujourd'hui, mais vous devez comprendre que cela peut arriver.

01.10 Bruno Tobback (sp.a): Le premier ministre était présent la semaine dernière pour faire une déclaration, après quoi il est parti. S'il avait répondu aux questions, ces dernières ne figureraient pas à l'ordre du jour d'aujourd'hui. Cela signifie donc bien que le premier ministre n'était pas présent pour y répondre.

Le **président**: Si Mme De Block et M. Dedecker acceptent de poser leurs questions à M. Reynders, qui a été chargé par le premier ministre d'y répondre, je les invite à le faire.

02 Questions jointes de

- **Mme Maggie De Block au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'interdiction de fumer" (n° P0149)**

- **M. Jean Marie Dedecker au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'interdiction de fumer" (n° P0150)**

02.01 Maggie De Block (Open Vld): Je déplore l'absence du premier ministre dans cet hémicycle qui constitue toujours le coeur de la politique belge. S'il trouve le temps de donner des interviews et de faire des déclarations à la presse, il doit également avoir le courage de se justifier face à notre assemblée. *(Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld, de la N-VA, du Vlaams Belang et de la LDD)*

En tant que démocrates, nous respectons l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui a suscité l'instauration d'une interdiction générale de fumer dans l'horeca à partir du 1^{er} juillet 2011. Nous craignons cependant les conséquences de cette décision. La période transitoire de trois ans que nous avions prévue dans la loi a été ramenée à trois mois. Les exploitants de cafés ont souvent déjà réalisé des investissements tels que des fumoirs et des systèmes d'extraction. Certains ont en effet aménagé leur établissement en ciblant le public des fumeurs.

Le ministre est-il disposé à prendre des mesures en concertation avec l'horeca en vue d'éviter de grandes catastrophes financières dans le secteur?

02.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Je voulais déjà poser cette question la semaine dernière, mais le premier ministre souffrant d'école buissonnière chronique, je la poserai aujourd'hui. L'interdiction de fumer entrera probablement en vigueur avant l'arrivée du premier ministre au Parlement! *(Vives protestations sur les bancs du CD&V)*

02.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Je pensais que nous étions réunis pour l'heure des questions et non pas pour faire des déclarations politiques. La situation est simple: soit les questions sont posées, soit nous suspendons la réunion jusqu'à la fin du sommet européen. *(Applaudissements sur les bancs du CD&V)*

02.04 Jean Marie Dedecker (LDD): Cela fait quinze jours que je tente de poser cette question au premier ministre!

Depuis que fumer est devenu une maladie contagieuse, les fumeurs sont chassés des espaces publics comme des lépreux. L'année dernière, le Parlement a adopté une loi mal ficelée qui est à présent déclarée inconstitutionnelle par la Cour constitutionnelle. Les exploitants de cafés ont investi sur la base de la loi de l'année dernière et comptaient sur trois années de réglementation transitoire. Près de 70 % des clients des bistrots sont du reste des fumeurs.

Une baisse du taux de TVA sur les aliments a été accordée aux restaurants. Quel geste fera le gouvernement pour les cafés? Va-t-il se conformer à l'arrêt de la Cour constitutionnelle? Il suffit de voir ce qu'il est advenu de l'arrêt sur BHV pour se rendre compte que ce n'est pas une obligation. Une autre option consiste à adapter la loi. Je suggère que le gouvernement suive l'exemple de son homologue néerlandais qui a entendu la population et a instauré une réglementation qui stipule que dans les cafés de moins de 70 m² qui n'emploient pas de personnel, l'exploitant est maître de la décision d'ouvrir ou non son établissement aux fumeurs. Sans intervention du gouvernement, je crains que les patrons de cafés ne soient plus nombreux que les fumeurs à arrêter leurs activités.

02.05 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): C'est une tradition: chaque absence du premier ministre pour cause de sommet européen provoque des incidents en cascade au Parlement.

Le gouvernement appliquera l'arrêt de la Cour constitutionnelle et généralisera l'interdiction de fumer à tout l'horeca le 1^{er} juillet 2011. Rien n'empêche évidemment le Parlement de prendre une initiative en l'espèce.

Dans l'intervalle, nous nous concerterons avec les représentants de l'horeca sur les mesures à envisager pour compenser la perte du chiffre d'affaires, comme par exemple un report de paiement des cotisations sociales, des reports fiscaux ou des amortissements à plus court terme. Le Parlement proposera une solution avant même l'entrée en vigueur de l'interdiction.

02.06 **Maggie De Block** (Open Vld): Il est faux de prétendre que le Parlement peut encore prendre une initiative. Aucun recours ne peut être introduit contre un arrêt de la Cour constitutionnelle.

Le ministre annonce la mise en place de mesures sociales et fiscales, ce qui correspond exactement à ce que nous demandons.

02.07 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Je suis heureux d'apprendre que des mesures seront prises en concertation avec le secteur.

La Cour constitutionnelle a décidé là où le politique n'osait pas le faire. Par manque de courage, le politique adopte des lois mal ficelées, dont le citoyen est la victime.

Au demeurant, la loi peut parfaitement être adaptée. Je déposerai moi-même une proposition de loi tendant à permettre aux patrons de cafés d'une superficie inférieure à 75 m² à décider eux-mêmes de l'opportunité d'interdire ou non de fumer. Je demanderai l'urgence à cet égard.

L'incident est clos.

Le **président**: Les auteurs des questions suivantes souhaitent-ils poser leurs questions maintenant ou patienter jusqu'à ce que le premier ministre puisse y répondre lui-même?

02.08 **Karin Temmerman** (sp.a): J'attends l'arrivée du premier ministre.

02.09 **Jan Jambon** (N-VA): Mon groupe attend aussi le premier ministre.

02.10 **Filip De Man** (VB): Il serait tout de même impensable que je demande au secrétaire d'État de se rappeler lui-même à l'ordre! (*Hilarité sur les bancs du Vlaams Belang*). Je ne puis donc que poser ma question au premier ministre.

02.11 **Bart Somers** (Open Vld): Ma question s'adresse également au premier ministre et je préférerais donc la lui poser personnellement.

03 Questions jointes de

- **M. Daniel Bacquelaine** au premier ministre, chargé de la **Coordination de la Politique de migration et d'asile**, sur "**l'intervention en Libye**" (n° P0169)

- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des **Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles** sur "**la guerre en Libye**" (n° P0179)

03.01 **Daniel Bacquelaine** (MR): Je poserai mes questions au ministre des Affaires étrangères car elles relèvent de ses compétences. En outre, je souhaite que mon pays soit représenté au sommet européen.

Où en est le commandement ou pilotage militaire en Libye? On dit que l'OTAN prend en charge l'embargo sur les armes au niveau maritime: comment cela s'organise-t-il, eu égard aux différents pays qui participent à cette opération? Tous les pays de l'OTAN n'ont, en effet, pas la même position sur ce conflit.

Quelle est l'évolution des finalités et objectifs politiques poursuivis? Les objectifs diplomatiques doivent intervenir dans un second stade pour trouver une solution stable pour les populations libyennes.

Enfin, où en est l'intégration de pays arabes au soutien à l'intervention? Il faut que ce soutien soit de plus en plus fort. Il en va de la réussite de cette opération et de son acceptation au niveau international.

03.02 Alexandra Colen (VB): Comment le ministre évalue-t-il la situation en Libye depuis le lancement des attaques de plusieurs pays occidentaux? Quels résultats ont déjà été atteints? Qui coordonne ces actions? L'OTAN pourrait-il assumer ce rôle? Que penser de la division au sein des pays arabes? Pourquoi un pays comme l'Arabie saoudite, qui dispose d'une importante force aérienne, ne participe-t-il pas aux actions? Le bombardement de chars et de cibles à Tripoli relève-t-il toujours du mandat conféré par la résolution 1973 de l'ONU en vue de la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne? L'objectif consiste-t-il à déloger le colonel Kadhafi? De qui se compose en fait l'opposition en Libye? Quel est le point de vue du ministre en ce qui concerne l'influence des Frères musulmans?

03.03 Steven Vanackere, ministre (*en français*): En ce qui concerne le commandement militaire, pour l'embargo, l'OTAN a formellement reçu le commandement mardi passé; la Belgique y participe avec le Narcis. Pour les volets *no-fly zone* et protection des civils, le commandement relève d'une coordination entre la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les militaires belges sont coordonnés par les Américains.

Cependant, des négociations sont en cours pour transférer le commandement de ces deux volets à l'OTAN, ce qui ne signifie pas que l'opération devient une opération de l'OTAN mais que les participants à l'opération utiliseront l'infrastructure et les procédures propres à l'OTAN. Il faut, en effet, que les pays arabes continuent à se joindre à l'effort.

En matière diplomatique, aujourd'hui à New York le secrétaire général de l'ONU et son représentant spécial informeront le Conseil de sécurité de leur voyage dans la région et de la mise en œuvre de la résolution 1973. Mardi, à Londres, il y aura une deuxième réunion des pays les plus impliqués. Les pays arabes et l'Afrique y seront mieux représentés qu'à Paris, j'ai insisté sur ce point.

Les représentants de l'OTAN, de l'ONU, de l'UE de la Ligue arabe et de l'Union africaine seront invités. La réunion permettra une discussion politique sur les résolutions 1970 et 1973 et le "*way forward*" en termes de stabilisation du pays, de démocratie et d'état de droit.

Je vous informerai au plus vite des résultats de Londres.

(*En néerlandais*) Je viens de répondre à une grande partie des questions posées par Mme Colen. J'insiste sur le fait que la résolution 1973 de l'ONU dépasse la seule instauration d'une zone d'exclusion aérienne puisqu'elle concerne également la protection des civils. Si l'OTAN peut assumer un rôle de leader pour faire respecter l'embargo et la zone d'exclusion, une bonne structure de commandement est toutefois également requise pour la mission de protection des civils.

Plus nous évoquerons des divergences de vues, plus ces dernières prendront de l'ampleur. La diplomatie belge met tout en œuvre pour aplanir ce désaccord. L'Union africaine et l'OTAN seront également invités à participer à la réunion de Londres, en partie grâce aux efforts déployés par la diplomatie belge.

03.04 Daniel Bacquelaine (MR): Il faut pouvoir bénéficier de l'expertise de l'OTAN en matière de commandement intégré, sans que cela soit un obstacle au ralliement des pays arabes.

Nous resterons attentifs à la situation libyenne: dans notre situation politique, il faut que le Parlement soit associé à l'évolution des opérations.

03.05 Alexandra Colen (VB): Le ministre n'a pas répondu à ma question précise: qui représente aujourd'hui l'opposition en Libye? Quand j'écoute son discours sur la stabilisation de ce pays et son accession à la

démocratie, il me semble discerner en filigrane une intention à peine voilée de chasser Kadhafi. Toutefois, substituer au bandit que nous connaissons un autre despote présente certains dangers. Par conséquent, nous devons savoir qui sont ces rebelles auxquels nous prêtons aujourd'hui main-forte. Si nous chassons Kadhafi, nous risquons de déclencher une guerre civile de longue durée. La question de savoir pour quelle cause nos soldats se battent reste dès lors posée.

Le **président**: Jeudi prochain, entre 12 et 14 heures, le premier ministre et les ministres des Affaires étrangères et de la Défense feront une communication sur l'état d'avancement de ce dossier.

L'incident est clos.

04 Question de M. Kristof Calvo au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le stress test européen" (n° P0168)

04.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'Union européenne a décidé la semaine dernière de soumettre les 143 centrales nucléaires européennes à des tests de résistance. Les ministres de l'énergie se sont réunis une première fois à ce sujet lundi dernier et il semble que la cacophonie européenne en matière de sécurité nucléaire constitue une réalité: les tests sont effectués sur une base volontaire, une série d'États membres ont rejeté la proposition de la Commission visant à désigner des experts indépendants pour arrêter les critères d'organisation des tests et pour plusieurs États membres, de mauvais résultats ne seraient pas obligatoirement synonymes de fermeture de la centrale nucléaire concernée.

Comment ces tests seront-ils concrètement organisés? Les éléments mesurés et les auteurs de ces mesures en détermineront en effet les résultats. Quelle initiative prendra le premier ministre lors du sommet européen pour transformer ces tests en un réel examen? Quelles sont les exigences formulées par la Belgique? Comment, d'un point de vue structurel, le Parlement sera-t-il concrètement associé à la réalisation de ces tests?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La Belgique a été l'un des premiers États membres à plaider pour que l'ensemble des centrales nucléaires soient soumises à des tests de résistance. En dépit des actuelles normes de sécurité très sévères, il est essentiel de tirer sans retard les enseignements de l'accident nucléaire survenu au Japon. Nous devons ambitionner un niveau de sécurité maximum.

D'où notre volonté d'apporter sans cesse des améliorations. Ce test de résistance est effectué par tous les États membres sur base volontaire. Les Pays-Bas et la France les réaliseront également et en publieront les résultats.

Le test prend en compte différents facteurs dont les tremblements de terre et les inondations, mais aussi les accidents d'avion, les attaques terroristes, l'erreur humaine, etc. Le plus important consiste à tester la combinaison de tous ces facteurs.

Une première proposition de critères de test sera prête après les vacances de Pâques et sera examinée par le Conseil européen des ministres de l'énergie. Les opérateurs auront six mois pour effectuer le test de résistance et évaluer le degré de sécurité de nos centrales. Si les centrales doivent être immédiatement fermées, elles le seront. S'il faut les fermer temporairement pour exécuter certains aménagements, nous y pourrions.

Attendons le résultat de ce test extrêmement rigoureux avant de tirer des conclusions à caractère émotionnel.

04.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Cela n'a rien d'émotionnel de constater l'absence de consensus au sein de l'UE et le rejet de la proposition faite par la Commission de confier le test à des experts indépendants. Le contenu du test de résistance est défini par le même cercle fermé d'agents de la sécurité, d'anciens directeurs de centrales nucléaires et de personnes ayant travaillé dans le secteur de l'énergie nucléaire. Nous continuerons à poser des questions et à présenter des propositions de loi. Le test doit être un examen au sens propre et donner lieu à un débat sur la sécurité nucléaire en Belgique et dans l'Union

européenne.

Le **président**: Pour le moment, nous avons épuisé les questions adressées au premier ministre; j'ai bien compris que nous attendions son arrivée pour répondre à la problématique des "*lopende zaken*".

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'octroi de bonus dans le secteur bancaire" (n° P0172)**

- **Mme Leen Dierick au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'octroi de bonus dans le secteur bancaire" (n° P0173)**

05.01 Bruno Tuybens (sp.a): Les autorités belges ont dû sauver les banques avec l'argent du contribuable. Des dizaines de millions ont été injectés dans les banques pour les sortir d'une crise qu'elles avaient elles-mêmes causée. Or, les dettes des banques ne sont même pas encore remboursées que de confortables bonus sont de nouveau versés aux CEO. Hier, le Parlement flamand a unanimement adopté une résolution à ce sujet. Nous avons aujourd'hui déposé le même texte à la Chambre en tant que proposition de résolution. Cette proposition a été signée par l'Open Vld, la N-VA, Groen!, Ecolo, le CD&V et le sp.a. Nous solliciterons l'urgence pour ce texte tout à l'heure.

Les administrateurs publics suivent les réunions des conseils d'administration dans le secteur bancaire. Je présume qu'ils reçoivent des directives? Lesquelles? Celles-ci sont-elles consignées par écrit? Le Parlement peut-il en prendre connaissance? Que pense le ministre des bonus extravagants versés en Belgique et au sein de l'Union européenne?

05.02 Leen Dierick (CD&V): Il y a quelque temps, l'annonce de l'octroi d'un bonus de 1,25 million d'euros au PDG d'ING a suscité un vif émoi aux Pays-Bas. Deux autres administrateurs ont également perçu un solide bonus. Les intéressés y ont finalement renoncé à la suite d'une vague de protestations, des protestations qui étaient fondées, ces bonus ayant été versés alors que l'aide étatique octroyée à ING n'avait pas encore été remboursée.

En Belgique aussi, des institutions financières ont été sauvées grâce à une aide étatique. Récemment, Dexia et KBC ont annoncé leur intention de distribuer des bonus, qui ne posent pas problème en soi à condition de ne pas être démesurés.

Deux éléments sont nécessaires: d'une part de la transparence et d'autre part un lien avec les objectifs à long terme. Pour les entreprises, ces deux éléments sont régis par une législation constituée de la loi du 6 avril 2010 et du code relatif à la *corporate governance* de 2009. Pour les entreprises publiques, il va de soi que l'autorité publique doit donner le bon exemple et ceci vaut également pour les établissements financiers qui ont bénéficié d'une aide publique. Le Parlement flamand a adopté une résolution à ce sujet hier.

Quelles mesures le ministre envisage-t-il de prendre à l'échelon fédéral afin d'empêcher l'octroi de bonus exorbitants?

05.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Le secteur bancaire enregistre de bons résultats, ce dont bénéficient les contribuables. Pour 2011, nos recettes seront supérieures à 2 milliards d'euros grâce à la taxe bancaire et aux dividendes et intérêts versés. Cela représente un bénéfice net d'1,5 milliard d'euros pour l'État. Nous encaissons aujourd'hui la contrepartie des risques que nous avons pris. Nous avons demandé au secteur bancaire de procéder à un vrai changement en matière de rémunérations. Ce secteur verse dès lors moins de bonus variables mais plus de salaire fixe à l'instar de nombreux autres secteurs. Lors des nombreuses réunions que j'ai eues avec les présidents des conseils d'administration de diverses entreprises ainsi qu'avec divers CEO, j'ai indiqué qu'il était impératif d'appliquer les règles les plus strictes. Ceci s'applique également aux trois plus importantes banques belges placées sous la tutelle de l'État belge. Nous évoluons donc dans la bonne direction et j'espère que les autres actionnaires publics, tels que les Régions, suivront cet exemple.

Nous devons appliquer pour les banques des règles au moins aussi strictes que pour les entreprises publiques. Pour 2011, la rémunération des CEO des trois plus importantes banques belges sera nettement

inférieure à celle qui était par exemple octroyée au CEO de Belgacom voici quelques années. C'est là une évolution positive.

05.04 Bruno Tuybens (sp.a): J'attire l'attention du ministre sur le fait que le traitement de M. Bellens avait été fixé par le ministre Rik Daems. Si, à l'époque, je n'avais pas demandé une plus grande transparence en la matière et si Mme Vervotte n'avait pas pris ce dossier au sérieux, il bénéficierait toujours de ce salaire.

Dans une interview au journal *Le soir*, le ministre a indiqué qu'au besoin, il imposera des charges fiscales supplémentaires au secteur bancaire. Ce faisant, il coupe l'herbe sous le pied de l'opposition pour la énième fois, mais il se contente une fois de plus de paroles. Depuis des années, nous attendons des actes. Les partis de la majorité ont déjà voté plusieurs fois contre une réglementation légale en matière de bonus.

Aussi longtemps que les banques n'auront pas remboursé l'aide octroyée par l'État, il serait peut-être opportun de demander aux patrons des banques de venir se justifier devant le Parlement. Il en va de même pour les administrateurs publics puisque, pour l'instant, ils ne reçoivent que des consignes orales à l'occasion de dîners. Rien n'est officiel et je le déplore vivement.

05.05 Leen Dierick (CD&V): Je me réjouis que le ministre se concerte avec les présidents des conseils d'administration des institutions financières et qu'il ambitionne une réglementation européenne des plus sévères. Les représentants du gouvernement fédéral au sein de ces conseils d'administration doivent veiller à ce qu'aucun bonus extravagant ne soit payé.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "l'implantation de la prison à Sambreville" (n° P0175)

06.01 Valérie Déom (PS): Il y un an, je vous interrogeais sur la problématique de l'implantation d'une nouvelle prison à Sambreville. Nous avons discuté des différents sites envisagés et du choix du site de Saint-Gobain où il restait des problèmes de pollution du sol. Toutefois, les services de la Région wallonne avaient considéré que cette pollution n'était pas insurmontable et que l'on pouvait, pour un coût estimé raisonnable, garantir la santé publique sur le site. Il n'y avait donc pas de problème pour y construire une prison.

Un an après, à l'occasion de votre visite à la prison de Verviers, vous reveniez de manière unilatérale sur la décision du gouvernement. Vous confirmiez cette décision le lendemain en commission en déclarant que le site de Sambreville était écarté de manière unilatérale en invoquant le problème de pollution et en vous référant à des rapports d'experts de vos services.

Que s'est-il passé depuis un an? Pourquoi avez-vous pris cette décision unilatéralement, sur base d'un rapport d'experts que personne ne connaît? Qu'est-ce qui justifie cette décision qui n'a été concertée ni avec le gouvernement, ni avec la Région wallonne?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La position du gouvernement n'a pas changé. Trois sites sont désignés pour la Wallonie: Leuze-en-Hainaut, Marche-en-Famenne et Sambreville.

Cela dit, après la réalisation d'études, nous avons constaté qu'il existait des éléments négatifs insurmontables. C'est ce que nous avons écrit en mars au gouvernement wallon. Nous avons dit qu'il fallait trouver une solution, que nous voulions bien construire à Sambreville mais qu'il nous fallait un site convenable.

Nous n'avons pas encore reçu de réaction. Entre-temps, la ville de Sambreville a réagi, mais pas le gouvernement wallon. J'en parlerai demain à M. Rudy Demotte.

Nous avons visité le site de Verviers. Il existe un problème réel, mais même des investissements supplémentaires à Verviers n'hypothèquent aucunement l'engagement pour Sambreville, qui constitue un dossier à part. Nous tenons à avancer le plus vite possible dans ces deux dossiers.

J'attends la réaction du gouvernement wallon.

06.03 **Valérie Déom** (PS): Je vous interroge sur le coût et vous ne me répondez pas!

Il semble que le ministre Henry souhaite trouver une solution et avancer sur ce site, quitte à ce que la Région wallonne prenne à sa charge une partie des coûts d'assainissement de ce site. Pour cela, il faut se mettre autour de la table. Le fédéral doit suivre ce dossier et être l'initiateur de la réunion. La Région wallonne est demandeuse.

L'incident est clos.

07 **Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'usage d'antidépresseurs" (n° P0174)**

07.01 **Annick Van Den Ende** (cdH): Plus de 284 millions de doses journalières définies, appelées DDD, d'antidépresseurs ont été prescrites en Belgique pour l'année 2010, ce qui représente une augmentation de près de 5 % par rapport à 2009. Dans les hôpitaux, on constate une hausse de 18,6 % d'antidépresseurs avec l'utilisation de plus de 8,5 millions de doses DDD en 2010 pour 7,3 millions en 2009.

Selon l'Association pharmaceutique belge, un suivi adapté pour ces produits est nécessaire. Une information de la part du pharmacien est également requise. Le risque d'accoutumance à ces médicaments peut être dangereux.

Quelle est votre analyse de ces chiffres inquiétants qui ne cessent d'augmenter? Comptez-vous mettre en place des mesures afin de mieux baliser la prescription et la vente d'antidépresseurs et de somnifères?

Le **président**: Je vous félicite pour votre première intervention, Madame. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

07.02 **Paul Magnette**, ministre, au nom de Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (*en français*): La ministre partage votre inquiétude. Environ 16 % de la population de plus de 15 ans consommerait un psychotrope. Toutefois, la consommation particulièrement préoccupante de somnifères et tranquillisants est restée stable ces dernières années en lien direct avec les campagnes d'information menées par la Santé publique.

La ministre a organisé en 2010 une table ronde avec les représentants des médecins. Trois groupes de travail ont formulé des recommandations. Elles portent essentiellement sur le renforcement de la formation, de l'information et de la concertation entre les professionnels de la santé et sur la création d'un cadre clair pour la psychothérapie.

Les suites à donner à cette table ronde incluent la concertation avec tous les acteurs impliqués. Étant donné la période des affaires courantes, il n'a pas été possible de donner une suite concrète à ces recommandations. Dès qu'un gouvernement en aura les moyens, des mesures concrètes seront prises.

07.03 **Annick Van Den Ende** (cdH): Je suivrai l'évolution de ce dossier dans les prochains mois.

L'incident est clos.

08 **Questions jointes de**

- **M. André Frédéric** à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'invitation à assister le 20 mars à un match d'Anderlecht faite par bpost à Filip Dewinter" (n° P0176)

- **M. Damien Thiéry** à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'invitation à assister le 20 mars à un match d'Anderlecht faite par bpost à Filip Dewinter" (n° P0177)

- M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la politique de bpost concernant l'accueil d'hôtes au RSC Anderlecht" (n° P0178)

08.01 André Frédéric (PS): Je reviens sur ce que je qualifierais plutôt d'anecdote. Dimanche dernier avait lieu à Anderlecht un match de football entre le Sporting d'Anderlecht et La Gantoise. Le spectacle était sur le terrain mais aussi dans les tribunes où était installé M. Dewinter, invité par bpost.

Qu'une personne qui aime répéter "Que la Belgique crève!" soit invitée par une entreprise publique fédérale me semble étonnant. Ne nous trompons pas, je trouve normal qu'une entreprise, même publique, puisse soigner sa clientèle et que bpost invite, entre autres, des hommes ou des femmes politiques ne me choque pas. Par contre, que bpost invite un leader d'extrême droite, client ou pas, me choque. Je refuse qu'une entreprise publique invite un personnage qui assimile l'islam et le sida ou se vante d'avoir participé, en février, à une réunion avec l'ensemble des associations américaines pro-blanches dont une, le *National Policy Institute*, publie des ouvrages tels que "Coûts et avantages de la déportation de masse".

Le site de bpost mentionne ceci: "En tant qu'employeur, La Poste reflète très bien la société actuelle et son large éventail de cultures, langues, âges, origines ethniques et talents. La Poste recherche délibérément cette diversité.". Est-il normal qu'une entreprise publique s'investissant dans une politique et une philosophie d'ouverture, de respect et de démocratie ne tienne pas compte de ces valeurs quand il s'agit d'activités purement commerciales? Le respect des valeurs d'une entreprise publique s'arrête-t-il quand on parle de business?

Bref, existe-t-il des garde-fous à tous les étages de La Poste pour éviter à l'avenir de tels dérapages?

08.02 Damien Thiéry (MR): Ce n'est pas une anecdote. C'est la preuve d'un certain laxisme au sein d'une entreprise et je pense qu'il est temps d'y remettre de l'ordre. Tout le monde a pu lire dans la presse que des membres du Vlaams Belang ont été invités à un match par une entreprise publique, bpost. Ce qui est moins anecdotique, c'est le fait que ce sont des supporters qui l'ont remarqué et qui en ont été outrés.

Le porte-parole de bpost nous a confirmé le fait et a précisé qu'il s'agissait d'une démarche commerciale. Le problème est que nous avons affaire ici à une entreprise publique, qui fonctionne aux frais du contribuable. Je ne peux accepter que nos contributions permettent à certains séparatistes et racistes de jouir de ce type de privilèges.

bpost ne veut pas de discrimination envers la clientèle pour des raisons politiques et idéologiques, je peux le comprendre. Mais ici, c'est une question déontologique, voire politique.

Les instances de bpost ont-elles relevé la décision d'inviter M. Dewinter? Quelles en sont les raisons? Quel est votre point de vue sur cette pratique contraire à la déontologique?

08.03 Tanguy Veys (VB): Des personnalités du Vlaams belang venues en tant qu'amateurs de football lors du match Anderlecht – AA Gent ont été prises à partie par des hommes politiques francophones haineux. Se voir ensuite en photo dans le journal fait songer à des pratiques de la Stasi. On peut s'étonner que des questions soient posées sur l'entreprise bpost qui invite des personnes désireuses d'aller voir une rencontre de football pendant leurs loisirs. On ne s'interroge pourtant pas au sujet du Lotto en tant que parraineur lorsque certains hommes politiques assistent à des matches du Standard. Si la ministre publiait des chiffres sur la présence d'hommes politiques lors de manifestations sportives, certains partis obtiendraient d'ailleurs des scores brillants.

La ministre pourrait-elle commenter la politique de l'État et de bpost? J'estime que tout Flamand amateur de sport devrait être le bienvenu lors de telles rencontres.

08.04 Inge Vervotte, ministre (en néerlandais): Les entreprises publiques sont devenues autonomes en

1991 à la demande expresse du Parlement. En d'autres termes, une dotation est définie pour chaque mission par le biais d'un contrat de gestion, le Parlement se chargeant de veiller au respect de ce dernier.

Contrairement à certaines déclarations, le contribuable ne débourse pas un cent dans le cadre d'une telle action. Nous veillons scrupuleusement à ce que l'argent du contribuable soit utilisé correctement pour la réalisation de la mission que nous avons confiée à bpost, à savoir les prestations du service universel.

Pour le reste, bpost peut prendre des initiatives commerciales en tant qu'entreprise commerciale. La société bpost m'a fait savoir que dimanche passé, une de ses équipes de vente avait en effet invité quelques collaborateurs du Vlaams Belang à un match de football.

(En français) Ce sont les collaborateurs du Vlaams Belang qui ont invité M. Filip Dewinter. bpost n'a plus de loge ou de *business seats* dans le stade d'Anderlecht depuis deux ans. Cela explique pourquoi le porte-parole de bpost a d'abord nié le fait que sa société était présente à ce match.

(En néerlandais) Plus tard dans la journée, il s'est avéré qu'une équipe de vendeurs de bpost a reçu quelques places de la filiale SPEOS et les a utilisées pour l'invitation susmentionnée. Le service de presse a pris l'initiative de donner une juste version des faits aux médias.

bpost souligne qu'il ne sponsorise pas Anderlecht.

La direction m'assure que les invitations poursuivaient un objectif purement commercial. Elles s'inscrivent dans le cadre des activités commerciales de bpost qui ne relèvent pas du service public, et par conséquent ni de la responsabilité ministérielle ni du contrôle du Parlement.

La grande majorité des activités de bpost sont de nature commerciale et s'opèrent sur un marché libre. Elles représentent plus de 70 % du chiffre d'affaires global. Les pouvoirs publics n'interviennent pas et n'ont pas à le faire. Cela relève de l'autonomie de l'entreprise.

Sur le plan commercial, bpost ne peut pas faire de discrimination entre les clients présentant un profil d'utilisateur similaire. La loi est très claire à ce sujet. La préférence politique ne peut constituer un critère. Les services commerciaux de bpost entretiennent des contacts commerciaux avec tous les clients afin d'accroître le chiffre d'affaires et de développer les relations sur le long terme. L'entreprise doit rester compétitive pour ses clients, sans aucune distinction. L'invitation à cet événement sportif doit donc être considérée sous cet angle.

08.05 André Frédéric (PS): La ministre a cité l'action commerciale de bpost, mais je ne l'ai pas entendue dire qu'elle regrettait cet événement. Si vous ne vous impliquez pas comme ministre de tutelle, demain, la SNCB sponsorisera les déplacements de *Blood & Honour* pour ses concerts ou l'équipe Lotto invitera Marine Le Pen à suivre le Tour de France.

08.06 Yvan Mayeur (PS): Monsieur Jambon, vous êtes ensemble avec le Vlaams Belang? D'accord! C'est clair, maintenant...bravo!

08.07 André Frédéric (PS): Ensuite, bpost est une entreprise publique avec son autonomie, certes, mais qui jouit d'un financement largement public. Dans la situation actuelle de bpost, avec ses plans de restructuration et ses facteurs vivant l'enfer au quotidien tant ils sont sous pression, il me paraît difficile d'expliquer aux travailleurs que de l'argent est dépensé pour de telles invitations.

Enfin, à titre personnel mais aussi de l'avis de mon groupe, le maintien d'un cordon sanitaire autour de l'extrême droite est toujours d'actualité. C'est un consensus politique, mais je souhaiterais qu'il en soit de même de la part de nos entreprises publiques.

08.08 Damien Thiéry (MR): Tout client a le droit de se faire inviter à des fins commerciales, mais il s'agit ici

d'un parti qui souhaite la fin de notre pays et qui a des connotations fascistes et racistes. Je ne peux m'inscrire dans cette logique, alors qu'il s'agit d'éthique et d'argent public.

08.09 Tanguy Veys (VB): La réponse de la ministre est pleine de bon sens quand on la compare aux manifestations de haine et aux pratiques dignes de la Stasi auxquelles se livrent le PS et le MR. Au demeurant, les mandataires PS peuvent se réjouir du fait que l'on n'ait pas retenu un casier judiciaire vierge comme condition pour pouvoir entrer dans un stade...

Le **président**: Les questions de Mme Fonck et de M. Thiébaud à Mme la ministre Turtelboom sont retirées.

08.10 Jan Jambon (N-VA): Avant de passer à la question suivante, j'aimerais aborder l'organisation des travaux. Le président peut-il nous dire où le premier ministre se trouve, car il aurait déjà dû être parmi nous?

Le **président**: Le premier ministre sera présent aux alentours de 16 h 30, jusque 17 h 00. Il respecte son engagement!

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Luykx à la ministre de l'Intérieur sur "la menace terroriste potentielle" (n° P0181)

09.01 Peter Luykx (N-VA): Nous avons cette semaine voté en faveur de la participation belge à l'intervention militaire en Libye. En réaction à cette intervention internationale, Kadhafi a proféré la menace d'attentats sur des cibles dans les pays participants. Compte tenu de son passé terroriste, un attentat n'est pas à exclure dans notre pays non plus, bien que je ne veuille certainement pas semer l'inquiétude. La ministre a déclaré à TV Limburg que le niveau d'alerte 2 était actuellement d'application et qu'une vigilance accrue s'imposait, également à l'égard de certaines ambassades.

Y a-t-il matière à inquiétude? Comment la ministre compte-t-elle anticiper les menaces potentielles? Les développements en Libye se traduiront-ils par un relèvement du niveau d'alerte terroriste en Belgique?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les services compétents suivent en permanence la situation en Belgique et à l'étranger sur la base des informations provenant de l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM). Actuellement, il n'y a aucune raison de craindre une menace accrue pour certaines ambassades ou institutions dans notre pays.

Sharia4Belgium a toutefois diffusé un enregistrement vidéo dans lequel le mouvement a annoncé à un membre du gouvernement qu'il lançait un appel au djihad. J'ai dès lors demandé à l'OCAM de réaliser une nouvelle analyse de la menace et d'élaborer si nécessaire une proposition relative aux mesures de sécurité. Il va de soi que pour des raisons de prudence, nous communiquons rarement sur de telles mesures mais nous évaluons pour l'instant en permanence les cibles intérieures éventuelles.

09.03 Peter Luykx (N-VA): Il s'agit déjà d'un apaisement. Il n'y a certainement pas lieu de paniquer mais étant donné les déclarations et le passé du colonel Kadhafi, le gouvernement doit rester sur ses gardes et communiquer clairement.

L'incident est clos.

10 Question de M. Ronny Balcaen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le survol de la centrale nucléaire de Tihange" (n° P0182)

10.01 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): La sécurité nucléaire est à nouveau au centre des débats. Les riverains de la centrale de Tihange ont interrogé l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) au sujet des risques encourus, notamment en ce qui concerne le survol de la centrale par des avions.

Celle-ci leur a répondu, par mail, que l'unité 1 avait été conçue pour résister à la chute d'un petit avion, qui était à l'époque considéré comme avion de référence. Les unités 2 et 3 ont, quant à elles, été dimensionnées

pour résister à l'impact accidentel de l'avion de référence de l'époque, à savoir le type Boeing (sans autre précision dans le mail). La prise en compte du risque n'est donc pas actualisée.

Confirmez-vous le survol de la centrale par les avions atterrissant ou décollant à Bierset? Les consignes données aux pilotes doivent-elles être revues? Faut-il revoir la définition des routes actuelles?

10.02 Etienne Schouppe, secrétaire d'État (*en français*): La réglementation détermine comme principe général, sauf pour les besoins de décollage et d'atterrissage, qu'il est interdit de faire évoluer un aéronef au-dessus des villes et de centrales nucléaires à une hauteur insuffisante pour permettre, en cas d'urgence, un atterrissage sans que soient indûment mis en danger les personnes et les biens à la surface.

Sauf pour les besoins de décollage et d'atterrissage, il est interdit de faire évoluer un aéronef selon les règles de vol à vue au-dessus des villes et des centrales nucléaires à une hauteur inférieure à 300 mètres au-dessus de l'obstacle le plus élevé situé dans un rayon de 600 mètres autour de l'aéronef. Pour les aéronefs évoluant selon les règles de vol aux instruments, il est interdit de voler à une hauteur inférieure à 300 mètres au-dessus de l'obstacle le plus élevé situé dans un rayon de 8 kilomètres autour de la position estimée de l'aéronef.

Le survol de la centrale nucléaire de Tihange n'est donc que partiellement interdit. La piste 05, en usage à Liège-Bierset lorsque les vents sont de secteur Est, passe pratiquement au-dessus de Tihange. Il me paraît difficile, voire impossible, d'en modifier le tracé, car les aéronefs doivent pouvoir se positionner à environ 18 kilomètres dans l'axe de piste pour y atterrir en toute sécurité.

Belgocontrol s'assure, avec les autorités aéroportuaires de Liège, du respect de ces règles.

Dans l'appréciation des procédures à respecter, le danger nucléaire n'intervient pas différemment des autres dangers, tout aussi mortels pour les occupants et tout aussi potentiellement désastreux pour les tiers au sol.

Lorsque l'on doit interdire temporairement tout vol dans certaines portions de l'espace aérien belge, les modalités d'une mesure peuvent être rendues effectives en tant que prescription des services chargés de la circulation aérienne dans les heures qui suivent la décision.

10.03 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Le risque nucléaire est un risque tout à fait spécifique. Le risque de chute d'un avion doit être pris en compte dans la mise en œuvre de nouvelles réglementations et lors de la révision des réglementations. Jusqu'au 11 mars, il n'était pas envisageable qu'un séisme de magnitude 9 et un tsunami de plus de 20 mètres ravagent des installations nucléaires au Japon!

L'incident est clos.

11 Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre de ménages qui ont vu leur accès à l'eau interrompu et l'approvisionnement minimal en eau" (n° P0183)

11.01 Hans Bonte (sp.a): Si beaucoup de choses sont pour l'instant à l'arrêt, le problème de la précarité est toujours bien présent. Pas moins de 14,7 pour cent de notre population vit dans la précarité. Nous devons continuer à lutter pour faire baisser ce chiffre afin que la reprise économique n'échappe pas à cette frange de la population. Il est particulièrement alarmant qu'en Flandre, 2 364 ménages aient vu leur accès à l'eau interrompu. Vivre sans eau entraîne ces personnes dans une spirale négative. Elles sombrent dans la marginalité et n'en sortent plus. Il n'est pas humain de laisser des personnes, des familles avec enfants sans eau.

Le secrétaire d'État n'estime-t-il pas qu'il faut veiller à la mise en œuvre de l'article 23 de la Constitution qui dit que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et qu'il faut un ancrage légal du

droit à une quantité minimale d'eau?

11.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La politique de l'eau a été en grande partie régionalisée depuis 1980 mais le ministre de l'Économie doit toujours donner son accord au sujet du prix.

Le problème des factures impayées se pose dans chaque Région mais la procédure est différente d'une Région à l'autre. La Région flamande coupe l'alimentation en eau après une décision de la commission locale d'avis. En Région bruxelloise et en Région wallonne, un Fonds social de l'eau intervient pour les ménages en difficultés. La décision de couper l'alimentation doit être prise par un juge, mais cela se produit rarement.

Le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale demande l'insertion du droit à l'eau dans l'article 23 de la Constitution. J'y suis favorable. Dans le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, il était proposé d'inscrire aussi le droit à l'énergie dans la loi. Je propose d'aborder la question de l'eau dans le cadre du groupe de travail Lutte contre la pauvreté, qui a été mis sur pied par la conférence interministérielle du 21 mars 2011.

11.03 Hans Bonte (sp.a): Je remercie le secrétaire d'État de nous rejoindre dans notre plaidoyer pour garantir à chacun un approvisionnement minimum en eau. Je prendrai moi-même une initiative dans ce sens.

Toutefois, légiférer est une chose et encore faut-il veiller à ce que, dans la pratique, des ménages ne soient pas privés d'eau. Le gouvernement fédéral doit continuer d'insister auprès des Régions sur l'instauration d'un approvisionnement minimum comme pour le gaz et l'électricité. L'accès à l'eau est un droit fondamental.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les déclarations du président du CPAS d'Ostende" (n° P0184)

12.01 Sonja Becq (CD&V): Dimanche dernier, le président du CPAS d'Ostende a annoncé qu'il entendait inciter les parents de bénéficiaires du revenu d'intégration allochtones à travailler un jour afin qu'ils puissent entrer en ligne de compte pour l'obtention d'une pension ou de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA). Nous connaissons bien sûr la portée de l'article 60 mais cette déclaration a semé la confusion.

Est-il exact qu'un non-ressortissant de l'Union européenne qui travaille un jour dans notre pays, peut bénéficier d'une pension? Quelle est la réaction du secrétaire d'État à la déclaration du président du CPAS d'Ostende et à son appel à contourner la législation actuelle?

12.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les non-ressortissants d'un pays de l'Union européenne qui ont plus de 65 ans peuvent prétendre à une GRAPA s'ils ont été en contact avec la sécurité sociale belge. Les Belges et les citoyens de l'Union européenne ont toujours droit à la GRAPA. Les déclarations du président du CPAS, qui me sont également revenues par le biais de la presse, n'étaient qu'une idée lancée pour déclencher le débat sur le regroupement familial et les coûts qui y sont liés. La question est bien sûr de savoir si cette méthode est la bonne. Le débat est en cours à l'échelon fédéral.

12.03 Sonja Becq (CD&V): Si en tant que présidente d'un CPAS je souhaite lancer un débat au Parlement, je dois par conséquent m'adresser de préférence à la presse. Je pensais que c'était ici que se déroulait le débat sur le regroupement familial.

L'incident est clos.

13 Renvoi d'une proposition de résolution en commission

À la demande du président de la commission des Relations extérieures et avec l'accord de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, auteur de la proposition, je vous propose de renvoyer la proposition de résolution de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Kristof Calvo, Mme Eva Brems et M. Olivier Deleuze pour la protection

de l'Arctique (n^{os} 1000/1 et 2) en commission.

13.01 François-Xavier de Donnea (MR): Je demande en effet le renvoi en commission de cette proposition de résolution. Une résolution sur le même sujet vient d'être votée au Parlement européen et nous voudrions confronter les deux textes. Nous convoquerions rapidement une réunion pour que cette résolution soit votée avant Pâques.

13.02 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Nous sommes ouverts à différents points de vue, mais demanderons que les nouvelles auditions soient équilibrées pour entendre tous les points de vue. Nous acceptons donc la proposition du président de la commission des Relations extérieures.

Le **président**: Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Propositions

14 Proposition de loi réduisant la durée des études de médecine (1085/1-2)

Proposition déposée par:

Marie-Claire Lambert, Colette Burgeon, Franco Seminara, Yvan Mayeur

Discussion générale

14.01 Catherine Fonck, rapporteuse: Je renvoie à mon rapport écrit.

14.02 Reinilde Van Moer (N-VA): La N-VA accueille favorablement la proposition de Mme Lambert. S'il est judicieux d'uniformiser la durée de ces études au sein de l'Europe, nous espérons toutefois que les possibilités de trouver du travail resteront identiques. La Commission de planification, l'INAMI et les universités devront trouver une solution à cet égard de sorte que les perspectives d'avenir soient claires pour les étudiants.

Les responsables entameront sous peu les préparatifs pour l'année académique 2011-2012. Il est dès lors important que les Communautés se penchent sans délai sur le contenu de la formation. Les universités flamandes ont demandé que la réduction de la durée des études ne soit pas dissociée du contingentement. Nous demandons à la Communauté française d'assumer également ses responsabilités en la matière. (*Applaudissements*)

Le **président**: Je félicite Mme Van Moer pour son *maiden speech*. (*Applaudissements*)

14.03 Ine Somers (Open Vld): La réduction de la durée des études de médecine à six ans est une évolution logique. Selon la directive européenne du 15 avril 1993, la formation devait durer six ans au moins. Les directives européennes ultérieures faisaient toujours mention d'une durée de six ans.

Le Conseil d'État a en outre annulé l'arrêté ministériel du 21 février 2006 du fait de la divergence de traitement entre les généralistes et les spécialistes. Pour maintenir le règlement actuel et éviter que les généralistes ne doivent suivre une formation de dix ans, un nouvel arrêté ministériel a été promulgué à titre provisoire. Un règlement définitif était cependant souhaitable.

C'est pourquoi la ministre de la Santé publique a créé un groupe de travail réunissant tous les acteurs concernés et les ministres communautaires de l'Enseignement dans le but de limiter la formation à six ans. Le groupe de travail est parvenu à un consensus mais du fait de la chute du gouvernement, le travail n'a pas pu être finalisé.

Lors de la discussion en commission, la réduction des études à six ans faisait quasiment l'unanimité. En Flandre, ce changement ne posera pas de réel problème étant donné que les universités flamandes s'y sont

déjà préparées. Elles ont pu le faire parce qu'il existe un examen d'entrée en Flandre. Il nous faut donc maintenir le *numerus clausus* en Flandre et le contingentement au niveau fédéral.

Sur ces entrefaites, des solutions sont élaborées pour résoudre certains problèmes pratiques. Il y aura deux fois plus d'étudiants diplômés en 2018 et se pose aussi le problème des maîtres de stage. J'attends avec impatience l'avis de la commission de planification, prévu pour le mois de juin.

14.04 Marie-Claire Lambert (PS): Le texte que je vous présente aujourd'hui a fait l'unanimité des acteurs concernés et a aussi recueilli un vote unanime en commission de la Santé. Cette proposition entend diminuer la durée des études de base de médecine, les faisant passer de sept à six ans.

Il s'agit d'œuvrer à l'attractivité de la médecine générale qui compterait, dès 2017, suite à un arrêt du Conseil d'État, dix années de formation et de s'aligner sur l'ensemble des États membres ayant opté pour une formation de neuf ans.

L'application de cette disposition n'aura pas d'impact sur la qualité de la formation mais une réorganisation du cursus sera nécessaire. Cette compétence est détenue par les Communautés.

La chute du gouvernement a entravé le projet que Mme Onkelinx avait prévu pour 2011. Nous proposons l'entrée en vigueur du nouveau système à la rentrée académique de 2012.

En 2018, deux fois plus d'étudiants seront diplômés en médecine. Dès lors, la commission de planification médicale devra adapter les quotas du *numerus clausus*.

En approuvant ce texte, nous donnerons la possibilité à la Belgique de rejoindre les autres pays européens sur cette matière tout en permettant aux futurs médecins de commencer leur stage rémunéré un an plus tôt. Notre groupe votera cette proposition avec enthousiasme.

14.05 Catherine Fonck (cdH): Ce texte constitue une évolution logique dans le contexte européen. Cependant, sans compter les adaptations de programmes, tout reste encore à faire au niveau fédéral.

D'abord, le nombre de médecins diplômés sera, dès 2014, plus important que celui des numéros INAMI octroyés.

On doit assurer les médecins fraîchement diplômés qu'ils pourront acquérir un numéro INAMI.

Le deuxième enjeu est celui des stages après les études, qu'ils concernent les spécialistes ou les généralistes. Y aura-t-il suffisamment de maîtres de stages disponibles pour répondre au nombre doublé d'étudiants?

De nombreux pas doivent encore être réalisés sur le plan politique, y compris au niveau fédéral. Le gouvernement en affaires courantes ne peut pas être un prétexte derrière lequel se retrancher.

14.06 Nathalie Muylle (CD&V): Mon parti soutient également cette proposition pour autant que le contingentement soit maintenu. Les éventuels problèmes pratiques qui pourraient survenir après 2018 ont déjà été soulignés puisqu'il y aura alors un double contingent de diplômés et il faudra par conséquent davantage de places de stage et de maîtres de stage. La ministre devra motiver les médecins à former des stagiaires notamment par la voie d'indemnités et de la nomenclature.

Mais les Communautés devront aussi accomplir leur part du travail. La Flandre a déjà instauré un examen d'entrée et j'espère que les aspects médicaux de la formation ainsi que sa dimension sociale seront pris en compte dès la première année. J'espère que nous formerons des médecins qui placeront le patient au cœur de leurs préoccupations. La lecture des premières études des doyens des universités ne m'incite cependant pas à l'optimisme.

La ministre était absente en commission et l'est également aujourd'hui.

J'espère que cette proposition est une première mesure pour résorber la pénurie de spécialistes. Il y a également une pénurie de pédiatres, de pédopsychiatres, de gériatres et d'endocrinologues. J'espère qu'au cours des prochaines années, la ministre réussira à rendre les carrières de médecin généraliste et de nombreuses autres spécialités médicales plus attrayantes.

Nous apportons notre soutien à cette proposition, mais l'absence de la ministre témoigne d'un manque de respect. Le débat se poursuivra en commission.

14.07 Daniel Bacquelaine (MR): Notre groupe votera cette proposition de loi, qui raccourcira d'un an le cursus des médecins spécialistes et permettra de mieux considérer le travail fourni par les étudiants et les médecins en stage.

Mais, avec ce texte, on ne résout pas le problème de l'admission aux études en Communauté française. Ces derniers temps, un cri d'alarme a été lancé par les doyens de facultés de médecine qui posent le problème de la compatibilité entre le nombre d'étudiants et les possibilités de formation en Communauté française. Notre groupe est partisan d'un examen d'entrée et, éventuellement, de l'instauration d'une année de propédeutique.

14.08 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Nous allons, nous aussi, soutenir cette proposition. Son grand avantage est qu'elle permet l'harmonisation au niveau européen. Mais cela ne résout pas du tout le problème de l'accès aux études ni la pénurie de médecins. Ceci va nous obliger à revoir l'organisation des études de santé en général. Il faudra faire preuve de plus de créativité et d'ouverture entre les différentes branches d'études dans le domaine de la santé, ce que rend possible cette modification.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1085/1)

La proposition de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 Proposition de résolution relative à l'aide fournie par la Belgique en vue de porter à 30 % l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 (1245/1-4)

Proposition déposée par:

Kristof Calvo, Éric Jadot, Bruno Tobback, David Clarinval, Willem-Frederik Schiltz

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1245/4)

15.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers, rapporteuse: Les auteurs de cette proposition de résolution souhaitent que l'Union européenne se fixe un objectif de réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre.

Un certain nombre d'États membres, comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Danemark et l'Espagne ont adopté une position claire avant et après le sommet de Cancún. La proposition de résolution a pour objectif que la position belge soit plus clairement énoncée. Le ministre fédéral est favorable à une réduction des émissions de CO₂ de 30 %. La ministre flamande est également disposée à engager le débat sur une nouvelle réduction. Une initiative parlementaire pourrait contribuer à envoyer un signal fort aux Régions et à nos partenaires européens.

L'Open Vld soutient pleinement la proposition de résolution. M. Schiltz a déposé, au nom de son groupe, un amendement en vue de faire une distinction entre les secteurs qui ont déjà fourni d'importants efforts et ceux qui ont encore fort à faire.

Au nom de la N-VA, M. Wollants a souligné que la compétence fédérale en la matière est minimale. Il a regretté que l'autorité fédérale adopte un point de vue sans avoir procédé à une concertation préalable avec les Régions. La N-VA a déposé un amendement. Ce dernier a été rejeté.

Au nom du PS, Mme Lambert a estimé qu'une réduction de 30 % était certainement souhaitable. Le PS a déposé trois amendements et deux de ceux-ci furent adoptés.

Au nom du groupe Ecolo, j'ai personnellement insisté sur le lien entre la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la santé publique.

Au nom du CD&V, Mme Muylle a précisé que son groupe souhaitait maintenir l'objectif actuel de 20 %. Elle estime qu'une réduction de 30 % n'est possible que si les autres pays industrialisés suivent. Elle a souligné le fait que la Fédération des entreprises de Belgique n'était pas du tout favorable à un renforcement de l'objectif.

Au nom du VB, Mme De Bont a relativisé l'importance des objectifs européens, estimant que l'industrie avait déjà fait de gros efforts. Elle a précisé que son groupe ne suivrait pas cette résolution.

Au nom du cdH, Mme Van Den Ende a soutenu la proposition, se ralliant aux arguments du groupe Ecolo.

M. Hans Bonte, président, au nom du sp.a, a également soutenu la proposition de résolution. Il a estimé que l'accord de coopération de 2002 et l'évidente concertation avec les Régions n'empêche nullement la Chambre de formuler son propre point de vue et d'influencer le gouvernement fédéral.

Au nom du MR, M. Clarinval lui aussi a soutenu la proposition, y voyant une étape notable vers une économie verte; la commission a adopté son amendement destiné à tenir compte des secteurs qui ont déjà consenti un effort important.

Le représentant du ministre a déclaré que ce dernier était d'accord avec cet objectif mais qu'il estimait qu'il fallait d'abord remplir certaines conditions et qu'un gouvernement en affaires courantes ne pouvait aller plus loin.

La proposition a été adoptée par dix voix contre sept. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

Le **président**: Nous allons interrompre la discussion puisque le premier ministre est arrivé.

Questions (continuation)

16 Questions jointes de

- Mme Karin Temmerman au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation financière des communes" (n° P0151)
- M. Steven Vandeput au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation financière des communes" (n° P0152)

16.01 Karin Temmerman (sp.a): Le gouvernement doit présenter son budget à l'UE fin avril. Il présuppose en l'occurrence une amélioration du déficit global et un effort des autorités locales à cet effet. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement fédéral assure l'équilibre budgétaire sur le dos des villes et des communes mais celles-ci peuvent difficilement encore procéder à des économies en fin de législature. Qui plus est, les chiffres sur lesquels le premier ministre se base ne sont pas exacts, ce qui est confirmé par la VVSG, le gouvernement flamand, la Banque nationale et l'ICN.

Comment le premier ministre justifie-t-il le fait qu'une fois de plus, des charges sont reportées sur les villes et communes? Comment va-t-il résoudre le différend apparu à ce sujet avec le ministre-président flamand? Est-il prêt à adapter les chiffres ou à rechercher une autre solution?

16.02 Steven Vandeput (N-VA): La semaine dernière, le ministre-président flamand a envoyé au premier ministre une lettre en réaction aux communiqués de presse annonçant que les communes afficheraient cette année un déficit de 2 milliards, soit 1,2 milliard de plus que le chiffre prescrit initialement. En octobre 2010 aussi, le premier ministre avait indiqué que les problèmes budgétaires se situeraient davantage au niveau des autorités locales qu'au niveau fédéral. Les chiffres qu'il avance aujourd'hui ne sont toutefois pas basés sur les chiffres budgétaires réels des autorités locales. Il s'agit d'extrapolations qui remontent même au siècle dernier en ce qui concerne les CPAS. Pour les communes, il s'agit d'extrapolations de 2001 à 2003. La *Vlaams Agentschap voor Binnenlands Bestuur* a effectué un calcul à l'initiative du ministre Bourgeois et a démontré sur la base des budgets des communes que celles-ci satisfont bien aux objectifs budgétaires fixés.

Le premier ministre tiendra-t-il compte de ce calcul?

16.03 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): C'est aujourd'hui que nous communiquons nos chiffres pour le budget de 2011. Je puis vous dire en marge du sommet de printemps que la Belgique peut s'enorgueillir d'une belle prestation. Nous avons pris de l'avance sur le programme de stabilité et nous faisons partie des meilleurs élèves de la classe en matière d'assainissement des finances publiques.

Je n'ai pas reçu le courrier auquel se réfère M. Vandeput. Je n'ai reçu qu'une copie d'un courrier adressé au président de l'Institut des comptes nationaux.

Je suis inquiet de constater que le déficit affiché par l'entité II dépasse le niveau qui avait été fixé alors que le fédéral aligne des scores nettement meilleurs que ceux convenus dans le cadre du programme de stabilité.

Les Communautés et Régions ne portent nullement la responsabilité de ce piètre résultat, ce dernier étant manifestement attribuable à des déviations à la suite de requalifications opérées dans le cadre du SEC auprès des Communautés et Régions et des administrations locales. Les efforts qui devront être réalisés en 2011 en vue de dépasser les objectifs fixés par le programme de stabilité devront effectivement être supportés par l'entité II.

En ce qui concerne les chiffres, la difficulté est double. Le problème réside tout d'abord dans la production de ces données par les administrations locales, ces dernières ayant accumulé un arriéré considérable – qui s'explique par des raisons purement historiques – dans la transmission des statistiques, qu'elles soient consolidées ou distinctes. Il est exact que nous nous employons à résorber ce retard et que ces efforts commencent à porter leurs fruits. Notre ambition doit cependant consister à disposer des chiffres de l'ensemble du secteur local couvrant la totalité du pays et incluant les provinces, les communes et les CPAS.

Un autre problème se pose sur le plan de la qualité des statistiques des administrations locales au sens large.

Le paquet contenant la position commune du Conseil, que nous adopterons ce soir et demain, comprend un règlement qui habilitera les institutions européennes à demander trimestriellement à chaque administration locale les données concernant la mise en œuvre du budget établies selon les principes de la comptabilité de caisse. Cette disposition s'appliquera non seulement aux communes et aux CPAS, mais également aux zones de police et à tous les aspects du secteur local.

Le gouvernement flamand, ainsi que d'autres gouvernements, en sont conscients. Mes deux prédécesseurs, MM. Dewael et Somers, et moi-même avons encore dû fournir en son temps des efforts pour lancer des programmes et adapter cette comptabilité.

À partir du 31 décembre 2013, le système devrait être opérationnel et nous devons œuvrer en faveur d'une mobilisation maximale pour y préparer notre secteur local. La crédibilité des finances publiques repose également sur le secteur local, qui ne peut donc être confronté à un problème statistique. J'ai demandé aux ministres régionaux de s'atteler à cette tâche.

Quant à la qualité des chiffres, nous devons encore fournir des efforts complémentaires. En Flandre et à Bruxelles, cette réalité concerne principalement les administrations communales, en Wallonie, les communes et les CPAS sont les plus visés. S'ajoutent à cela les zones de polices et, pour la Flandre, les CPAS.

Je ne jette la pierre à personne mais il nous reste collectivement encore beaucoup de pain sur la planche pour assurer une parfaite conformité du système local aux normes SEC et les communiquer à temps aux instances européennes.

16.04 Karin Temmerman (sp.a): Je me réjouis d'entendre que le premier ministre obtient un bon score mais je maintiens mon observation selon laquelle il le fait sur le dos des villes et des communes. La moitié des investissements publics provient des administrations locales qui ne représentent que cinq pour cent du déficit.

Les Régions sont incitées à adopter les mesures adéquates, mais elles ne le peuvent, faute de communication correcte des chiffres. Et il se pose un autre problème encore.

Le **président**: Je vous invite à conclure. C'est une réplique! (*Protestations sur les bancs du sp.a*)

16.05 Karin Temmerman (sp.a) (*en français*): Le premier ministre, lui, a pu parler plus de deux minutes!

(*En néerlandais*) J'attends depuis déjà deux heures.

16.06 Steven Vandeput (N-VA): Je me pose des questions à propos de la perception du public quand il lit la presse. Il pourrait effectivement avoir l'impression que les villes et les communes connaissent de graves problèmes et ce n'est pas le cas.

Le 2 décembre 2009, le ministre du Budget a reçu pour mission de constituer un groupe de travail chargé d'étudier la problématique du SEC et l'établissement des comptes auprès des autorités locales. Ce groupe s'est réuni par deux fois.

L'incident est clos.

16.07 (*Le premier ministre quitte l'hémicycle*)

Ordre des travaux

Le **président**: Désolé, mais il reste trois questions. (*Brouhaha*)

16.08 Gerolf Annemans (VB): J'ai connu le temps où M. Verhofstadt, alors premier ministre, se payait la tête du Parlement. (*Protestations sur les bancs de l'Open Vld*) Il faisait lire ses réponses puis s'en revenait. Mais je n'ai jamais vécu ceci. Le président se doit d'intervenir. Le ministre se soustrait aux questions orales pour la troisième semaine d'affilée.

16.09 Jan Jambon (N-VA): Nous nous étions mis d'accord. Nous savions que le premier ministre serait en retard.

Il s'agit d'un ministre des affaires fuyantes et c'est inacceptable. (*Protestations sur les bancs du CD&V*) Le

président doit prendre des mesures. Cette situation est indigne d'un parlement.

16.10 Herman De Croo (Open Vld): Je comprends l'importance que revêt la situation financière des communes. Je pense que la réponse circonstanciée du premier ministre est de nature à satisfaire l'auteur des questions. Malheureusement, d'autres membres restent sur leur faim et cela n'est pas courtois.

16.11 Bruno Tobback (sp.a): On peut en rire mais c'est du jamais vu. Il est inadmissible que le premier ministre se manifeste tant que cela lui convient. Il fait irruption dans l'assemblée, annonce de combien de temps il dispose et repart lorsqu'il en a assez. Cela me fait penser au Parlement russe et à M. Poutine.

Lorsqu'une proposition de la majorité devra être adoptée tout à l'heure, mon groupe aura également d'autres chats à fouetter. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a, de la N-VA et du VB*)

16.12 Servais Verherstraeten (CD&V): Il appartient à l'assemblée plénière de juger de l'opportunité de tenir une réunion pendant un sommet européen. Le premier ministre avait annoncé qu'il serait disponible pendant une demi-heure, de quatre heures et demie à cinq heures. Je constate qu'il est cinq heures. La Chambre en avait été informée et ne devrait dès lors pas fulminer *a posteriori*.

Le **président**: Je ne peux quand même pas attacher le premier ministre à son banc avec un boulet. Il est venu, il a répondu aux questions dans l'ordre où elles avaient été posées. Les questions restantes sont reportées.

Je vous propose de poursuivre la discussion de la proposition de résolution. En Conférence des présidents, nous réfléchirons à la manière d'organiser les questions orales urgentes. Faut-il poser des questions orales urgentes le jour où il y a un Sommet européen?

16.13 Gerolf Annemans (VB): D'après des bruits de couloir, le premier ministre aurait transmis les réponses à une série de questions qui lui étaient posées à certains ministres. Pourrais-je dès lors poser ma question sur les affaires courantes à un autre ministre?

Il est clairement ressorti de l'intervention de M. Jambon que par son comportement d'aujourd'hui, le premier ministre a déclenché ce qu'il cherchait à obtenir, à savoir la fin de la mission de Wouter Beke.

Le **président**: Le ministre Vanhengel peut répondre aux questions de Mme Smeyers et de M. Annemans.

16.14 Herman De Croo (Open Vld): J'ai entendu de la bouche de MM. Annemans et Jambon que les questions évoquées s'adressent au premier ministre. Nous n'allons tout de même pas laisser "déchoir" les questions! Si le premier ministre ne peut pas être présent, nous ferions mieux de lui poser ces questions une autre fois.

16.15 Jan Jambon (N-VA): La question de Mme Smeyers concerne les dissensions, au sein du gouvernement, sur un sujet politique important. Il est évident qu'en réalité, une seule personne est à même d'y répondre. Ces dissensions seront d'ailleurs encore à l'ordre du jour la semaine prochaine aussi. Il incombera alors au président de la Chambre de veiller rigoureusement à ce que le premier ministre soit effectivement présent dans cet hémicycle à 14 h 15 et qu'il n'invoque aucune excuse. (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA*)

Le **président**: Il reste les questions concernant les affaires courantes. Voulez-vous que M. Vanhengel y réponde au nom du premier ministre?

16.16 Gerolf Annemans (VB): Tout bien considéré, je ne me satisfais pas de la seule réponse de M. Vanhengel. (*Tumulte*)

Le **président**: Dans ce cas, il faudra attendre la semaine prochaine pour poser la question au premier ministre. Nous veillerons à ce qu'il soit présent.

Propositions (continuation)

17 Proposition de résolution relative à l'aide fournie par la Belgique en vue de porter à 30 % l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 (1245/1-4) (continuation)

Reprise de la discussion

17.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): En décembre 2008, l'UE a adopté le fameux paquet 20/20/20: 20 % d'économie d'énergie, 20 % d'énergie renouvelable et 20 % de gaz à effet de serre en moins d'ici à 2020. Beaucoup de nouveaux développements se sont produits depuis, en particulier en ce qui concerne les objectifs climatiques. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et d'autres pays se sont prononcés en faveur d'objectifs climatiques plus ambitieux. L'Agence européenne de l'Environnement a démontré que nous avons déjà réduit nos émissions de gaz à effet de serre de 17 %. Par conséquent, ces 20 % ne représentent pas un objectif très ambitieux. Ce manque d'ambition soulève de plus en plus de questions. Cette question sera tranchée définitivement lors d'un Sommet européen au mois d'avril.

La Belgique maintiendra son objectif de réduction de 20 % des gaz à effet de serre, à moins que les autres pays industrialisés ne cosignent un accord climatique international, ce qui est peu probable étant donné qu'un accord à très court terme avec la Chine et les États-Unis ne sera pas à l'ordre du jour de sitôt. Avec cette résolution, nous souhaitons que la Belgique adopte une position plus concrète, fondée sur des objectifs européens plus ambitieux en matière climatique.

Le but de cette résolution consiste à obtenir que la Belgique défende une réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelon européen. Mais l'adoption de la résolution à l'échelon fédéral ne garantit cependant pas que cette position sera la position définitive de la Belgique. Une majorité existe déjà aux Parlements wallon et bruxellois et à l'issue du vote, la balle sera dans le camp de l'exécutif et du Parlement flamand. À leur tour de s'engager.

Je remercie les co-auteurs de cette résolution, ainsi que les autres membres de la commission pour leur participation aux débats qui ont été constructifs et animés. Plusieurs amendements du PS ont conféré à la résolution davantage d'équilibre et de poids.

Cette résolution devrait nous permettre de nourrir de plus grandes ambitions en matière de climat, de créer davantage d'emplois dans le secteur de l'environnement et d'augmenter la part des énergies renouvelables.

J'espère qu'une majorité favorable à ces perspectives prometteuses pourra se dégager tout à l'heure.
(Applaudissements)

17.02 David Clarinval (MR): Le MR souhaite considérer l'effort pour réduire les gaz à effet de serre comme une opportunité plutôt que comme une contrainte négative.

Sur le plan économique, l'Europe doit prendre le leadership mondial pour montrer l'exemple en la matière. Il nous faut être créateurs d'innovation et de standards économiques permettant à nos entreprises d'être à la pointe, sans attendre que la Chine, l'Inde ou les États-Unis ne déterminent les standards du futur.

Ce qui est bon pour l'économie l'est aussi pour l'emploi européen, dans la recherche et le développement ainsi que dans l'industrie et les services.

Nous devons être le bon élève en matière environnementale. Un considérant H, qui est un amendement que nous avons déposé avec M. Schiltz, vise à prendre en compte les efforts déjà réalisés par certains secteurs dans le passé. Les domaines des transports et du résidentiel restent à la traîne en matière environnementale par rapport au secteur industriel.

En vue d'éviter tout dumping environnemental, nous avons intégré dans notre résolution une demande au gouvernement visant à installer un mécanisme d'inclusion carbone à l'égard des pays moins engagés dans ce combat.

Cette proposition de résolution nous outille pour être en pointe dans la réduction des gaz à effet de serre, tout

en permettant à nos entreprises d'en retirer les avantages sans en subir les inconvénients.

Nous voterons avec enthousiasme cette proposition de résolution.

17.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): J'appelle tout le monde à soutenir cette proposition de résolution visant à revoir à la hausse nos objectifs de réduction de nos émissions de CO₂. La gauche et les verts ironisent volontiers sur l'engagement réel de ce Parlement en faveur d'une économie plus durable et plus respectueuse de l'environnement. Or des pas importants ont déjà été franchis dans le passé en cette matière. Les secteurs économiques ont répondu aux impulsions émanant du monde politique. Après les efforts déjà consentis, ce ne sont pas les quelques bougonnements que l'on entend encore à gauche et à droite qui devraient nous arrêter.

Au plan technologique, un objectif de réduction de 30 % au niveau européen est certainement réalisable. Mais pour avancer dans ce domaine, il ne faut pas seulement une carotte, à savoir les nombreuses mesures financières de soutien, mais également un bâton, et c'est là qu'intervient cet objectif de 30 %. Les objectifs européens sont d'ailleurs adaptés en fonction du potentiel de chaque État membre, et ils font en outre l'objet d'une répartition sectorielle, si bien que ce sont plutôt ceux qui sont à la traîne qui doivent fournir un effort supplémentaire. Quoi qu'il en soit, il reste beaucoup à faire, particulièrement dans le secteur résidentiel et dans les transports.

J'espère donc pouvoir compter sur le soutien enthousiaste de tous mes collègues.

17.04 Nathalie Muylle (CD&V): Lors des discussions sur la note de politique de la ministre Schauvliege au Parlement flamand, Mme De Vroe, de l'Open Vld, avait indiqué qu'elle soutiendrait le passage où il était question de réduire les émissions de CO₂ de 30 %, à condition que d'autres pays industriels fassent des efforts similaires. Par ailleurs, elle ne voulait pas être plus stricte que nécessaire en ce qui concerne l'application de la réglementation. Je me demande dès lors si M. Schiltz exprime bien ici le point de vue de son parti.

17.05 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Nous pouvons évidemment continuer à chercher midi à quatorze heures mais entre-temps, des pays industriels importants comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont déjà donné leur assentiment. La Belgique regarde quelles sont les tendances et saisit la balle au bond pour mettre en œuvre des avantages économiques et sociaux. Cessons de nous lancer des piques sur les écarts existant entre les groupes flamands et fédéraux. Quel parti ne s'en est-il jamais rendu coupable? Je trouve d'ailleurs que Mme Muylle y va un peu fort avec sa remarque car si je devais énumérer toutes les divergences qui existent entre elle et son ministre-président, j'en aurais jusqu'à ce soir! *(Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld, la N-VA et du Vlaams Belang)*

17.06 Bert Wollants (N-VA): A la fin de l'année dernière, une proposition de loi quasi identique a été déposée mais elle n'a pas été soutenue par une majorité. Je me demande donc pourquoi la proposition actuelle bénéficie, elle, d'un appui majoritaire. La politique climatique est de la compétence des Régions. Ce sont elles qui doivent échafauder les plans en matière de politique climatique, atteindre les objectifs et supporter les coûts. Si nous décidons au sein de cet hémicycle fédéral quels objectifs nous devons atteindre en termes de réduction des émissions, cela ne nous engagerait à rien car les initiatives qui incombent au niveau de pouvoir fédéral sont quasi inexistantes. En revanche, nous devons, en tant que représentants de l'État fédéral, créer une commission climatique nationale avec les Régions afin de formuler des points de vue et des avis ayant trait à la politique climatique internationale.

17.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): M. Wollants devrait également savoir que dans cette résolution, il est fait explicitement référence au rôle des Régions. Je m'y suis moi-même référé dans mon exposé. Il dit en outre que les initiatives incombant au fédéral sont inexistantes en matière climatique mais si nous considérons la fiscalité et les transports, les questions concernant lesquelles nous pouvons prendre des mesures dans notre assemblée fédérale sont légion. Au fond, M. Wollants n'est pas très cohérent avec lui-même car si les parlementaires fédéraux que nous sommes n'avons pas voix au chapitre dans cette matière, pourquoi aborde-t-il la politique climatique à la Chambre?

17.08 Bert Wollants (N-VA): Le fait que le niveau fédéral propose des mesures ne signifie pas pour autant qu'il soit le plus à même de le faire. La liste des dossiers actuellement traités par le gouvernement fédéral est

longue alors qu'il n'est en réalité pas autorisé à s'en occuper. (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA*)

17.09 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Si les autorités régionales prenaient certaines missions plus à cœur, le niveau fédéral ne devrait pas intervenir. (*Tumulte*)

17.10 Jan Jambon (N-VA): Que précisément M. Schiltz croie devoir défendre le rôle du Parlement fédéral en tant que gardien du Parlement flamand, c'est quand même fort! (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA*)

17.11 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je suis heureux que M. Jambon ait réagi à mon impulsion plus que limpide. Le niveau fédéral dispose de quelques instruments politiques seulement, mais assurément essentiels, qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre de cette résolution. Si l'on ne veut pas que ces moyens soient utilisés, le niveau régional doit prendre des initiatives suffisamment énergiques et nous pourrions alors utiliser le budget fédéral pour autre chose.

17.12 Bert Wollants (N-VA): Il me semble quand même très important d'affecter les instruments fédéraux relatifs à la politique climatique de telle sorte que les Régions puissent contribuer à atteindre les objectifs. Le niveau fédéral ne doit pas entreprendre des choses de sa propre initiative alors que les Régions s'y opposent en partie. Et M. Calvo qui souligne tellement le rôle fédéral aujourd'hui, a quand même déclaré à l'époque que la politique climatique fédérale est une véritable catastrophe! Et aujourd'hui, on attend des miracles de ce même niveau fédéral?

17.13 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je n'ai jamais magnifié la politique climatique menée actuellement par les autorités fédérales mais j'estime toutefois que le Parlement fédéral peut prendre des décisions en la matière, parce que nous ne devons pas attendre que les acteurs les plus lents de notre pays agissent pour prendre des mesures. Nous voulons prendre des décisions ici et maintenant, telle est notre mission et nous sommes payés pour cela. (*Applaudissements sur les bancs d'Ecolo-Groen!*)

17.14 David Clarinval (MR): La Région wallonne a choisi les moins 30 %. Ce qui est possible en Région wallonne ne devrait pas faire peur à la Flandre.

17.15 Nathalie Muylle (CD&V): M. Clarinval se réfère à la Wallonie et j'entends plusieurs partis francophones parler d'un objectif de 30 et même de 40 %. Cependant, des accords devront encore être conclus à la table des négociations sur les 20 % qui devront être atteints en 2020, alors que la Belgique doit réaliser 15 % de l'objectif dans le cadre du hors ETS. Et c'est là que la Wallonie propose alors 13 %. Il est bien trop facile d'avancer un chiffre, encore faut-il aussi l'atteindre. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V et de la N-VA*)

17.16 Bert Wollants (N-VA): Mme Muylle a entièrement raison: en Régions wallonne et bruxelloise, cet objectif de réduction de 30 % n'existe que sur le papier.

Nous avons bien entendu déjà progressé. Le chiffre de 17 % est avancé et j'espère qu'après la crise, nos entreprises pourront augmenter leur production et leurs exportations. Cette relance des activités aura évidemment une incidence sur les émissions de CO₂ que les entreprises pourront, je l'espère compenser, car les réductions d'émissions occasionnées par la crise ne sont pas les réductions visées. L'essentiel des réductions des émissions de gaz à effet de serre concerne d'autres gaz que le CO₂. Lors de la cinquième Communication nationale nous avons pu présenter une réduction des émissions de CO₂ de 3,5 %, à cent lieues des 30 %.

Les performances belges ne sont pas vraiment mauvaises, puisque l'industrie pétrochimique, forte consommatrice d'énergie et qui s'est encore développée depuis 1990, a néanmoins réussi à réduire de 60 % ses émissions par tonne de produit. Comparé à l'objectif de 30 %, le niveau est nettement différent. De plus, cette industrie fournit des produits de base pour l'étranger qui sont ensuite transformés ailleurs. Il ne faudrait pas commettre l'erreur de bannir cette industrie.

Par le biais d'un amendement, les auteurs de la résolution ont ajouté la nécessité de prendre des mesures de manière à préserver notre compétitivité en Europe.

Le régime des droits d'importation sur les produits étrangers doit assurer que le coût carbone ne soit pas trop lourd. Toutefois, il faut aussi que nos entreprises puissent exporter à l'étranger. Cette résolution ne prend pas en compte cette exigence, ce qui est une erreur.

De même, l'abandon d'un relèvement concerté ne servira à rien. Un relèvement unilatéral, sans que les autres partenaires suivent, n'a aucun sens.

La N-VA ne votera pas cette proposition de résolution. (*Applaudissements sur les bancs N-VA et CD&V*)

17.17 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Cette proposition de résolution est importante. Son objectif principal est d'inviter la Belgique à prendre position dans le débat européen et mondial qui devrait permettre de relever le défi climatique.

En décembre 2008, l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020 a été approuvé par l'UE. Il a quasiment déjà été atteint, et ce ne serait pas un luxe de le redéfinir. Le Parlement européen s'est prononcé en faveur d'une réduction de 30 %!

En Belgique, les gouvernements wallon et bruxellois et le ministre Magnette se sont engagés à dépasser l'objectif des 20 %. Celui de 30 % figurait déjà dans les résolutions déposées par les écologistes, avant les sommets de Copenhague et de Cancún. Aujourd'hui, la proposition a recueilli le soutien et la co-signature du MR, de l'Open Vld et du sp.a. Je remercie les collègues Tobback, Schiltz et Clarinval ainsi que les groupes PS et cdH. Devant l'importance des enjeux, la recherche cohérente de solutions collectives émerge progressivement.

Atteindre l'objectif des 30 % est une chance unique de repositionner notre économie dans des secteurs d'avenir. Le degré zéro d'une politique climatique coordonnée, c'est demander à chaque acteur, à chaque niveau de pouvoir, ce qu'il est prêt à faire. Le vrai défi est d'adopter un objectif réellement ambitieux à Durban l'année prochaine. Dans cette optique, notre Parlement a l'opportunité de poser un geste. Avec le vote de cette résolution, le problème climatique ne sera pas réglé, mais un vaste chantier sera ouvert.

17.18 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Il est clair que le CO₂ porte atteinte à la bonne santé mentale des parlementaires. Nous avons discuté ici la semaine dernière de la fermeture des centrales nucléaires, au sujet de laquelle aucune décision n'a encore été prise parce qu'il faut d'abord procéder à un stressant test de résistance. Les centrales nucléaires permettent de réduire les émissions de CO₂ de 30 millions de tonnes, ce qui correspond aux émissions produites par l'ensemble du parc automobile belge.

La discussion porte sur la fermeture de trois réacteurs, assurant 18 à 20 % de notre approvisionnement énergétique. On veut donc remplacer cette énergie nucléaire exempte de toute émission de CO₂ par autre chose. Les éoliennes et autres panneaux solaires ne fournissent que 1,7 % de notre production électrique. Cela suffit peut-être pour une famille écolo mais pas pour nous. Il faudra donc avoir recours à des centrales au charbon et au gaz ou encore à des centrales STEG, dont le point commun est qu'elles émettent évidemment beaucoup plus de CO₂ que les centrales nucléaires.

Nous discutons donc aujourd'hui d'une résolution visant à réduire les émissions de CO₂. Il n'est tout de même pas très logique de vouloir d'une part fermer les centrales nucléaires et d'autre part réduire les émissions de CO₂. Dans ce cas précis, heureusement que les résolutions n'ont tout de même aucun sens. J'espère que d'aucuns respireront à l'avenir un peu moins de CO₂, afin qu'ils retrouvent leurs esprits. Le taux de radioactivité ne serait-il pas un peu trop élevé au Parlement?

17.19 **Bruno Tobback** (sp.a): Si M. Dedecker est vraiment convaincu d'avoir raison, il devrait adopter la résolution car il sera certain alors que les centrales seront maintenues en activité. (*Sourires*) Mais il a tort. Dans le cadre des deux discussions, celle sur les centrales nucléaires et celle sur les réductions des émissions de CO₂, la question est la même: quelle ambition, quel objectif poursuivons-nous? L'objectif de M. Dedecker consiste à faire en sorte que rien ne change. Son ambition est donc modeste. Un problème se posera peut-être dans quelques décennies mais, en attendant, nous aurons vécu une situation favorable. Tel

est son raisonnement.

Cette résolution n'induit de changement que si nous nous donnons un objectif précis. Ce pays n'est pas doté de beaucoup de richesses naturelles et nous devons nous donner de grandes ambitions dans le développement de nouvelles technologies et dans la recherche d'une manière plus appropriée de créer de la prospérité. Si nos ambitions dépassent celles d'autres pays, c'est qu'elles nous sont nécessaires pour exister sur le plan économique.

M. Dedecker ne voit pas d'inconvénient à ce que nous soyons trois à quatre fois plus dépendants de l'énergie nucléaire que la plupart des autres pays. Mais que nous ayons la moitié d'ambition en plus en matière de réduction des émissions de CO₂ par la production d'énergie verte lui pose un problème. La logique du raisonnement m'échappe.

Le sp.a votera cette résolution avec enthousiasme. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a et d'Ecolo-Groen!*)

17.20 Jean Marie Dedecker (LDD): Je comprends que M. Tobback ne puisse pas suivre intellectuellement. Il y a une grande différence entre ambition et imagination. M. Tobback veut vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Il souscrit des engagements pour l'avenir alors qu'il est incapable de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui.

17.21 Rita De Bont (VB): M. Calvo veut que le Parlement wallon et le Parlement fédéral exercent des pressions sur le Parlement flamand. On pourrait dire que dans notre pays, c'est *business as usual*. Une majorité est transformée en minorité.

Le Conseil des ministres européens, auquel la présente résolution était destinée, a déjà eu lieu et il s'est prononcé en faveur de nouvelles réductions des émissions. C'est ce que notre groupe voulait.

Chacun s'accorde pour dire qu'il faut réduire au maximum les émissions de CO₂ mais aux États-Unis, la lutte contre ces émissions est dans l'impasse. Dans les pays qui connaissent une croissance économique, ces émissions augmentent énormément. Au cours des vingt prochaines années, les besoins en énergie augmenteront de 40 %. Les pays hors OCDE prendront à leur compte 93 % de cette augmentation de 40 %. C'est la raison pour laquelle le Vlaams Belang estime qu'il serait préférable d'investir davantage dans la recherche et le développement de sources d'énergie non fossiles et une efficacité énergétique accrue, plutôt que d'imposer des normes qui pour certains secteurs sont hors d'atteinte.

Nous vivons dans une région à forte densité de population, ce qui limite les possibilités en termes de sources d'énergie alternatives. Le fait de demander une réduction accrue des émissions revient à freiner le développement des centrales de la quatrième génération, plus sûres, plus économiques et n'émettant quasi pas de CO₂.

Nos entreprises ont déjà fourni un gros effort pour réduire les rejets de 17 %. Si elles ne respectent pas les nouveaux quotas, elles doivent racheter des droits d'émissions à l'étranger et plus précisément dans des pays émergents sur lesquels nous avons très peu de contrôle.

Les entreprises peuvent évidemment déménager, si bien que les avantages économiques du développement de technologies propres risquent de nous échapper. Il faut que nous participions plus activement au développement de l'économie verte et que nous encourageons davantage nos entreprises à s'engager sur cette voie. Mais il faut veiller à ne pas les faire fuir. Les amendements qui poursuivent cet objectif ont été approuvés.

L'instauration d'une taxe carbone est à l'étude. Nous n'avons accepté aucune taxe supplémentaire, qu'elle soit directe ou indirecte. L'administration, les entreprises et les particuliers doivent tous être incités à émettre le moins de gaz à effet de serre possible, mais ils ne peuvent y être contraints. Si l'économie verte offre réellement tant de perspectives, elle se développera sans contrainte. Nous n'avons pas besoin de nouvelles lois dans ce domaine, et notre groupe ne soutiendra donc pas cette résolution. (*Applaudissements sur les bancs du VB*)

17.22 Nathalie Muylle (CD&V): Je suis surprise de l'enthousiasme avec lequel M. Tobback plaide en faveur de cet objectif de 30 % de réduction. Je n'ai en effet pas constaté un tel enthousiasme au gouvernement flamand. Mon parti est le seul parti du gouvernement fédéral à avoir défendu sa position. La N-VA a défendu le point de vue du gouvernement flamand. Au gouvernement flamand, le sp.a a rejoint la N-VA et le CD&V en approuvant, avant le sommet de Cancún, une motion soumettant l'objectif des 30 % à une condition. Manifestement, le groupe sp.a a changé de point de vue. J'espère que ce parti en informera ses ministres au sein du gouvernement flamand.

17.23 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): J'entends toujours certains de mes collègues prétendre qu'il ne faut pas d'objectif contraignant. Rien n'est plus faux. Nous avons besoin de la menace d'un bâton pour avancer. On n'y arrivera pas simplement en distribuant des cadeaux. Je n'ai pas entendu le moindre argument qui pourrait me faire changer d'avis à ce sujet.

M. Dedecker est manifestement amoureux des centrales nucléaires et invoque sans cesse l'argument des émissions de CO₂. Mais, en l'occurrence, il ne soutiendra pas la résolution. Allez comprendre. Si cette résolution est mise en œuvre, il ne nous restera pratiquement pas d'autre choix que de garder les centrales nucléaires.

17.24 Bruno Tobback (sp.a): Au Parlement flamand, nous avons en effet souscrit, juste avant le sommet de Cancún, à une position commune rassemblant tous les partis.

Après Cancún, nous ne pouvons que conclure à la nécessité d'être nous-mêmes plus ambitieux si nous souhaitons faire la différence. C'est avec plaisir que je suis prêt à m'engager avec Mme Muylle à convaincre le gouvernement flamand d'atteindre ces 30 %. Il ne sera pas difficile de convaincre les membres de mon parti. Et j'espère qu'il en sera de même pour Mme Muylle. Nous pourrions nous concerter à ce sujet tout à l'heure. Il va de soi que les collègues de la N-VA sont également les bienvenus.

17.25 Marie-Claire Lambert (PS): Depuis début 2008, la crise économique et l'augmentation du prix des énergies sur les marchés internationaux ont entraîné une baisse de l'activité économique et donc des émissions de gaz. L'objectif européen d'une réduction de 20 % des émissions d'ici 2020 devient donc de moins en moins difficile. Nous devons réévaluer nos objectifs. Nous soutenons l'objectif poursuivi par les auteurs de cette résolution. Il faut être ambitieux dans ce domaine.

Nous avons jugé nécessaire de préciser dans un amendement qu'il faut réaliser une majeure partie des efforts de réduction sur le territoire européen. Seuls les efforts à l'intérieur des frontières de l'Union seront créateurs d'emplois durables et permettront d'engendrer de nombreux bénéfices locaux.

C'est au regard des avantages en termes de développement social et économique que nous demandons au gouvernement fédéral de réévaluer sa position.

Nous avons déposé une proposition d'amendement visant à accroître la protection des travailleurs européens. Nous saluons le vote intervenu en commission en faveur de cette proposition. Cependant, force est de constater que cette résolution demeure insuffisante dans sa dimension sociale.

Nous avons également déposé un amendement, afin de demander au gouvernement de veiller à ce que la transition écologique soit juste pour les travailleurs et qu'on en limite les impacts négatifs sur les groupes vulnérables de la société.

Certains ont considéré que c'était déjà aller trop loin. Nous le regrettons.

Pour mon groupe, il ne peut y avoir de révolution écologique sans inclure le pilier social du développement durable.

Malgré ce regret, le groupe PS soutiendra bien entendu ce texte et espère que le gouvernement fédéral pourra s'en servir comme levier lors des négociations avec les Régions et avec l'Union européenne.

17.26 Annick Van Den Ende (cdH): Nous avons tous en tête les indications très claires du GIEC.

Pour le groupe cdH, il est important de soutenir cette proposition afin que la Belgique encourage l'Union européenne à s'inscrire pleinement dans cette stratégie d'une économie verte de plus en plus sobre en carbone.

Une révision à la hausse de l'objectif initial apparaît d'autant plus souhaitable qu'en raison de la crise économique, notre pays enregistre un bon bilan climatique. La définition d'un objectif plus ambitieux permettrait de stimuler de nouvelles sources de croissance, de préserver les emplois existants et d'en créer de nouveaux, d'encourager le développement de nouvelles technologies plus durables pauvres en carbone. La pollution atmosphérique et les coûts de santé qui y sont associés seraient également réduits.

Il est nécessaire de travailler au niveau européen et dans le respect des règles internationales.

Ainsi, nous avons cosigné un amendement veillant à la compétitivité des entreprises.

17.27 Paul Magnette, ministre (*en français*): Je me réjouis du fait que ce débat soit ouvert chez nous, alors qu'il l'est depuis longtemps au plan international et au plan européen. De nombreux économistes nous ont avertis que l'objectif de 20 % que nous nous sommes fixé sera atteint facilement, trop facilement, presque automatiquement. Si nous ne nous donnons pas un objectif plus ambitieux pour 2020, nous risquons de passer à côté de la révolution des technologies vertes, comme l'Europe est passée à côté de la révolution des technologies de l'information il y a vingt ans.

(*En néerlandais*) La Belgique n'a pas encore défini son point de vue. Deux Régions ont arrêté leur position, la troisième et le gouvernement fédéral en affaires courantes ne l'ont pas encore fait. Le débat d'aujourd'hui est dès lors très important pour préciser notre prise de position aux échelons européen et international.

(*En français*) La question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il faut passer de 20 à 30 %, mais plutôt de se demander à quelles conditions il faut le faire.

(*En néerlandais*) Comment pouvons-nous défendre la compétitivité de nos entreprises? Comment pouvons-nous promouvoir des sociétés innovantes? Quelle politique de formation devons-nous mener pour créer davantage d'emplois dans ces nouveaux secteurs? Telles sont les vraies questions auxquelles nous devons répondre.

(*En français*) Si nous ne répondons pas à ces questions, quand on nous demandera quelle est la position de la Belgique, nous dirons: "Désolés, rien." Ce n'est certainement pas la stratégie la plus intelligente pour l'aura internationale de nos entreprises et de nos centres de recherche. Nous devons clarifier notre position et cette résolution me semble le faire d'une manière intelligente et équilibrée. Donc, je la soutiens.
(*Applaudissements*)

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition aura lieu ultérieurement.

18 Proposition de loi modifiant la loi du 13 mars 2011 portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, en vue de prolonger les pouvoirs accordés au Roi (1302/1-2)

Proposition déposée par:

Jef Van den Bergh, David Clarinval, Catherine Fonck, Rachid Madrane, Carina Van Cauter

Discussion générale

18.01 Karin Temmerman, rapporteuse: M. Jef Van den Bergh, l'auteur principal de la proposition a commenté son texte. Je répète que la teneur de la proposition est identique à celle de l'amendement au projet de loi portant des dispositions diverses examiné il y a deux semaines en commission, retiré ensuite et remis sur la table en commission la semaine dernière.

Lors du débat, M. Veys a souligné une fois de plus qu'une négligence du gouvernement obligeait le Parlement à rectifier la situation. Il s'est demandé pourquoi le gouvernement n'a pas agi en temps utile.

M. Wollants déplore également la méthode. Il s'agit d'une loi de réparation destinée à pallier la négligence du gouvernement. Il espère que ce délai ne devra pas une nouvelle fois être prorogé.

Cet amendement a finalement été adopté par 10 voix pour, 1 voix contre et 6 abstentions.
(*Applaudissements*)

18.02 Valérie De Bue (MR): Nous avons cosigné cette proposition et nous la soutiendrons. Toutefois, nous nous étonnons de la difficulté avec laquelle le texte a été adopté en commission. Nous soutiendrons l'extension du délai du 15 mars au 15 mai pour ces arrêtés royaux, mais nous resterons vigilants. En effet, la possibilité d'avoir des redevances différenciées à l'aéroport de Bruxelles-National ouvre la porte aux vols *low cost*, auxquels nous sommes totalement opposés pour préserver la quiétude des riverains. Nous souhaitons plutôt une spécialisation de nos aéroports.

18.03 Bert Wollants (N-VA): Cette manière de travailler est décevante. Dans l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses figurait la date du 15 décembre. Nous avons attiré l'attention sur des erreurs dans le texte: dans une partie du texte figurait en effet la date du 15 mars au lieu de celle du 15 décembre. Ensuite il y a eu tout ce cirque en commission avec la présentation d'un amendement qui a ensuite été retiré pour finalement être représenté, tout cela en raison de l'absence de consensus au sein du gouvernement. Alors qu'un accord avait finalement pu être trouvé, l'enthousiasme a manqué au Parlement pour l'approuver: le quorum n'a pas pu être atteint par la majorité. Et il y a maintenant ce report jusqu'au 15 mai. J'espère simplement que les arrêtés royaux indispensables seront élaborés à temps.

18.04 Tanguy Veys (VB): Dans une démocratie normale, les lois sont mises à exécution, mais cela ne semble pas être aussi évident en Belgique. Des arrêtés royaux ne sont pas toujours soumis à temps à la signature royale, surtout si des intérêts divergents existent au sein du gouvernement. Tout le monde n'est pas attaché de la même manière à l'aéroport national de Zaventem. D'aucuns attachent plus d'importance à l'aéroport de Charleroi et commencent alors à jouer des jeux politiques.

Je suis déçu par le secrétaire d'État parce qu'il n'est pas parvenu à finaliser ce dossier comme il se doit. Cela fait longtemps que le Parlement a voté ce dossier. Il ne restait qu'à signer l'arrêté royal. Toutefois, ce sont principalement les partenaires francophones de la coalition qui ont joué les prolongations. Brussels Airlines, fervent partisan de ce terminal, a finalement été contraint de décrocher. Suffisamment d'arguments plaident pourtant en faveur d'un tel terminal à Zaventem: on ne volerait qu'en journée, avec les avions les plus récents, les moins polluants et les moins bruyants et avec de surcroît un taux d'occupation de 95 %.

Suffisamment d'éléments plaident donc pour l'adoption de la proposition de loi. Je déplore seulement la méthode de travail à laquelle nous avons été confrontés ces dernières semaines.

Je regrette l'opposition politique due essentiellement au fait que l'aéroport national se trouve et se trouvera toujours en Flandre, même si elle devient indépendante. En tant que parti nationaliste flamand, nous prenons la question de l'aéroport très à cœur. (*Applaudissements*)

18.05 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): L'on assiste à la quatrième tentative de faire passer cette disposition.

Votre entêtement a donc payé, Monsieur le secrétaire d'État. Après avoir été sorti par la porte à trois reprises, vous êtes rentré par la fenêtre!

Si le dossier des tarifs différenciés avait été géré correctement, une telle prolongation n'aurait pas été nécessaire. La directive à transposer date de 2009. Deux ans pour la transposer, c'était suffisant. Il est osé de demander maintenant l'urgence alors que c'est avant tout de la nonchalance.

Dans ce dossier, vous n'étiez pas en position de force, du moins au départ. Mais nous n'avons eu droit à aucune explication sur le désaccord dans la majorité. Et aujourd'hui, nous ne sommes pas certains que la prolongation accordée sera suffisante pour aboutir à un accord.

Face à ce manque de transparence, nous nous en tenons à des conjectures, notamment sur le dossier du *low cost*. Nous sommes évidemment opposés à un terminal *low cost* à Bruxelles-National. Mais il semble que votre volonté soit autre.

Les propos du CEO de Brussels-Airport, selon lesquels le nouveau plan de développement ne prévoirait pas de terminal *low cost* distinct, sont de nature à susciter des questions.

Monsieur le Président, voilà les raisons pour lesquelles nous voterons contre cette disposition.

18.06 Jef Van den Bergh (CD&V): La question n'est pas de savoir si l'on va ou non aménager un terminal lowcost à Zaventem. Je déplore que la discussion se soit limitée à cela. Il s'agit en fait simplement de transposer une directive européenne qui prévoit une différenciation des services et des prix et qui garantit l'accès aux terminaux pour tous les usagers de l'aéroport.

Cette façon de faire n'était peut-être pas élégante mais il est encore plus vilain de se livrer à de petits jeux politiques en rejetant quelque chose qu'au fond, on soutient. (*Applaudissements*)

18.07 David Geerts (sp.a): Nous ne nous sommes pas livrés à de petits jeux politiques. C'est pourtant ce que le secrétaire d'État a fait par le biais de son amendement. Aucun accord ne semblait se dégager dans la majorité et l'amendement a été retiré.

M. Van den Bergh renvoie à la transposition d'une directive européenne mais la réalité est qu'à Zaventem on a tout simplement fait savoir qu'on n'en avait pas besoin.

Il peut être très amusant de se livrer à de petits jeux mais nous ne participons pas à celui-ci. Nous nous abstenons. (*Applaudissements*)

18.08 Tanguy Veys (VB): Je me demande qui se livre à des petits jeux politiques en l'occurrence. À aucun moment M. Van den Bergh n'a recherché un appui auprès de mon groupe. Son propre amendement a finalement été rejeté parce que le PS s'est livré à des jeux politiques et qu'il a déserté la commission. Nous étions présents. Contrairement à la majorité, nous avons pris nos responsabilités.

18.09 Jef Van den Bergh (CD&V): Il ne s'agit pas de ce dont Zaventem a besoin ou non, mais de la transposition d'une directive européenne.

Je persiste à trouver lamentable qu'on vote "contre" une proposition dans le seul but de mettre des bâtons dans les roues de la majorité, et non en raison de son contenu.

18.10 Maggie De Block (Open Vld): Curieusement, l'objet de ce débat est tout autre qu'en commission. Le terme "*lowcost*" n'a même pas été prononcé pendant les deux premières réunions. Un article de presse a suscité la consternation, mais ce n'est absolument pas neuf non plus.

D'après M. Geerts, la majorité a modifié son argumentation mais il est vrai que les membres n'ont pas toujours eu un comportement de vote cohérent. De quoi s'agit-il? Il s'agit de la prolongation d'un délai à raison de deux mois. Pourquoi cette tempête dans un verre d'eau? Cela m'échappe tout simplement et je

recommande à chacun de faire son autocritique, de relire attentivement ses propres dires en commission.
(*Applaudissements*)

18.11 Steven Vandeput (N-VA): Je me rallie à l'avis du président de la commission. J'estime assurément que la majorité doit remplir sa mission, en l'occurrence être présente en séance.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (1302/1)

La proposition de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 Suivi des missions à l'étranger

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 23 mars 2011, je vous propose de désigner les membres de la Chambre qui seront chargés du suivi des missions à l'étranger et qui se réuniront avec la Commission spéciale chargée du suivi des missions à l'étranger du Sénat.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

19.01 Herman De Croo (Open Vld): Nous ne nous sommes pas encore prononcés sur le fait que la Chambre serait représentée au sein de cette commission par un seul membre par groupe politique ou si la règle de proportionnalité serait suivie. J'attendrais un accord de la Conférence des présidents à ce sujet.

Le **président**: Je suis tenu de faire cette communication pour régulariser la réunion qui a eu lieu hier après-midi.

19.02 Herman De Croo (Open Vld): Si c'est uniquement cela, je suis d'accord!

20 Éloge funèbre de M. Jean-Pierre Malmendier

Le **président** (*devant l'Assemblée debout*): Nous avons appris, le 28 février dernier, le décès inopiné, à l'âge de 61 ans, de M. Jean-Pierre Malmendier, ancien membre de la Chambre.

Jean-Pierre Malmendier a été sénateur coopté du MR de juillet 1999 à avril 2003. Il a ensuite siégé à la Chambre en tant que député du Brabant wallon de mai 2003 à juin 2007. Depuis 2000 et jusqu'à son décès, il a également siégé comme conseiller communal et conseiller du CPAS à Court-Saint-Étienne.

Le sort n'a pas épargné Jean-Pierre Malmendier: le 22 juillet 1992, sa fille Corinne et son ami Marc Kistermann, âgés de 17 et 21 ans à peine, étaient retrouvés assassinés.

En dépit de ce drame personnel atroce, il a cherché à donner tout au long de son activité un sens à l'assassinat brutal de sa fille et de son ami. C'est ainsi qu'en 1992, l'année même du drame, il créa l'ASBL "Marc et Corinne" pour apporter un soutien logistique aux parents d'enfants disparus.

Il est, entre autres, l'initiateur d'une pétition de plus de 2 700 000 signatures qu'il a déposée ici au Parlement.

Le drame de l'assassinat des petites filles en 1996 et l'immense mouvement de solidarité qui vit le jour et qui déboucha sur la Marche blanche l'amènèrent à être le porte-drapeau de cette attention soutenue à la défense des enfants.

Au cours de la seconde moitié des années 90, le mouvement de la Marche blanche l'amena à entrer en politique.

Comme parlementaire, il a axé son activité sur les questions de justice et de sécurité. L'internement des délinquants, la politique d'exécution des peines et la liberté conditionnelle figuraient parmi les thèmes qui lui tenaient particulièrement à cœur.

Ses prises de position ont toujours été modérées, dénuées de tout revanchisme. Lui qui avait vécu cette tragédie s'était notamment prononcé en faveur de l'inscription de l'abrogation de la peine de mort dans la Constitution.

Jean-Pierre Malmendier était un homme d'agréable compagnie, fidèle en amitié et en engagement, capable d'écoute et toujours prêt à agir concrètement pour les plus faibles et les victimes d'injustices. Et cela aussi bien dans son travail ici au Parlement que sur le terrain local.

Il nous a quittés beaucoup trop tôt car il avait encore à nous apprendre beaucoup.

Je vous invite à respecter une minute de silence en hommage à l'homme réfléchi, engagé et surtout courageux qu'était Jean-Pierre Malmendier.

20.01 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Le cœur de Jean-Pierre Malmendier s'est arrêté de battre dans la quiétude de sa maison de Court-Saint-Etienne, il y a près de trois semaines.

Nous l'avons côtoyé comme collègue pendant quatre ans. Sa vie politique était marquée par le drame qui l'avait frappé il y a dix-neuf ans, à savoir l'assassinat sauvage de sa fille Corinne et de son ami Marc.

Il portait ce chagrin dans la solitude. Vis-à-vis de l'extérieur, il a réussi à transformer cette douloureuse expérience en une formidable énergie positive. Jean-Pierre Malmendier s'est consacré corps et âme à la défense des victimes d'actes de violence et à la punition légitime des auteurs de ces actes.

(*En français*) Telle fut sa principale motivation pour créer l'ASBL Marc et Corinne, ainsi que la toile de fond constante de son ambition politique. Son combat pour la justice l'a accaparé entièrement. C'est grâce à lui que l'existence des victimes est reconnue, que leurs exigences sont prises au sérieux. Or, il n'a jamais borné sa notion de victime aux victimes d'infractions violentes mais il l'a élargie aux erreurs médicales, aux accidents de la route ou aux calamités naturelles.

Pour avoir beaucoup travaillé avec lui, je peux également témoigner qu'il fut un des meilleurs défenseurs de la justice réparatrice. Il soutenait, par exemple, activement les médiations entre victimes et auteurs, y compris des faits les plus graves. Il disait lui-même, au sujet de sa motivation: le but ultime est de parvenir à une société où chacun est considéré comme un être humain.

Il a œuvré à une politique transparente en matière de disparitions et d'enlèvements de personnes. Il a combattu la violence intra-familiale et la pédo-pornographie, il fut une source d'inspiration pour le Mouvement blanc.

Aussi, après avoir quitté l'hémicycle parlementaire, est-il resté fidèle à ses idéaux comme conseiller communal de Court-Saint-Étienne, mais aussi en tant que père soucieux d'être un exemple pour ses deux autres enfants, Cathy et Bruno. C'est alors qu'il avait prévu de réduire quelque peu l'intensité de sa vie professionnelle qu'il nous a quittés, en toute discrétion, loin des projecteurs, à l'image de sa vie modeste et humble.

Au nom du gouvernement, je présente mes sincères condoléances à la famille et aux proches de Jean-Pierre Malmendier.

L'Assemblée debout observe une minute de silence.

21 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au règlement.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération:

- la proposition de loi de M. Bruno Tobback modifiant la législation en ce qui concerne la régulation du prix du gaz naturel et de l'électricité (n° 1311/1).

Renvoi à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture;

- la proposition de résolution de MM. Bruno Tuybens et Herman De Croo, Mme Muriel Gerken et MM. Stefaan Van Hecke et Karel Uyttersprot, Mmes Caroline Gennez et Leen Dierick et MM. Joseph Arens, Olivier Henry et Philippe Goffin relative à la politique de rémunération des établissements financiers soutenus par le pouvoir fédéral (n° 1316/1).

Renvoi à la commission des Finances et du Budget.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Demande d'urgence

21.01 **Bruno Tuybens** (sp.a): Je demande l'urgence pour l'examen de cette résolution. Elle a été cosignée par des parlementaires de neuf partis politiques. Les banques sont en train de définir leur politique en matière de bonus. Par conséquent, un examen parlementaire ordinaire suivi d'un vote dans deux semaines n'aurait guère d'utilité.

Le **président**: Pas d'observation ? (*Non*)

La demande d'urgence est adoptée.

Votes nominatifs

22 Proposition de loi réduisant la durée des études de médecine (1085/1)

(Stemming/vote 1)

Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi à l'unanimité. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

23 Proposition de résolution relative à l'aide fournie par la Belgique en vue de porter à 30% l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 (1245/4)

(Stemming/vote 2)

Ja	75	Oui
Nee	52	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

24 Proposition de loi modifiant la loi du 13 mars 2011 portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, en vue de prolonger les pouvoirs accordés au Roi (1302/1)

24.01 Bruno Tobbac (sp.a): Il s'agit d'une proposition de modification de la loi portant des dispositions diverses présentée par la majorité. Un certain nombre de membres du gouvernement ne prennent même pas la peine de participer activement aux travaux du Parlement. Mon groupe politique ne prendra par conséquent pas part au vote.

(N-VA, sp.a et Vlaams Belang quittent la salle)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

25 Adoption de l'ordre du jour

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? *(Non)* La proposition est adoptée.

La séance est levée à 18 h 39. Prochaine séance le jeudi 31 mars 2011 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Didier Reynders, Guy Vanhengel et Melchior Wathelet.

Berichten van verhindering

Met zending buitenslands: Olivier Maingain
Buitenslands: Peter Vanvelthoven
Raad van Europa: Linda Musin

Federale regering

Vincent Van Quickenborne, minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen: buitenslands

01 Agenda

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 23 maart 2011, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag het wetsvoorstel van de heren Jef Van den Bergh en David Clarinval, mevrouw Catherine Fonck, de heer Rachid Madrane en mevrouw Carina Van Cauter tot wijziging van de wet van 13 maart 2011 houdende diverse bepalingen betreffende Mobiliteit wat de verlenging van de termijn van de bevoegdheid toegekend aan de Koning betreft (nrs 1302/1 en 2) in te schrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Vragen

01.01 Herman De Croo (Open Vld): De premier is een veelgevraagd en -bevraagd man, met elf vragen die vandaag aan hem zijn gericht! Vandaag vindt er een Europese top plaats in Brussel. Mogen wij hem hier verwachten en zo ja, vanaf wanneer? Zijn aanwezigheid is vooral vereist voor de vragen over de lopende zaken, een onderwerp waarover hij zelf al heel wat heeft geschreven, onder andere in vrije tribunes.

01.02 Gerolf Annemans (VB): Ook ik kijk uit naar het antwoord van de eerste minister op mijn vraag, te meer omdat hij vanochtend in *De Standaard* zelf de kritiek op zijn regering van lopende zaken tracht te pareren. Ik dring er bij de Kamervoorzitter op aan dat de premier nu zou worden opgeroepen.

De **voorzitter**: De eerste minister woont de vergaderingen van de Europese top en de Benelux bij. Hij heeft zich trouwens ook laten verontschuldigen, als lid van deze Assemblee, voor de stemmingen. Hij heeft mij schriftelijk laten weten dat hij alles in het werk zou stellen om hier alsnog aanwezig te zijn, maar hij kon niet zeggen wanneer precies hij zou kunnen komen. Andere regeringsleden hebben de antwoorden van de eerste minister ontvangen. Als er leden zijn die het antwoord van de eerste minister niet uit de mond van een andere minister willen horen, kunnen zij hun vraag uitstellen tot volgende week.

01.03 Gerolf Annemans (VB): Als ik het even mag vertalen, vreest de voorzitter eigenlijk dat de premier niet zal opdagen omdat hij zijn antwoorden al aan andere ministers heeft bezorgd.

De **voorzitter**: Neen. Hij heeft andere leden van de regering een aantal antwoorden bezorgd, aangezien het Reglement toestaat dat een andere minister het antwoord geeft. Maar ik ga ervan uit dat de eerste minister er alles zal aan doen om naar hier te komen, om op zijn minst op de twee vragen over de lopende zaken te antwoorden.

01.04 Gerolf Annemans (VB): Ik stel voor dat de voorzitter een van de vele helikopters die nu boven de Wetstraat cirkelen, opvordert om de premier te laten overkomen.

01.05 Jan Jambon (N-VA): Gisteren werd aangegeven dat de eerste minister pas rond 15.15 uur à 15.30 uur zou komen en daar kon ik mij nog akkoord mee verklaren. Ik merk op dat ook voor de vragen over het asielbeleid en de begroting entiteit II wij de antwoorden graag uit de mond van de premier zelf zouden willen horen.

De **voorzitter**: Ik begrijp wel dat u dat wenst, maar willen is daarom niet kunnen.

01.06 Jean Marie Dedecker (LDD): De afwezigheid van de eerste minister wordt stilaan chronisch. Men kan zich nu wel verschuilen achter de Europese top, maar vorige week is hij hier ook veel te laat aangekomen om vervolgens slechts sporadisch aanwezig te zijn en zich snel af te maken van de vragen. Als hij de tijd heeft voor interviews, kan hij vandaag ook in dit Parlement zijn. Als controleorgaan van de uitvoerende macht hoeft het Parlement dit gebrek aan respect niet te slikken.

De **voorzitter**: Ik heb u goed begrepen!

01.07 Herman De Croo (Open Vld): Mevrouw De Block gaat ermee akkoord dat minister Reynders antwoordt op haar vraag over het rookverbod.

01.08 Bruno Tobback (sp.a): De voorzitter zegt dat de leden mogen accepteren dat hun vraag wordt gesteld aan een van de andere aanwezige ministers, maar dat houdt toch niet in dat bij een samengevoegde vraag een tweede vraagsteller daarmee eveneens akkoord moet gaan? Als de premier alleen maar komt wanneer het hem uitkomt om mee te delen wat hij graag meedeelt, dan moeten de leden er ook voor kunnen kiezen om voor het antwoord op hun vragen zijn komst af te wachten.

Concreet: vanaf wanneer en tot wanneer zal de premier hier aanwezig zijn om te voldoen aan zijn democratische plichten?

De **voorzitter**: Ik stel voor dat u de vragen aan de aanwezige leden stelt, dat we vervolgens de bespreking van de wetsvoorstellen en voorstellen van resolutie aanvatten en dat we de resterende vragen afhandelen wanneer de eerste minister zich bij ons heeft gevoegd.

We zullen de staatshoofden en regeringsleiders vragen de toppen voortaan niet meer op donderdag te organiseren, omdat het Belgische Parlement op die dag de eerste minister wenst te ondervragen! U kan altijd een resolutie in die zin aannemen.

Meneer Tobback vraagt het woord. Heeft hij misschien een voorstel van resolutie in dat verband?

01.09 Bruno Tobback (sp.a): Neen, maar als de premier er stilaan een gewoonte van maakt om hier niet op te dagen, mag de voorzitter zich niet verschuilen achter de Europese top. Op andere momenten hebben we ook al op hem moeten wachten, zonder veel duidelijkheid over het waarom van zijn afwezigheid. Welke andere redenen kunnen eigenlijk de afwezigheid van een eerste minister van lopende zaken verantwoorden?

De **voorzitter**: De premier was vorige week aanwezig, net als de week daarvoor. Vandaag is hij er niet. U moet begrijpen dat dat kan gebeuren.

01.10 Bruno Tobback (sp.a): De premier was hier vorige week om een verklaring af te leggen, waarna hij vertrokken is. Als hij toen op de vragen had geantwoord, zouden die vandaag niet opnieuw op de agenda staan. Dat wil dan toch zeggen dat de premier er niet was en niet wilde antwoorden?

De **voorzitter**: Als mevrouw De Block en de heer Dedecker daarmee instemmen, verzoek ik hen hun vragen te stellen aan de heer Reynders, die door de eerste minister werd belast met het beantwoorden ervan.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Maggie De Block aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en

asielbeleid, over "het rookverbod" (nr. P0149)

- de heer Jean Marie Dedecker aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het rookverbod" (nr. P0150)

02.01 Maggie De Block (Open Vld): Ik betreur de afwezigheid van de premier in dit halfroond, toch nog altijd het hart van de Belgische politiek. Als hij tijd heeft om interviews te geven en verklaringen aan de pers af te leggen, dan moet hij ook de moed hebben om zich in deze arena te verantwoorden. (*Applaus bij Open Vld, N-VA, Vlaams Belang en LDD*)

Als gevolg van een arrest van het Grondwettelijk Hof zal er op 1 juli een 2011 een volledig rookverbod van kracht zijn in de horeca. Als democraten respecteren wij het arrest, maar wij vrezen wel voor de gevolgen. In de wet hadden wij voorzien in een overgangsregeling van drie jaar. Die is nu teruggebracht tot drie maanden. Café-uitbaters hebben vaak al investeringen gedaan zoals rookkamers en afzuigsystemen. Sommigen hebben zich in hun zaak immers duidelijk gericht op een rokerspubliek.

Is de minister bereid om in overleg met de horeca maatregelen te nemen om grote financiële rampen in de sector te voorkomen?

02.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik wilde deze vraag vorige week al stellen, maar wegens het chronische spijbelgedrag van de premier zal ik ze dan maar vandaag stellen. Het rookverbod zal blijkbaar eerder van kracht zijn dan dat hij hier opdaagt! (*Luid protest van CD&V*)

02.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik dacht dat wij hier samenkwamen voor het vragenuurtje en niet om politieke statements te maken. Het is simpel: ofwel stelt men zijn of haar vragen, ofwel schorten we de vergadering op tot de Europese top is afgelopen. (*Applaus van CD&V*)

02.04 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik poog al veertien dagen deze vraag aan de premier te stellen!

Sinds roken een besmettelijke ziekte is geworden, worden rokers als leprozen geweerd uit de openbare ruimte. Vorig jaar werd hier een krakkemikkige wet goedgekeurd, die nu door het Grondwettelijk Hof ongrondwettelijk is verklaard. De café-uitbaters hebben investeringen gedaan op basis van de wet van vorig jaar en gingen uit van een overgangsregeling van drie jaar. Liefst 70 procent van het cliënteel in de bruine kroegen is trouwens roker.

Voor de restaurants werd de btw op voedsel verlaagd. Wat zal de regering doen voor de cafés? Zal de regering het arrest van het Grondwettelijk Hof volgen? Dat is niet verplicht, kijk maar naar BHV. De wet kan ook worden aangepast. Ik stel voor dat onze regering de Nederlandse regering volgt, die wel naar de bevolking heeft geluisterd en een regeling heeft ingevoerd waarbij in cafés zonder personeel en die kleiner zijn dan 70 m², de uitbater mag beslissen. Als de regering niets doet, vrees ik dat er meer cafébazen zullen stoppen dan rokers.

02.05 Minister Didier Reynders (*Nederlands*): Het is een traditie: als de premier afwezig is omdat hij op een Europese top is, leidt dat altijd tot een hoop incidenten in het Parlement.

De regering zal het arrest van het Grondwettelijk Hof toepassen en zal op 1 juli 2011 een algemeen rookverbod in de horeca invoeren. Natuurlijk verhindert niets het Parlement om zelf een initiatief te nemen.

Ondertussen zijn wij al een overleg gestart met de horeca over de mogelijke maatregelen die we kunnen nemen ter compensatie van het omzetverlies. Dat kan gaan om betalingsuitstel van sociale bijdragen, fiscale uitstellen of vluggere afschrijvingen. Nog voor de invoering van het verbod zal de regering naar het Parlement komen met een oplossing.

02.06 Maggie De Block (Open Vld): Dat het Parlement nog een initiatief kan nemen, is eigenlijk niet waar. Tegen een arrest van het Grondwettelijk Hof is geen beroep mogelijk.

De minister zegt dat er sociale en fiscale maatregelen zullen komen en dat is exact wat mijn partij vraagt.

02.07 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik ben blij te horen dat er maatregelen komen in samenspraak met de sector.

Het Grondwettelijk Hof heeft beslist wat de politiek niet durfde. Door een gebrek aan moed maakt de politiek krakkemikkige wetten, waarvan de burger het slachtoffer is.

Het is trouwens wel mogelijk de wet aan te passen. Ik zal hier zelf een wetsvoorstel indienen om cafébazen wier café kleiner is dan 75 m², zelf te laten beslissen over een rookverbod. Ik zal hiervoor de urgentie vragen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Willen de volgende vraagstellers hun vragen nu stellen of stellen zij ze uit tot de premier zelf ze kan beantwoorden?

02.08 Karin Temmerman (sp.a): Ik wacht op de komst van de premier.

02.09 Jan Jambon (N-VA): Ook mijn fractie wacht op de premier.

02.10 Filip De Man (VB): Ik kan toch moeilijk aan de staatssecretaris zelf vragen om de staatssecretaris terug te fluiten. (*Hilariteit bij VB*) Ik moet mijn vraag dus wel aan de premier stellen.

02.11 Bart Somers (Open Vld): Ook mijn vraag was gericht aan de eerste minister, dus zou ik ze graag aan hem zelf stellen.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer **Daniel Bacquelaine** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de interventie in Libië" (nr. P0169)
- mevrouw **Alexandra Colen** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de oorlog in Libië" (nr. P0179)

03.01 Daniel Bacquelaine (MR): Ik zal mijn vragen stellen aan de minister van Buitenlandse Zaken, omdat ze over aangelegenheden gaan die tot zijn bevoegdheid behoren. Bovendien wil ik dat mijn land op de EU-top vertegenwoordigd wordt.

Hoe staat het met de bevelvoering en de leiding van de militaire operaties in Libië? Naar verluidt zouden schepen onder NAVO-vlag het wapenembargo op zee controleren. Hoe zal die operatie georganiseerd worden, gelet op de onderscheiden landen die eraan deelnemen? Er zit immers licht tussen de standpunten van de NAVO-landen over dit conflict.

Hoe evolueren de nagestreefde politieke doelstellingen? In een tweede fase moet er werk worden gemaakt van de diplomatieke doelstellingen, opdat men tot een stabiele oplossing voor de Libische bevolking zou komen.

In hoeverre steunen de Arabische landen die interventie, ten slotte? Zij moeten almaar meer in het bad getrokken worden. Hun deelname is immers bepalend voor het welslagen van deze operatie en het internationale draagvlak ervan.

03.02 Alexandra Colen (VB): Hoe evalueert de minister de situatie in Libië sinds het lanceren van de aanvallen van verschillende Westerse landen? Welke resultaten zijn er al bereikt? Wie coördineert de actie? Kan de NAVO die rol op zich nemen? Wat met de verdeeldheid van de Arabische landen? Waarom neemt een land als Saudi-Arabië met zijn uitgebreide luchtmacht niet deel aan de actie? Valt het bombarderen van tanks en van doelen in Tripoli nog onder het mandaat van VN-resolutie 1973 om een no-flyzone te installeren? Is het de bedoeling om kolonel Kadhafi te verdrijven? Wie vormt eigenlijk de oppositie in Libië? Wat is het standpunt van de minister over de invloed van de Moslimbroederschap?

03.03 Minister Steven Vanackere (*Frans*): Dinsdag heeft de NAVO formeel het militaire commando over het afdwingen van het embargo gekregen; België neemt aan dat onderdeel van de operatie deel met de Narcis.

Voor de onderdelen 'vliegverbod' en 'bescherming van de burgers' is er een gecoördineerd commando dat berust bij Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten. De Belgische militaire actie wordt gecoördineerd door de Amerikanen.

Er wordt momenteel echter onderhandeld over een overdracht van de bevelvoering over die twee onderdelen aan de NAVO, wat niet betekent dat het een NAVO-operatie zou worden, maar wel dat de aan de operatie deelnemende landen de infrastructuur en de procedures van de NAVO zouden gebruiken. Het is inderdaad nodig dat de Arabische landen zich achter de operatie blijven scharen.

Op diplomatiek vlak zullen de VN-secretaris-generaal en zijn speciale vertegenwoordiger vandaag in New York de Veiligheidsraad inlichten over hun reis naar de regio en over de uitvoering van resolutie 1973. Dinsdag komen in Londen de landen bijeen die het sterkst bij de operatie zijn betrokken. De Arabische landen en Afrika zullen op die bijeenkomst beter vertegenwoordigd zijn dan in Parijs; ik heb daar op aangedrongen.

De vertegenwoordigers van de NAVO, de Verenigde Naties, de Europese Unie, de Arabische Liga en de Afrikaanse Unie zullen worden uitgenodigd. Op die vergadering zal een politieke bespreking worden gewijd aan de resoluties 1970 en 1973 en zal ook de *way forward*, die voor stabiliteit en democratie moet zorgen en een rechtsstaat tot stand moet brengen, aan bod komen.

Ik zal u zo snel mogelijk op de hoogte brengen van de resultaten van de vergadering in Londen.

(Nederlands) Op een groot deel van de vragen van mevrouw Colen heb ik zonet al geantwoord. Ik benadruk dat VN-resolutie 1973 verder gaat dan enkel het installeren van een no-flyzone en ook betrekking heeft op de bescherming van burgers. Voor het embargo en voor de no-flyzone kan de NAVO een leidende rol op zich nemen, maar ook voor de opdracht van bescherming van de burgers moet een goede commandostructuur gevonden worden.

Hoe meer wij over de verdeeldheid spreken, hoe meer verdeeldheid er zal komen. De Belgische diplomatie doet er alles aan om die verdeeldheid tegen te gaan. Op de vergadering in Londen zullen ook de Afrikaanse Unie en de NAVO worden uitgenodigd, mede dankzij de inspanningen van de Belgische diplomatie.

03.04 Daniel Bacquellaine (MR): Men moet gebruik kunnen maken van de expertise van de NAVO op het stuk van geïntegreerde bevelvoering, zonder dat zulks evenwel de aansluiting van de Arabische landen in de weg staat.

We zullen de ontwikkelingen in Libië op de voet blijven volgen: in het licht van de politieke situatie waarin ons land zich bevindt, is het belangrijk dat het Parlement wordt betrokken bij het verdere verloop van de operaties.

03.05 Alexandra Colen (VB): De minister heeft niet geantwoord op mijn vraag wie de oppositie in Libië eigenlijk is. Als ik hem hoor spreken over de stabilisering van het land en de opbouw van de democratie, dan blijkt het duidelijk wel de bedoeling te zijn om kolonel Kadhafi te verdrijven. Het is echter gevaarlijk om de schurk die wij kennen te vervangen door een monster dat we nog niet kennen. We moeten dus weten wie we eigenlijk aan het helpen zijn. Als we kolonel Kadhafi verdrijven, dan riskeren we een langdurige burgeroorlog. De vraag blijft voor welke zaak onze soldaten aan het strijden zijn.

De **voorzitter**: Volgende donderdag, tussen 12 en 14 uur, zullen de eerste minister, de minister van Buitenlandse Zaken en de minister van Landsverdediging een mededeling doen over de stand van zaken in dit dossier.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de Europese stresstest" (nr. P0168)

04.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Vorige week werd beslist dat de 143 kerncentrales in de EU aan een

stresstest zullen worden onderworpen. Maandag vergaderden de energieministers daarover een eerste keer en naar verluidt is de Europese kakofonie inzake nucleaire veiligheid een feit: de testen zijn vrijwillig, het voorstel van de Commissie om onafhankelijke experts aan te duiden om de criteria voor de testen te bepalen werd verworpen door een aantal lidstaten, en een slecht resultaat betekent voor een aantal lidstaten nog niet dat de kerncentrale in kwestie zal worden gesloten.

Hoe worden de tests concreet georganiseerd? Wie er zal meten en wat er zal worden gemeten, dat zal immers uiteindelijk de resultaten bepalen. Wat doet de premier op de Europese top om van de test een echt examen te maken? Wat zijn de Belgische eisen? Hoe zal het Parlement structureel bij de concretisering van die stresstest betrokken worden?

04.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): België was een van de eerste lidstaten om te pleiten voor een stresstest voor alle nucleaire centrales. Ondanks de hoge veiligheidsvereisten die nu al gelden, is het belangrijk om onmiddellijk lessen te trekken uit het ongeval in Japan. Wij moeten streven naar een zo hoog mogelijk veiligheidsniveau.

Vandaar het voortdurende streven naar verbetering. Deze stresstest wordt door alle lidstaten op basis van vrijwilligheid ingevoerd. Ook Nederland en Frankrijk zullen ze uitvoeren en de resultaten ervan publiek maken.

Volgende factoren worden daarbij bekeken: aardbevingen en overstromingen, maar ook vliegtuigcrashes, terroristische aanslagen, menselijke fouten en andere. Daarbij is vooral belangrijk dat de combinatie van al deze factoren wordt getest.

Na de paasvakantie zal een eerste voorstel van testcriteria klaar zijn. De Europese Raad voor Energieministers zal zich daarover buigen. De operatoren krijgen zes maanden om de stresstest uit te voeren en na te gaan in welke mate onze centrales veilig zijn. Als de centrales onmiddellijk moeten worden gesloten, dan zal dat ook gebeuren. Als ze tijdelijk moeten worden gesloten om verbeteringen uit te voeren, dan zal ook dat gebeuren.

Laat ons vooral het resultaat van deze extreem strenge test afwachten vooraleer besluiten te trekken louter op basis van emoties.

04.03 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): Het is niet op basis van emoties dat ik vaststel dat er geen consensus is in de EU en dat het voorstel van de Commissie om onafhankelijke experts de test te laten opstellen werd verworpen. Hetzelfde clubje uit de veiligheidsagentschappen, ex-directeurs van kerncentrales en mensen met een verleden in de kernenergiesector bepaalt de inhoud van de stresstest. Wij zullen hierover vragen blijven stellen en wetsvoorstellen indienen. De test moet een echt examen worden en daarna moet een debat volgen over de nucleaire veiligheid in België en de EU.

De **voorzitter**: Alle vragen die aan de premier waren gericht, zijn thans behandeld. Ik heb begrepen dat we op zijn komst zullen wachten om de problematiek van de lopende zaken aan te snijden.

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bruno Tuybens** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het uitkeren van bonussen in de banksector" (nr. P0172)
- mevrouw **Leen Dierick** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het uitkeren van bonussen in de banksector" (nr. P0173)

05.01 **Bruno Tuybens** (sp.a): De Belgische overheden moesten de banken redden met het geld van de gewone mensen. Er werden tientallen miljoenen in de banken gepompt om hen te redden uit een crisis die ze zelf hadden veroorzaakt. De schulden van de banken zijn nog niet eens afbetaald en toch worden alweer riante bonussen uitgekeerd aan de CEO's. Gisteren keurde het Vlaams Parlement unaniem een resolutie

goed daarover. Wij dienden vandaag diezelfde tekst als voorstel van resolutie in de Kamer in. Het voorstel werd ondertekend door Open Vld, N-VA, Groen!, Ecolo, CD&V en sp.a. We zullen daar straks de urgentie voor vragen.

Overheidsbestuurders volgen de vergaderingen van de raden van bestuur in de banksector. Ik veronderstel dat zij richtlijnen krijgen? Welke? Staat die opdracht op papier? Kan het Parlement dit inkijken? Wat denkt de minister over de buitensporige bonusuitkeringen in België en in de EU?

05.02 Leen Dierick (CD&V): Enige tijd geleden ontstond er in Nederland grote beroering omdat ING aan zijn topman een bonus van 1,25 miljoen euro wou toekennen. Ook twee andere bestuurders kregen een fikse bonus. Er ontstond een storm van protest en uiteindelijk hebben zij er vrijwillig afstand van gedaan. Het protest was terecht, want die bonussen werden uitbetaald terwijl de staatssteun aan ING nog niet was terugbetaald.

Ook in België werden financiële instellingen gered door overheidssteun. Onlangs hebben Dexia en KBC aangekondigd dat zij bonussen zullen uitkeren. Op zich is daar niets mis mee, maar ze mogen uiteraard niet buitensporig zijn.

Er moet transparantie zijn en een link met de langetermijndoelstellingen. Voor de bedrijven bestaat daarover wetgeving: de wet van 6 april 2010 en de code rond corporate governance van 2009. Voor overheidsbedrijven moet de overheid uiteraard het goede voorbeeld geven. Dat geldt dus ook voor de financiële instellingen die overheidssteun hebben gekregen. Het Vlaams Parlement heeft daarover gisteren een resolutie aangenomen.

Welke maatregelen overweegt de minister op federaal niveau om buitensporige bonussen te voorkomen?

05.03 Minister Didier Reynders (Nederlands): De banksector boekt goede resultaten en dat komt de belastingplichtigen ten goede. Voor 2011 ontvangen we meer dan 2 miljard euro dankzij de bankheffing en de uitgekeerde dividenden en intresten. Netto is dat een winst van 1,5 miljard euro voor de Staat. We krijgen nu iets terug voor de risico's die we namen. We hebben de banksector om een echte verandering inzake de remuneraties gevraagd. Daardoor worden er minder variabele bonussen, maar meer vast loon uitbetaald, zoals in veel andere sectoren. Tijdens mijn vele vergaderingen met voorzitters van raden van bestuur van verschillende bedrijven en met allerlei CEO's heb ik erop gewezen dat de striktste regels moeten worden toegepast. Dat geldt ook voor de drie belangrijkste banken in België die onder toezicht van de Belgische overheid staan. We evolueren dus in de goede richting en ik hoop dat de andere openbare aandeelhouders, zoals de Gewesten, het voorbeeld zullen volgen.

We moeten voor de banken minstens even strikte regels hanteren als voor de overheidsbedrijven. Voor 2011 zal de renumeratie voor de CEO's van de drie belangrijkste banken in België veel lager zijn dan bijvoorbeeld bij Belgacom enkele jaren geleden. Dat is een goede evolutie.

05.04 Bruno Tuybens (sp.a): Ik wil de minister erop attent maken dat het minister Rik Daems was die het salaris van de heer Bellens bepaald heeft. Als ik toen niet om meer transparantie had verzocht en als dit niet ter harte was genomen door mevrouw Vervotte, had hij dat loon nu nog.

De minister zei in een interview in *Le Soir* dat hij desnoods bijkomende fiscale lasten wil opleggen aan de banksector. Hij maait daarmee het gras voor de zoveelste keer van voor de voeten van de oppositie weg, maar hij beperkt zich weer tot woorden. We wachten al jaren op daden. Een wettelijke regeling voor de bonussen werd al meer dan eens door de meerderheidspartijen weggestemd.

Zolang de banken de staatssteun niet hebben terugbetaald, is het misschien goed om de bankiers verantwoording aan het Parlement te laten afleggen. Dat geldt ook voor de overheidsbestuurders. Nu worden de consignes enkel mondeling tijdens diners aan de overheidsbestuurders gegeven. Niets is officieel en dat betreurt ik ten zeerste.

05.05 Leen Dierick (CD&V): Het is goed dat de minister overlegt met de voorzitters van de raden van bestuur van de financiële instellingen en dat hij streeft naar de striktste Europese regelgeving. De vertegenwoordigers van de federale overheid in die raden van bestuur moeten erop toezien dat er geen buitensporige bonussen kunnen worden uitbetaald.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Justitie over "de locatie van de gevangenis te Sambreville" (nr. P0175)

06.01 Valérie Déom (PS): Een jaar geleden ondervroeg ik u over de vestiging van een nieuwe gevangenis in Sambreville. De onderscheiden mogelijke locaties werden toen besproken, en we bespraken ook de keuze voor de site van Saint-Gobain, waar er nog wel een bodemverontreinigingsprobleem was. Volgens de diensten van het Waals Gewest waren die problemen echter niet onoverkomelijk en kon de volksgezondheid zonder onredelijke uitgaven gegarandeerd worden. Uit dat oogpunt stond niets de bouw van een gevangenis op die locatie dus in de weg.

Een jaar later bezocht u de gevangenis van Verviers en kwam u eenzijdig terug op de regeringsbeslissing. U bevestigde dat de volgende dag in de commissie, en u verklaarde dat de site van Sambreville eenzijdig geschrapt werd omwille van het vervuilingsprobleem. U verwees daarvoor naar rapporten van experts in uw diensten.

Wat is er in dat jaar gebeurd? Waarom heeft u eenzijdig deze beslissing genomen, op grond van een deskundigenrapport dat niemand kent? Hoe rechtvaardigt u die beslissing, waarover u noch met de regering, noch met het Waals Gewest overleg heeft gepleegd?

06.02 Minister Stefaan De Clerck (*Frans*): Het standpunt van de regering is niet veranderd. Voor Wallonië werden er drie sites uitgekozen: Leuze-en-Hainaut, Marche-en-Famenne en Sambreville.

Na de afronding van de studies hebben we vastgesteld dat er onoverkomelijke negatieve punten waren. Dat hebben we in maart schriftelijk aan de Waalse regering meegedeeld. We hebben gezegd dat er een oplossing gevonden moest worden, en dat we wel een gevangenis in Sambreville wilden bouwen, maar dat we over een geschikte locatie moesten beschikken.

We hebben nog geen antwoord ontvangen. Ondertussen heeft de stad Sambreville gereageerd, maar van de Waalse regering hebben we nog niets gehoord. Ik zal daar morgen met Rudy Demotte over spreken.

We hebben de site in Verviers bezocht. Er is een reëel probleem, maar de verbintenis om in Sambreville te bouwen wordt zelfs door bijkomende investeringen in Verviers niet gehypothekeerd. Dat is een apart dossier. We willen in beide dossiers zo snel mogelijk vooruitgang boeken.

Ik wacht op de reactie van de Waalse regering.

06.03 Valérie Déom (PS): Ik stel u een vraag over de kosten en u antwoordt mij niet!

Minister Henry wil blijkbaar een oplossing vinden en vooruitgang boeken met deze site; het Waals Gewest is zelfs bereid een deel van de kosten voor de sanering van de bodem voor zijn rekening te nemen. Daartoe moet men om de tafel gaan zitten. De federale overheid moet dit dossier opvolgen en het initiatief nemen om deze bijeenkomst te beleggen. Het Waals Gewest is vragende partij.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het gebruik van antidepressiva" (nr. P0174)

07.01 Annick Van Den Ende (cdH): In 2010 werden in ons land meer dan 284 miljoen doorsnee

dagdosissen (DDD) antidepressiva voorgeschreven. Dit is een stijging met bijna 5 procent in vergelijking met 2009. In de ziekenhuizen bedraagt de stijging zelfs 18,6 procent. Daar werden in 2010 8,5 miljoen dagdosissen gebruikt, tegenover 7,3 miljoen in 2009.

Volgens de Algemene Pharmaceutische Bond is er een aangepaste follow-up nodig voor die producten. Ook moet de apotheker de nodige informatie verschaffen. Het verslavingsrisico kan immers een gevaar inhouden.

Hoe interpreteert u die zorgwekkende cijfers, die maar blijven stijgen? Bent u van plan om maatregelen uit te vaardigen om het voorschrijven en de verkoop van antidepressiva en slaapmiddelen strikter te regelen?

De **voorzitter**: Ik feliciteer u met uw maidenspeech. (*Applaus op alle banken*)

07.02 Minister **Paul Magnette**, namens Laurette Onkelinx, vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid (*Frans*): De minister deelt uw bekommernis. Ongeveer 16 procent van de bevolking ouder dan 15 jaar gebruikt naar verluidt psychotrope stoffen. Het gebruik van slaap- en kalmeringsmiddelen, dat bijzonder verontrustend is, is de afgelopen jaren niettemin stabiel gebleven, en wel dankzij de informatiecampagnes van het departement Volksgezondheid.

In 2010 heeft de minister een rondetafel met vertegenwoordigers van de artsen georganiseerd. Drie werkgroepen hebben aanbevelingen geformuleerd. Die strekken er hoofdzakelijk toe de opleiding van, de informatieverstrekking door en het overleg tussen de gezondheidswerkers te verbeteren, en een duidelijk kader voor de psychotherapie te scheppen.

Naar aanleiding van die rondetafel moest er onder andere overleg worden gepleegd met alle betrokken actoren. Gelet op de periode van lopende zaken konden die aanbevelingen echter nog niet concreet worden ingevuld. Zodra er weer een regering met volheid van bevoegdheid is, zullen er concrete maatregelen worden genomen.

07.03 **Annick Van Den Ende** (cdH): Ik zal afwachten hoe dit dossier de komende maanden evolueert.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer André Frédéric aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de uitnodiging die bpost gericht heeft aan de heer Filip Dewinter om op 20 maart een wedstrijd van Anderlecht bij te wonen" (nr. P0176)
- de heer Damien Thiéry aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de uitnodiging die bpost gericht heeft aan de heer Filip Dewinter om op 20 maart een wedstrijd van Anderlecht bij te wonen" (nr. P0177)
- de heer Tanguy Veys aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "het beleid van bpost inzake het uitnodigen van gasten op RSC Anderlecht" (nr. P0178)

08.01 **André Frédéric** (PS): Ik wil het hebben over een gebeurtenis die ik als anekdotisch zou willen bestempelen. Vorige zondag vond in Anderlecht een voetbalwedstrijd plaats tussen Sporting Anderlecht en AA Gent. Niet enkel op het veld was er wat te zien, maar ook op de tribunes, want daar zat de heer Dewinter, op uitnodiging van bpost.

Het verwondert me dat een persoon die 'België barst' als lijfspreuk heeft, wordt uitgenodigd door een federaal overheidsbedrijf. Het mag duidelijk zijn dat ik het wel normaal vind dat een bedrijf, ook een overheidsbedrijf, zijn klanten in de watten legt. Dat bpost, onder anderen, mannelijke en vrouwelijke politici uitnodigt, stuit me niet tegen de borst. Dat bpost een extreemrechtse voorman uitnodigt, of die nu klant is of niet, vind ik echter aanstootgevend. Voor mij kan het niet dat een overheidsbedrijf een personage uitnodigt dat de islam op één hoop gooit met aids of dat er prat op gaat dat hij in februari heeft deelgenomen aan een vergadering met alle problemlanke Amerikaanse verenigingen, waarvan er een, het National Policy Institute, werken als *Assessing the costs and benefits of mass deportation* heeft uitgegeven.

Op de site van bpost lezen we het volgende: "De Post weerspiegelt als werkgever de samenstelling van de

samenleving met haar brede waaier aan culturen, talen, leeftijden, afkomsten en talenten. We streven deze diversiteit ook bewust na". Is het normaal dat een overheidsbedrijf dat zich toelegt op een open beleid en filosofie, op respect en democratie, die waarden naast zich neerlegt wanneer het om louter commerciële activiteiten gaat? Stopt de inachtneming van de waarden van een overheidsbedrijf wanneer het om business gaat?

Kortom, wordt in alle geledingen van bpost het nodige gedaan om dergelijke ontsporingen te voorkomen?

08.02 Damien Thiéry (MR): Dit is geen anekdote. Het bewijst dat er in het bedrijf sprake is van een zekere laksheid en ik denk dat het tijd is dat daar orde op zaken wordt gesteld. Iedereen heeft in de pers kunnen lezen dat leden van het Vlaams Belang op een voetbalwedstrijd waren uitgenodigd door een overheidsbedrijf, bpost. Minder anekdotisch is het feit dat het werd opgemerkt door supporters en dat die daarover verontwaardigd waren.

De woordvoerder van bpost heeft een en ander bevestigd en heeft eraan toegevoegd dat het om een actie in het kader van de commerciële activiteiten ging. Wij hebben hier evenwel te maken met een overheidsbedrijf dat op kosten van de belastingbetaler draait. Ik kan niet aanvaarden dat een aantal separatisten en racisten met ons belastinggeld dit soort voorrechten kunnen genieten.

Ik kan begrijpen dat bpost niet wil dat zijn klanten om politieke of ideologische redenen worden gediscrimineerd. Maar dit is een deontologische, jazelfs een politieke kwestie.

Was bpost op de hoogte van de beslissing om de heer Dewinter uit te nodigen? Waarom is dit gebeurd? Wat is uw standpunt met betrekking tot deze handelwijze, die haaks staat op de deontologie?

08.03 Tanguy Veys (VB): Geïnteresseerde voetbalfans van Vlaams Belang die aanwezig waren op Anderlecht – AA Gent werden een paar dagen later onder vuur genomen door haatdragende Franstalige politici. Wanneer men zichzelf dan met foto in de krant ziet, zijn dat praktijken die doen denken aan de Stasi. Het is heel bevreemdend dat er vragen worden gesteld over het bedrijf bpost als mensen op uitnodiging van dat bedrijf in hun vrije tijd naar een voetbalwedstrijd gaan kijken. Over sponsor Lotto worden toch ook geen vragen gesteld als bepaalde politici aanwezig zijn tijdens wedstrijden van Standard? Indien de minister cijfers zou geven over de aanwezigheid van politici op sportmanifestaties, zouden sommige partijen daar trouwens erg goed bedeeld uitkomen.

Kan de minister het beleid, van de overheid en van bpost, toelichten? Ik denk dat elk sportminnende Vlaming op zulke wedstrijden welkom moet zijn.

08.04 Minister Inge Vervotte (Nederlands): Op uitdrukkelijke wens van het Parlement zijn de overheidsbedrijven in 1991 autonome overheidsbedrijven geworden. Dat betekent dat er voor een bepaalde opdracht een bepaalde dotatie wordt geregeld via een beheersovereenkomst, en dat het Parlement en de minister toezien op de naleving van die beheersovereenkomst.

Dit is, wat sommigen ook mogen beweren, een aangelegenheid waarvoor de belastingbetaler geen cent betaalt. Er wordt streng op toegezien dat de centen die de belastingbetaler betaalt, correct worden aangewend voor de opdracht die bpost van ons kreeg, namelijk de universele dienstverlening.

Voor de rest kan bpost als commercieel bedrijf commerciële initiatieven nemen. bpost heeft mij meegedeeld dat een van zijn verkoopteams vorige zondag inderdaad enkele medewerkers van het Vlaams Belang had uitgenodigd op een voetbalwedstrijd.

(Frans) Het zijn medewerkers van het Vlaams Belang die de heer Filip Dewinter hebben uitgenodigd; bpost heeft al twee jaar geen loge of businessseats meer in het stadion van Anderlecht. Dat verklaart waarom de woordvoerder van bpost eerst ontkende dat het bedrijf voor die match relaties had uitgenodigd.

(Nederlands) Toen later die dag bleek dat een verkoopsteam van bpost enkele plaatsen van het SPEOS-filiaal ter beschikking had gekregen en had gebruikt voor deze uitnodiging, heeft de persdienst zelf het initiatief genomen om de juiste versie van de feiten mee te delen aan de media.

bpost wijst erop dat het geen sponsor is van Anderlecht.

De directie verzekert mij dat de uitnodiging enkel ingegeven was door commerciële motieven. Ze kaderde binnen de commerciële activiteiten van bpost die buiten de publieke dienstverlening en dus ook buiten de ministeriële verantwoordelijkheid en de controle van het Parlement vallen.

De grote meerderheid van de activiteiten van bpost zijn commerciële activiteiten binnen een vrije markt. Ze vertegenwoordigen meer dan 70 procent van de totale bedrijfsomzet. De overheid komt hierin niet tussenbeide en mag dat ook niet. Dit behoort tot de autonomie van het bedrijf.

bpost mag op commercieel vlak niet discrimineren tussen klanten met een gelijkaardig gebruikersprofiel. De wetgeving daarover is heel duidelijk. Politieke voorkeur kan geen criterium zijn. De commerciële diensten van bpost onderhouden commerciële contacten met alle klanten met het oog op het ontwikkelen van het zakencijfer en het op termijn verzekeren van een zakenrelatie. Het bedrijf moet ervoor zorgen dat het competitief blijft voor al zijn klanten, zonder enig onderscheid. De uitnodiging op dit sportevenement moet dan ook in dit licht worden bekeken.

08.05 André Frédéric (PS): De minister verwees naar de commerciële activiteiten van bpost, maar ik hoorde haar niet zeggen dat ze dit incident betreurt. Als u uw verantwoordelijkheid als voogdijminister niet opneemt, zal de NMBS eerlang misschien de concerten van Blood & Honour op verplaatsing sponsoren of zal het Lottoteam Marine Le Pen uitnodigen om de Tour de France te volgen.

08.06 Yvan Mayeur (PS): Mijnheer Jambon, zit u in het Vlaams Belangkamp? Ach zo! Nu wordt alles duidelijk... Bravo!

08.07 André Frédéric (PS): Daarnaast is bpost een overheidsbedrijf, weliswaar een autonoom overheidsbedrijf, maar wel een bedrijf dat in ruime mate met overheidsgeld wordt gefinancierd. Gelet op de situatie waarin bpost thans verkeert, met haar herstructureringsplannen en postbodes die zodanig onder druk gezet worden dat werken een hel wordt, kan men de werknemers maar moeilijk uitleggen dat er geld uitgegeven wordt voor dergelijke uitnodigingen.

Ten slotte wil ik op persoonlijke titel, maar ook namens mijn fractie, benadrukken dat het behoud van een cordon sanitaire rond extreem rechts nog steeds aan de orde is. Daar bestaat een politieke consensus over, en ik wens dat onze overheidsbedrijven zich daar ook aan zouden houden.

08.08 Damien Thiéry (MR): Elke klant heeft het recht om zich te laten uitnodigen voor commerciële doeleinden, maar hier betreft het een partij die wil dat België barst, een partij met een fascistische en racistische inslag. Ik kan die logica niet onderschrijven: dit is een ethische kwestie, én er is overheidsgeld mee gemoeid.

08.09 Tanguy Veys (VB): Het antwoord van de minister getuigt van gezond verstand tegenover de haat en de Stasipraktijken van PS en MR. De PS-mandatarissen mogen overigens blij zijn dat een blanco strafblad geen criterium is om een stadion binnen te geraken...

De **voorzitter**: De vragen van mevrouw Fonck en de heer Thiébaud aan minister Turtelboom worden ingetrokken.

08.10 Jan Jambon (N-VA): Vooraleer we de volgende vraag aanvatten, even iets over de regeling van de werkzaamheden. Kan de voorzitter ons inmiddels vertellen waar de premier blijft, want hij had hier al moeten zijn?

De **voorzitter**: De eerste minister zal aanwezig zijn rond 16.30, tot 17.00 uur. Hij doet zijn belofte dus gestand!

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Peter Luykx aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de potentiële terreure dreiging" (nr. P0181)

09.01 Peter Luykx (N-VA): Wij hebben deze week de Belgische deelname aan de militaire interventie in Libië mee goedgekeurd. Als reactie op die internationale interventie heeft Kadhafi gedreigd met aanslagen op doelwitten in de deelnemende landen. Gezien zijn terroristische verleden is ook in ons land een aanslag niet ondenkbaar, hoewel ik zeker geen onrust wil zaaien. De minister heeft op TV Limburg gezegd dat momenteel alarmniveau 2 geldt en dat er een verhoogde waakzaamheid nodig is, ook ten aanzien van bepaalde ambassades.

Moeten we ons zorgen maken? Hoe anticipeert de minister op mogelijke dreigingen? Leiden de ontwikkelingen in Libië tot een verhoogd niveau van terreuralarm in België?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De bevoegde diensten volgen de situatie in België en in het buitenland permanent op via de informatie van het Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD). Momenteel is er geen enkele grond om een verhoogde dreiging te vrezen voor bepaalde ambassades of instellingen in ons land.

Wel heeft Sharia4Belgium een video-opname verspreid, waarin ze tegen een lid van de regering heeft verkondigd dat ze een oproep doet tot de jihad. Ik heb het OCAD daarom om een nieuwe dreigingsanalyse verzocht en gevraagd om indien nodig een voorstel inzake veiligheidsmaatregelen uit te werken. Uiteraard communiceren wij voorzichtigheidshalve zelden over dergelijke maatregelen, maar we evalueren momenteel wel permanent de mogelijke binnenlandse doelwitten.

09.03 Peter Luykx (N-VA): Dat is alvast een geruststelling. Er is zeker geen reden tot paniek, maar gezien de uitspraken en het verleden van Kadhafi, moet de regering alert zijn en duidelijk communiceren.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Ronny Balcaen aan de staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister, over "het vliegverkeer boven de kerncentrale van Tihange" (nr. P0182)

10.01 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): De nucleaire veiligheid is opnieuw brandend actueel. De omwonenden van de centrale van Tihange hebben het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) ondervraagd over de risico's die ze lopen, met name in verband met de vliegtuigen die de centrale overvliegen.

Het FANC antwoordde per mail dat eenheid 1 werd ontworpen om bestand te zijn tegen de impact van een neerstortend klein vliegtuig, wat indertijd als referentietoestel werd beschouwd. De eenheden 2 en 3 zijn dan weer berekend op de impact van een ongeval met het toestel dat toen als referentievliegtuig gold, namelijk een Boeing (de mail bevat geen nadere preciseringen). De risico's waarmee rekening wordt gehouden, werden dus niet meer geactualiseerd.

Bevestigt u dat vliegtuigen die landen op of opstijgen van Liège Airport (Bierset) de centrale overvliegen? Moeten de instructies voor de piloten worden herzien? Moeten de huidige routes worden herbekeken?

10.02 Staatssecretaris Etienne Schouppe (Frans): De regelgeving stelt als algemeen principe dat het verboden is, behoudens wanneer het nodig is om op te stijgen of om te landen, met een luchtvaartuig boven steden en nucleaire centrales te vliegen op een hoogte die niet toelaat, in geval van nood, een landing te maken zonder hierbij onnodig personen en zaken op de grond in gevaar te brengen.

Behalve wanneer dit nodig is om op te stijgen of te landen, is het verboden boven steden en nucleaire centrales te vliegen overeenkomstig de zichtvliegvoorschriften op een hoogte lager dan 300 m boven de hoogste hindernis in een straal van 600 m rond het luchtvaartuig. Een vlucht overeenkomstig de

instrumentvliegvoorschriften mag niet uitgevoerd worden beneden een hoogte van 300 m boven de hoogste hindernis in een straal van 8 km rond de geschatte positie van het luchtvaartuig, behalve wanneer zulks nodig is om op te stijgen of te landen.

Het overvliegen van de kerncentrale van Tihange is dus maar gedeeltelijk verboden. De aanvliegroute naar baan 05 van Liège Airport, die bij oostenwind wordt gebruikt, loopt vrijwel recht boven Tihange. Een wijziging van de route lijkt me moeilijk of zelfs onmogelijk, omdat de vliegtuigen zich op ongeveer 18 kilometer afstand met de landingsbaan moeten kunnen aligneren, teneinde in alle veiligheid te kunnen landen.

Belgocontrol ziet samen met de luchthavenautoriteiten van Liège Airport toe op de naleving van die regels.

Bij de beoordeling van de na te leven procedures wordt er niet anders omgegaan met het nucleaire gevaar dan met andere gevaren, die net zo dodelijk zijn voor de personen aan boord en potentieel even gevaarlijk voor de mensen op de grond.

Indien er een tijdelijk vliegverbod moet worden ingesteld voor bepaalde delen van het Belgische luchtruim, kan die maatregel al binnen enkele uren na de beslissing ten uitvoer worden gebracht door middel van een instructie aan de luchtverkeersleiding.

10.03 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Het nucleair risico is een heel specifiek risico. Bij de opmaak van nieuwe regelgevingen en bij de herziening van bestaande regelgevingen moet er rekening worden gehouden met het risico van een vliegtuigongeluk. Tot 11 maart leek het immers evenmin denkbaar dat Japanse nucleaire installaties zouden worden beschadigd door een aardbeving met een kracht van 9.0 op de schaal van Richter, gevolgd door een tsunami van twintig meter hoog!

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Hans Bonte aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het aantal gezinnen bij wie het water werd afgesloten en de nood aan een minimale waterlevering" (nr. P0183)

11.01 Hans Bonte (sp.a): Er staat tegenwoordig veel stil, maar wat niet stilstaat is de armoedeproblematiek. Liefst 14,7 procent van onze bevolking leeft in armoede. We moeten blijven ijveren om dit cijfer omlaag te krijgen opdat de economische remonte niet aan deze groep mensen voorbijgaat. Bijzonder alarmerend is dat in Vlaanderen 2.364 gezinnen afgesloten zijn van water. Leven zonder water brengt mensen in een negatieve spiraal. Zij verzinken in de marginaliteit om er niet meer uit te geraken. Het is niet menswaardig om mensen, om gezinnen met kinderen, zonder water te zetten.

Vindt de staatssecretaris niet dat er werk moet worden gemaakt van de inhoud van artikel 23 van de Grondwet, dat zegt dat iedereen recht heeft op een menswaardig bestaan, en dat we het recht op een minimumhoeveelheid water wettelijk moeten verankeren?

11.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Sinds 1980 is het waterbeleid grotendeels geregionaliseerd, maar de minister van Economie moet wel nog zijn akkoord geven over de prijs.

Elk Gewest heeft een probleem met onbetaalde facturen, maar de procedure verschilt van Gewest tot Gewest. Het Vlaamse Gewest sluit de watertoevoer af na een beslissing door de lokale adviescommissie. Het Waalse en het Brusselse Gewest hebben een sociaal waterfonds dat optreedt voor huishoudens in moeilijkheden. Tot een afsluiting van de toevoer moet door de rechter worden beslist, maar dat gebeurt zelden.

Het Steunpunt wil dat het recht op water in artikel 23 van de Grondwet wordt opgenomen. Ik ben daar voorstander van. Het federaal plan voor Armoedebestrijding stelt voor om ook het recht op energie in de wet te schrijven. Ik stel voor dat de waterproblematiek aan bod komt in de werkgroep Armoedebestrijding, die door de interministeriële conferentie van 21 maart 2011 is opgericht.

11.03 Hans Bonte (sp.a): Ik dank de staatssecretaris om ons te volgen in ons pleidooi om iedereen een minimum aan water te garanderen. Ik zal zelf een initiatief daartoe nemen.

De wet is één zaak, het is echter nog wat anders om er ook in de praktijk voor te zorgen dat gezinnen niet zonder water komen te zitten. De federale overheid moet er bij de Gewesten op blijven aandringen om een minimumvoorziening in te voeren, zoals voor gas en elektriciteit. Water is een fundamenteel recht.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de uitspraken van de OCMW-voorzitter van Oostende" (nr. P0184)

12.01 Sonja Becq (CD&V): Vorige zondag verkondigde de OCMW-voorzitter van Oostende dat hij ouders van allochtone leefloontrekkers ertoe wil aanzetten één dag te werken zodat ze in aanmerking komen voor een pensioen of de inkomensgarantie voor ouderen (IGO). Wij kennen wel de regeling van artikel 60, maar deze uitspraak heeft voor verwarring gezorgd.

Klopt het dat een niet-EU-onderdaan die hier één dag werkt, een pensioen kan krijgen? Wat is de reactie van de staatssecretaris op de uitspraak van de Oostendse OCMW-voorzitter en zijn oproep om de huidige wetgeving te omzeilen?

12.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Niet-Europeanen die ouder zijn dan 65, kunnen aanspraak maken op een IGO als ze in contact zijn geweest met de Belgische sociale zekerheid. Belgen en EU-burgers hebben altijd recht op de IGO. De uitspraak van de OCMW-voorzitter – die ik ook via de pers heb vernomen – was slechts een idee waarmee hij het maatschappelijk debat over de gezinshereniging en de kosten ervan wil aanzwengelen. De vraag is natuurlijk of dit een goede werkwijze is. Het debat op federaal niveau is aan de gang.

12.03 Sonja Becq (CD&V): Als ik als OCMW-voorzitter een debat op gang wil brengen in het Parlement, dan wend ik mij dus best tot de pers. Ik meende dat de bespreking over gezinshereniging hier bezig was.

Het incident is gesloten.

13 Terugzending van een voorstel van resolutie naar commissie

Op aanvraag van de voorzitter van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en met het akkoord van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, indiener van het voorstel, stel ik u voor het voorstel van resolutie van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Kristof Calvo, mevrouw Eva Brems en de heer Olivier Deleuze over de bescherming van het noordpoolgebied (nrs 1000/1 en 2) terug naar de commissie te zenden.

13.01 François-Xavier de Donnea (MR): Ik vraag inderdaad dit voorstel van resolutie terug naar de commissie te zenden. Er werd immers zeer onlangs een resolutie over hetzelfde onderwerp goedgekeurd in het Europees Parlement en we zouden beide teksten willen vergelijken. We zouden op korte termijn een vergadering bijeenroepen, zodat deze resolutie nog voor Pasen haar beslag kan krijgen.

13.02 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Wij staan open voor verschillende standpunten, maar wij vragen dat de nieuwe hoorzittingen op een evenwichtige manier georganiseerd worden, opdat alle standpunten aan bod kunnen komen. Wij aanvaarden het voorstel van de voorzitter van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

De **voorzitter**: Geen bezwaar? (*Neen*)
Aldus wordt besloten.

Ontwerpen en voorstellen

14 Wetsvoorstel tot inperking van de duur van de opleiding geneeskunde (1085/1-2)

Voorstel ingediend door:

Marie-Claire Lambert, Colette Burgeon, Franco Seminara, Yvan Mayeur

Algemene bespreking

14.01 Catherine Fonck, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

14.02 Reinilde Van Moer (N-VA): De N-VA is gewonnen voor het voorstel van mevrouw Lambert. Het is goed dat de studieduur van de opleiding wordt gelijkgeschakeld binnen Europa, maar wij hopen wel dat de kansen op werk gelijk blijven. De planningscommissie, het RIZIV en de universiteiten zullen hier snel werk van moeten maken, zodat de toekomstmogelijkheden voor de studenten duidelijk zijn.

De voorbereidingen voor het academiejaar 2011-2012 beginnen binnenkort. Het is dus belangrijk dat de Gemeenschappen snel werk maken van de inhoud van de opleiding. De Vlaamse universiteiten hebben gevraagd om de studieduurverkortung niet los te koppelen van de contingenteringen. Wij vragen de Franse Gemeenschap ook om haar verantwoordelijkheid op te nemen. (*Applaus*)

De **voorzitter**: Ik feliciteer mevrouw Van Moer met haar eerste toespraak. (*Applaus*)

14.03 Ine Somers (Open Vld): De inkorting van de opleiding geneeskunde tot zes jaar is een logische evolutie. De Europese richtlijn van 15 april 1993 bepaalde dat de opleiding ten minste zes jaar in beslag moet nemen. Latere Europese richtlijnen gingen telkens uit van een opleiding van zes jaar.

De Raad van State vernietigde bovendien het ministerieel besluit van 21 februari 2006 wegens een verschil in behandeling van de huisarts en de specialist. Om de huidige regeling te kunnen behouden en om te voorkomen dat huisartsen een opleiding van tien jaar zouden moeten volgen, werd een nieuw ministerieel besluit uitgevaardigd als tijdelijke oplossing. Een definitieve regeling was echter wenselijk.

De minister van Volksgezondheid richtte daarom een werkgroep op met alle betrokkenen en de gemeenschapsministers van Onderwijs met als doel de opleiding te beperken tot zes jaar. De werkgroep bereikte een consensus, maar door de val van de regering kon het werk niet voltooid worden.

Bij de bespreking in de commissie was er een grote eensgezindheid over de inkorting tot zes jaar. In Vlaanderen zal deze aanpassing niet veel problemen opleveren, omdat de Vlaamse universiteiten zich al hebben voorbereid. Dat was enkel mogelijk omdat er in Vlaanderen een toelatingsproef bestaat. Wij moeten dus zeker de numerus clausus in Vlaanderen en de contingentering op federaal vlak behouden

Ondertussen wordt er gewerkt aan oplossingen voor een aantal praktische problemen. In 2018 zullen er dubbel zoveel studenten afstuderen en er is het probleem van de stagemeesters. Ik kijk uit naar het advies van de planningscommissie dat in juni verwacht wordt.

14.04 Marie-Claire Lambert (PS): De voorliggende tekst kon op de unanieme goedkeuring van de actoren rekenen en werd eveneens eenparig goedgekeurd in de commissie voor de Volksgezondheid. Met dit wetsvoorstel willen we de duur van de basisopleiding geneeskunde inperken van zeven naar zes jaar.

Het is de bedoeling op die manier de huisartsengeneeskunde aantrekkelijker te maken. Als gevolg van een arrest van de Raad van State zou de opleiding vanaf 2017 immers tien jaar bedragen. Tegelijk wordt de Belgische opleiding afgestemd op die in alle andere lidstaten, die voor een opleiding van negen jaar opteerden.

Deze nieuwe regeling zal geen invloed hebben op de kwaliteit van de opleiding, maar het leerplan zal wel moeten worden aangepast. Dat is echter een gemeenschapsbevoegdheid.

Door de val van de regering werd de uitvoering van het project, dat mevrouw Onkelinx had gepland voor 2011, belemmerd. Wij stellen nu voor dat het nieuwe systeem in werking zou treden bij de aanvang van het academiejaar 2012.

In 2018 zullen tweemaal meer studenten een diploma geneeskunde behalen. Bijgevolg zal de planningscommissie medisch aanbod de quota voor de numerus clausus moeten aanpassen.

Als wij deze tekst goedkeuren, kan België wat dit betreft bij de andere Europese landen aansluiten en kunnen toekomstige artsen hun bezoldigde stage een jaar eerder aanvatten. Onze fractie zal dit voorstel met veel enthousiasme goedkeuren.

14.05 Catherine Fonck (cdH): Deze tekst ligt in de lijn van de evolutie op het Europese niveau. Op het federale niveau staan we nog nergens, en dan heb ik het nog niet gehad over de aanpassing van de programma's.

Zo zullen er vanaf 2014 meer gediplomeerde artsen zijn dan dat er RIZIV-nummers worden toegekend.

We moeten ervoor zorgen dat pas afgestudeerde artsen toegang tot een RIZIV-nummer kunnen krijgen.

De tweede uitdaging betreft de stages die de specialisten en de huisartsen na hun studies moeten volbrengen. Zullen er voldoende stagemeesters zijn voor alle studenten – het aantal studenten is immers verdubbeld?

Op politiek vlak – ook op het federale niveau – is er nog veel werk aan de winkel. Men mag zich niet verschuilen achter de regering van lopende zaken.

14.06 Nathalie Muylle (CD&V): Ook mijn partij steunt dit voorstel, op voorwaarde dat de contingentering behouden blijft. Er werd al gewezen op de praktische problemen die na 2018 kunnen ontstaan, omdat er dan een dubbele lichting afgestudeerden zal zijn, waardoor er meer stageplaatsen en stagemeesters nodig zijn. De minister zal de artsen moeten motiveren om stagiairs op te leiden, onder meer via vergoedingen en de nomenclatuur.

Er zal ook heel wat werk voor de Gemeenschappen zijn. In Vlaanderen bestaat er al een ingangsexamen. Ik hoop dat er vanaf het eerste jaar aandacht besteed zal worden aan de medische kanten van de opleiding, maar ook aan de sociale dimensie. Ik hoop dat wij artsen krijgen voor wie de patiënt centraal staat. Wanneer ik de eerste studies van de decanen van de universiteiten bekijk, ben ik daar echter niet zo zeker van.

De minister was niet aanwezig in de commissie en ook vandaag is ze er niet.

Ik hoop dat dit voorstel een eerste stap is om ook het tekort aan specialisten op te lossen. Er zijn onder meer ook te weinig kinderartsen, kinderpsychiaters, geriaters en endocrinologen. Ik hoop dat de minister er in de komende jaren voor kan zorgen dat de aantrekkelijkheid van de huisartsengeneeskunde en van heel wat specialisaties toeneemt.

Wij steunen dit voorstel, maar het getuigt van weinig respect dat de minister niet bij de bespreking aanwezig was. Het debat wordt vervolgd in de commissie.

14.07 Daniel Bacquelaine (MR): Het voorliggend wetsvoorstel strekt ertoe de duur van de opleiding van de geneesheren-specialisten met één jaar in te korten en maakt het mogelijk om het werk van de studenten en de stagedoende geneesheren beter te evalueren. Onze fractie zal het voorstel goedkeuren.

Met deze tekst lossen we echter het probleem van de toelating tot de studies in de Franse Gemeenschap niet op. Onlangs hebben de decanen van de faculteiten geneeskunde een alarmkreet geslaakt. Ze wijzen erop dat er een onverenigbaarheid is tussen het aantal studenten en de opleidingsmogelijkheden in de

Franse Gemeenschap. Onze fractie is voorstander van een ingangsexamen en, eventueel, van de invoering van een propedeusejaar.

14.08 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Ook wij zullen dit wetsvoorstel steunen. De grote verdienste van dit wetsvoorstel is dat het een harmonisatie op Europees niveau mogelijk maakt. Dat lost echter geenszins het probleem op van de toegang tot de geneeskundestudie, en al evenmin het tekort aan artsen. Daarom zullen we de organisatie van de medische studierichtingen in haar geheel moeten herzien. We zullen meer creativiteit aan de dag moeten leggen en al die verschillende studierichtingen meer moeten ontschotten. De wijziging die met deze tekst wordt voorgesteld, maakt dat mogelijk.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1085/1)

Het wetsvoorstel telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Voorstel van resolutie betreffende de steun van België aan het optrekken van de Europese reductiedoelstelling tot 30 % minder broeikasgassen tegen 2020 (1245/1-4)

Voorstel ingediend door:

Kristof Calvo, Éric Jadot, Bruno Tobback, David Clarinval, Willem-Frederik Schiltz

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1245/4)

15.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers, rapporteur: De indieners van dit voorstel van resolutie willen dat de Europese Unie haar reductiedoelstelling optrekt tot 30 procent minder broeikasgasemissies.

Een aantal lidstaten, zoals het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, Duitsland, Denemarken en Spanje, hebben voor en na Cancún een duidelijk standpunt ingenomen. Het voorstel van resolutie strekt ertoe het Belgische standpunt duidelijker te omschrijven. De federale minister is voorstander van de CO₂-uitstootreductie met 30 procent. De Vlaamse minister is ook bereid om het debat over de verdere reductie aan te gaan. Een parlementair initiatief zou er zeker toe bijdragen dat een sterk signaal afgegeven wordt aan de Gewesten en aan onze Europese partners.

Open Vld treedt het voorstel van resolutie volmondig bij. De heer Schiltz diende namens zijn fractie een amendement in dat tot doel heeft een onderscheid te maken tussen de sectoren die tot dusver al grote inspanningen geleverd hebben, en de sectoren die nog een grote inspanning te leveren hebben.

Namens de N-VA-fractie onderstreepte de heer Wollants dat de federale bevoegdheid ter zake minimaal is. Hij betreurde dat de federale autoriteit een standpunt innam zonder vooraf overleg te plegen met de Gewesten. De N-VA diende een amendement in; dat werd verworpen.

Namens de PS-fractie achtte mevrouw Lambert een daling van de broeikasgasuitstoot met 30 procent zeker wenselijk. De PS diende drie amendementen in, waarvan er twee werden aangenomen.

Namens de Ecolo-Groen!-fractie wees ik zelf nadrukkelijk op het verband tussen de reductie van de uitstoot van broeikasgassen en de volksgezondheid.

Namens de CD&V-fractie preciseerde mevrouw Muylle dat haar fractie de huidige doelstelling van 20 procent wenst te handhaven. Volgens haar kan een daling met 30 procent alleen als de andere industrielanden volgen. Ze wees erop dat het Verbond van Belgische Ondernemingen helemaal niet gewonnen is voor een verscherpte doelstelling inzake de daling van de uitstoot.

Namens het Vlaams Belang relativeerde mevrouw De Bont het belang van de Europese doelstellingen inzake het broeikaseffect, omdat ze vindt dat de industrie al grote inspanningen heeft geleverd. Ze preciseerde dat haar fractie het voorstel van resolutie niet zou steunen.

Namens het cdH heeft mevrouw Van Den Ende het voorstel gesteund en zich aangesloten bij de argumentering van de Ecolo-fractie.

De heer Bonte, voorzitter, heeft namens de sp.a eveneens het voorstel van resolutie onderschreven. Hij was van mening dat het samenwerkingsakkoord van 2002 en het vanzelfsprekende overleg met de Gewesten de Kamer geenszins beletten een eigen standpunt te formuleren en met een resolutie de positie van de federale regering te beïnvloeden.

Namens de MR heeft ook de heer Clarinval zijn zegel gehecht aan het voorstel, dat hij als een belangrijke stap naar een groene economie beschouwt. De commissie heeft zijn amendement, dat ertoe strekt rekening te houden met sectoren die al een grote inspanning hebben geleverd, goedgekeurd.

De vertegenwoordiger van de minister verklaarde dat deze laatste akkoord gaat met de voorgestelde doelstelling, maar dat hij vindt dat er eerst bepaalde voorwaarden moeten worden vervuld en dat een regering van lopende zaken niet verder kan gaan.

Het voorstel van resolutie werd aangenomen met tien tegen zeven stemmen. (*Applaus op alle banken*)

De **voorzitter**: Wij onderbreken hier de bespreking, want de eerste minister is aangekomen.

Vragen (voortzetting)

16 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karin Temmerman aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de financiële situatie van de gemeenten" (nr. P0151)
- de heer Steven Vandeput aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de financiële situatie van de gemeenten" (nr. P0152)

16.01 Karin Temmerman (sp.a): Eind april moet de regering haar begroting voorleggen aan Europa. Zij gaat voor die begroting uit van een verbetering van het globale tekort en van een inspanning van de lokale overheden daartoe. Het is niet de eerste keer dat de federale regering haar begroting in evenwicht brengt op de kap van de steden en gemeenten, maar zij kunnen nu moeilijk nog besparen op het einde van de bestuursperiode. Bovendien kloppen de cijfers niet waarop de premier zich baseert. Dat wordt beaamd door de VVSG, door de Vlaamse regering, door de Nationale Bank en het INR.

Hoe verantwoordt de premier dat alweer lasten worden doorgeschoven naar de steden en gemeenten? Hoe zal hij de onenigheid die daarover ontstond met de Vlaamse minister-president oplossen? Is hij bereid om de cijfers aan te passen of een andere oplossing te zoeken?

16.02 Steven Vandeput (N-VA): Vorige week zond de Vlaamse minister-president een brief naar de premier met zijn reacties op de persberichten dat de gemeenten dit jaar 2 miljard in het rood zouden gaan. Dat is 1,2 miljard meer dan oorspronkelijk was opgelegd. Ook in oktober 2010 deelde de premier mee dat de begrotingsproblemen vooral bij de lokale overheden zouden liggen in plaats van op federaal niveau. De cijfers die hij vandaag gebruikt zijn echter niet gebaseerd op de reële begrotingscijfers van de lokale overheden. Het zijn extrapolaties die zelfs teruggaan tot de vorige eeuw voor wat de OCMW's betreft. Voor de gemeenten gaat het om extrapolaties van 2001 tot 2003. Het Vlaams Agentschap voor Binnenlands

Bestuur heeft op initiatief van minister Bourgeois een berekening gemaakt en op basis van de begrotingen van de gemeenten aangetoond dat zij wel degelijk voldoen aan de vooropgestelde begrotingsdoelstellingen.

Zal de premier hiermee rekening houden?

16.03 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Het is vandaag dat wij onze cijfers voor de begroting van 2011 meedelen. Ik moet zeggen dat België op de lentetop bijzonder goed scoort. Wij hebben een voorsprong genomen op het stabiliteitsprogramma en horen bij de beste leerlingen van de klas inzake sanering van de overheidsfinanciën.

De brief waarnaar de heer Vandeput verwijst heb ik niet ontvangen. Ik heb enkel een kopie van een brief aan de voorzitter van het Instituut voor de Nationale Rekeningen gekregen.

Mijn zorg heeft te maken met het feit dat de federale overheid in de realisaties betekenisvol beter heeft gescoord dan wat in het stabiliteitsprogramma was afgesproken, maar voor entiteit II is dat niet het geval, want hun tekort is groter dan de bedoeling was.

Die lagere score is zeker niet op rekening van de Gemeenschappen en Gewesten te schrijven, maar heeft blijkbaar te maken met deviaties op het niveau van ESER-herkwalificaties, zowel bij Gemeenschappen en Gewesten als bij de lokale besturen. De inspanning die in 2011 moet worden geleverd om beter te doen dan het stabiliteitsprogramma, moet daadwerkelijk door entiteit II worden geleverd.

Er zijn twee problemen met de cijfers. Ten eerste is er het probleem van de productie van de cijfers. Dat is historisch gegroeid. Wij hebben een heel grote achterstand om op geconsolideerde basis of afzonderlijk de transmissie van de cijfers te realiseren. Het klopt dat er een inhaalbeweging bezig is die vruchten begint af te werpen. De ambitie moet echter zijn om de cijfers van de hele lokale sector voor het hele land op het niveau van de provincies, de gemeenten en de OCMW's te hebben.

Er is ook een probleem met de kwaliteit van de cijfers van lokale besturen in de brede zin van het woord.

In het pakket dat wij vanavond en morgen zullen goedkeuren over het gemeenschappelijk standpunt van de Raad, zit een verordening die de Europese instanties zal machtigen om per kwartaal op kasbasis de uitvoering van de begroting op te vragen bij elk lokaal bestuur. Dat geldt niet alleen voor de gemeenten en de OCMW's, maar ook voor de politiezones en alles wat te maken heeft met de lokale sector.

De Vlaamse en andere regeringen zijn zich daarvan bewust. Ikzelf en mijn voorgangers, de heren Dewael en Somers, hebben destijds nog inspanningen moeten leveren om programma's te lanceren en die boekhoudingen aan te passen.

Vanaf 31 december 2013 moet het werken en we moeten alle hens aan dek roepen om onze lokale sector daarop voor te bereiden. De credibiliteit van de openbare financiën steunt ook op de lokale sector, die dus geen statistisch probleem mag hebben. Ik heb de gewestministers gevraagd daar werk van te maken.

We zullen ook inzake de kwaliteit van de cijfers nog inspanningen moeten leveren. In Vlaanderen en Brussel geldt dat voor de gemeentebesturen, in Wallonië vooral voor de gemeenten en de OCMW's. Daar komen de politiezones nog bij en voor Vlaanderen de OCMW's.

Ik werp daarmee niemand een steen toe, maar collectief hebben wij nog heel wat werk te doen om de cijfers van de lokale sector volledig ESER-conform te maken en ze tijdig mee te delen aan de Europese instanties.

16.04 **Karin Temmerman** (sp.a): Ik ben blij dat de eerste minister goed scoort, maar ik handhaaf de

opmerking dat hij dat doet op de rug van de steden en de gemeenten. De helft van de overheidsinvesteringen komt van de lokale besturen. Ze zijn slechts verantwoordelijk voor 5 procent van het tekort.

De Gewesten worden aangemaand om dit goed te doen, maar dat kunnen ze niet, wat ze krijgen de cijfers verkeerd aangeleverd. Er is nog een probleem.

De **voorzitter**: Mag ik u vragen af te ronden, dit is een repliek! (*Protest van de sp.a*)

16.05 Karin Temmerman (sp.a) (*Frans*): De eerste minister kreeg wel meer dan twee minuten!

(*Nederlands*) Ik wacht al twee uur.

16.06 Steven Vandeput (N-VA): De aanleiding voor mijn vraag is de perceptie die er bij de mensen heerst wanneer zij de communicatie hierover in de pers lezen. Mensen zouden het gevoel kunnen krijgen dat er effectief grote problemen zijn bij de steden en de gemeenten en dat is niet het geval.

De minister van Begroting werd op 2 december 2009 belast met de oprichting van een werkgroep die de ESER-problematiek en de opmaak van de rekeningen bij de lokale overheden zou bestuderen. Die werkgroep is twee keer samengekomen.

Het incident is gesloten.

16.07 (*De eerste minister verlaat het halfrond*)

Regeling van de werkzaamheden

De **voorzitter**: Het spijt me zeer, maar er blijven nog drie vragen over. (*Rumoer*)

16.08 Gerolf Annemans (VB): Ik heb de tijd nog meegemaakt dat premier Verhofstadt met de voeten van het Parlement speelde. (*Protest bij Open Vld*) Hij liet zijn antwoorden voorlezen en kwam dan terug. Dit heb ik echter nog niet eerder gezien. De voorzitter moet hiertegen optreden. Het is de derde week op rij dat de premier zich aan vragen onttrekt.

16.09 Jan Jambon (N-VA): Er waren afspraken gemaakt. We wisten dat de premier vertraging zou hebben.

Dit is een premier van weglopende zaken en dat kan niet. (*Protest bij CD&V*) Daartegen moet de voorzitter optreden. Dit is een parlement onwaardig.

16.10 Herman De Croo (Open Vld): Ik begrijp de belangrijkheid van de financiële situatie van de gemeenten. Ik denk dat het uitvoerige antwoord van de premier de vraagstellers verheugt. Helaas blijven er andere collega's in de kou staan en dat is minstens niet elegant.

16.11 Bruno Tobback (sp.a): We kunnen erom lachen, maar dit is nog nooit eerder vertoond. Het kan niet dat de premier komt zolang het hem past. Hij komt binnenstuiven, zegt hoeveel tijd hij heeft en loopt weer weg als hij er geen zin meer in heeft. Het doet mij aan het Russische Parlement en aan Poetin denken.

Als er straks een meerderheidsvoorstel moet worden goedgekeurd, zal mijn fractie ook iets anders te doen hebben. (*Applaus bij sp.a, N-VA en VB*)

16.12 Servais Verherstraeten (CD&V): De plenaire vergadering moet zelf oordelen of het zinvol is om een vergadering te beleggen tijdens een Europese top. De eerste minister had aangekondigd een half uur beschikbaar te zijn van halfvijf tot vijf. Ik stel vast dat het vijf uur is. De Kamer wist dat en moet dan ook niet a posteriori fulmineren.

De **voorzitter**: Ik kan de eerste minister toch niet aan zijn stoel vastkluisteren. Hij is gekomen en heeft de vragen beantwoord in de volgorde waarin ze werden gesteld. De overblijvende vragen worden uitgesteld.

Ik stel voor de bespreking van het voorstel van resolutie voort te zetten. We zullen in de Conferentie van voorzitters reflecteren over de manier waarop het stellen van dringende mondelinge vragen moet worden georganiseerd. Moeten er op de dag van een Europese top überhaupt wel dringende mondelinge vragen worden gesteld?

16.13 Gerolf Annemans (VB): Ik heb in de wandelgangen gehoord dat de eerste minister de antwoorden op een aantal vragen aan hem zou hebben doorgegeven aan sommige ministers. Zou ik dus mijn vraag over lopende zaken aan een andere minister kunnen stellen?

De interventie van de heer Jambon heeft de facto duidelijk gemaakt dat de premier met zijn gedrag van vandaag datgene heeft uitgelokt wat hij wilde bereiken, namelijk het einde van de opdracht van Wouter Beke.

De **voorzitter:** Minister Vanhengel kan de vraag van mevrouw Smeyers en die van de heer Annemans beantwoorden.

16.14 Herman De Croo (Open Vld): Ik heb gehoord uit de mond van de heren Annemans en Jambon dat de vragen in kwestie bestemd zijn voor de eerste minister. We gaan toch niet 'af dalen'! Als de premier niet aanwezig kan zijn, zouden die vragen toch best een andere keer worden gesteld.

16.15 Jan Jambon (N-VA): De vraag van mevrouw Smeyers behelst de onenigheid binnen de regering over een belangrijk beleidspunt. Het is dus duidelijk dat eigenlijk maar één persoon op die vraag kan antwoorden. Die onenigheid zal echter volgende week ook nog wel aan de orde zijn. De Kamervoorzitter moet er dan wel scherp op toezien dat de eerste minister hier volgende week daadwerkelijk aanwezig is om 14.15 uur en geen excuses! (*Applaus van N-VA*)

De **voorzitter:** Er resten nog de vragen in verband met de lopende zaken. Wilt u dat de heer Vanhengel ze namens de eerste minister beantwoordt?

16.16 Gerolf Annemans (VB): Bij nader inzien vind ik een antwoord van de heer Vanhengel eigenlijk toch niet voldoende. (*Rumoer*)

De **voorzitter:** In dat geval zal u moeten wachten tot volgende week om uw vraag aan de eerste minister te stellen. We zullen erop toezien dat hij aanwezig is.

Voorstellen (voortzetting)

17 Voorstel van resolutie betreffende de steun van België aan het optrekken van de Europese reductiedoelstelling tot 30 procent minder broeikasgassen tegen 2020 (1245/1-4) (voortzetting)

Hervatting van de bespreking

17.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): In december 2008 heeft de EU het zogenaamde 20/20/20-pakket goedgekeurd: 20 procent energiebesparing, 20 procent hernieuwbare energie en 20 procent minder broeikasgassen tegen 2020. Sinds die goedkeuring zijn er heel wat zaken gebeurd, in het bijzonder rond de klimaatdoelstelling. Het Verenigd Koninkrijk, Duitsland, Frankrijk en andere landen hebben zich uitgesproken voor een sterkere klimaatambitie. Het Europees Milieuagentschap heeft aangetoond dat wij ondertussen al 17 procent minder broeikasgassen hebben gerealiseerd. Die 20 procent is dus niet bijzonder ambitieus. Dit gebrek aan ambitie roept steeds meer vragen op. In april zal de discussie definitief beslecht worden op een Europese top.

België houdt vast aan 20 procent minder broeikasgassen, tenzij de andere geïndustrialiseerde landen mee een internationaal klimaatakkoord ondertekenen. Dat is weinig waarschijnlijk, want een akkoord op vrij korte termijn met China en de VS is niet meteen evident. Met deze resolutie willen we met ons land een concretere positie innemen, die gericht is op een grotere Europese klimaatambitie.

Deze resolutie wil dat België het standpunt van 30 procent minder broeikasgassen verdedigt op Europees niveau. De goedkeuring van de resolutie op federaal niveau biedt echter niet de garantie dat dit daadwerkelijk de Belgische positie zal zijn. Er is hiervoor wel al een meerderheid in het Waalse en in het Brusselse Parlement. Na onze stemming ligt de bal dan in het kamp van de Vlaamse regering en het Vlaamse Parlement. Ook zij moeten nu hun nek uitsteken.

Ik dank de mede-indieners van deze resolutie en de andere commissieleden voor de constructieve en pittige discussies. Een aantal amendementen van de PS heeft de resolutie nog evenwichtiger en sterker gemaakt.

Deze resolutie brengt ons een stap dichterbij meer klimaatambitie, meer groene jobs, meer hernieuwbare energie.

Ik hoop dat er straks een meerderheid te vinden is voor die hoopvolle perspectieven. (*Applaus*)

17.02 David Clarinval (MR): Volgens de MR zijn de inspanningen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen eerder een kans dan een dwangmaatregel.

Op economisch vlak moet Europa wereldwijd het voortouw nemen om ter zake het goede voorbeeld te geven. We moeten innoverende technologieën en economische normen ontwikkelen opdat we over toonaangevende bedrijven zouden beschikken. We mogen niet wachten tot China, India en de Verenigde Staten de normen van de toekomst bepalen.

Wat goed is voor de economie is ook goed voor de Europese werkgelegenheid, zowel in de sector onderzoek en ontwikkeling als in de industrie- en de dienstensector.

We moeten de goede leerling in milieuaangelegenheden worden. Considerans H, die een amendement is dat we samen met de heer Schiltz hebben ingediend, is bedoeld om rekening te houden met de inspanningen die een aantal sectoren in het verleden reeds geleverd hebben. De sectoren vervoer en huisvesting lopen in milieuaangelegenheden achter op de industrie.

Teneinde elke vorm van milieudumping te voorkomen vragen wij de regering in onze resolutie een *carbon inclusion mechanism* te implementeren ten aanzien van de landen die zich minder voor deze zaak inzetten.

Dit voorstel van resolutie geeft ons een instrument in handen om tot de voorhoede te behoren wat de reductie van broeikasgassen betreft; tegelijk zullen onze bedrijven er de voordelen van genieten zonder er de nadelen van te ondervinden.

Wij zullen dit voorstel van resolutie enthousiast goedkeuren.

17.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik vraag ieders steun voor dit voorstel van resolutie om de CO₂-reductiedoelstellingen op te trekken. De linkerzijde en de groenen doen wel eens smalend over het werkelijke engagement van dit Parlement op het vlak van een duurzame en groenere economie. Er zijn in het verleden nochtans al belangrijke stappen gezet. De economische sectoren hebben geantwoord op de impulsen vanuit de politiek. Dat er links en rechts wat gemor is na de gedane inspanningen, mag ons niet tegenhouden.

Technologisch is een Europese reductiedoelstelling van 30 procent zeker haalbaar. Om vooruit te gaan, moet men niet alleen een wortel voorhouden, in casu de talrijke financiële steunmaatregelen, maar ook een stok achter de deur hebben, namelijk die 30 procent. De Europese doelstellingen worden trouwens vertaald volgens het potentieel van elke lidstaat en dan nog eens sectoraal herverdeeld, zodat het veeleer diegenen zijn die achterop hinken, die een tandje moeten bijsteken. Vooral in de transport- en residentiële sector is er nog veel werk aan de winkel.

Ik hoop dan ook te kunnen rekenen op de enthousiaste steun van alle collega's.

17.04 Nathalie Muylle (CD&V): Bij de bespreking van de beleidsbrief van minister Schauvliege in het Vlaams Parlement, ging mevrouw De Vroe van Open Vld akkoord met de passage waarin die 30 procent wordt onderschreven indien andere industrielanden gelijkaardige inspanningen zouden doen. Zij wou niet strenger zijn dan nodig bij de toepassing van de regelgeving. Ik vraag me bijgevolg af of de heer Schiltz hier al dan niet het partijstandpunt vertegenwoordigt van Open Vld.

17.05 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): We kunnen natuurlijk spijkers op laag water blijven zoeken, maar inmiddels hebben belangrijke industriële landen als Groot-Brittannië en Duitsland hier al wel mee ingestemd. België volgt de trends en springt tijdig mee op de kar om de nodige economische en sociale voordelen te verwezenlijken. Laat ons daarom ophouden met sneren over spreidstanden tussen de Vlaamse en de federale fracties. Welke partij heeft zich daaraan nooit moeten bezondigen? Ik vind deze opmerking van mevrouw Muylle trouwens behoorlijk kras, want met een opsomming van alle divergenties tussen haar premier en haar minister-president zou ik tot de avond bezig kunnen zijn! (*Applaus van Open Vld, N-VA en Vlaams Belang*)

17.06 Bert Wollants (N-VA): Eind vorig jaar lag er hier een quasi identiek voorstel op tafel, waarvoor toen geen meerderheid bleek te vinden. Ik vraag me af waarom die er nu wel is. Het klimaatbeleid is een bevoegdheid van de Gewesten: zij moeten de klimaatbeleidsplannen opstellen, de doelstellingen halen en de kosten dragen. Als wij hier nu federaal gaan beslissen over de emissiereductiedoelstellingen, dan is dat wel heel makkelijk, omdat het federale niveau daarin vrijwel niets moet ondernemen. Wel moeten we met de Gewesten en de federale overheid een nationale klimaatcommissie opzetten om standpunten en adviezen over het internationaal klimaatbeleid te formuleren.

17.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): De heer Wollants zou toch ook moeten weten dat in de resolutie expliciet wordt verwezen naar de rol van de Gewesten, iets wat ik ook heb gedaan in mijn uiteenzetting. Verder zegt hij dat het federaal niveau niets kan ondernemen inzake klimaat, maar als we kijken naar fiscaliteit en transport, dan zijn er genoeg kwesties waarrond wij hier maatregelen kunnen nemen. Eigenlijk is de heer Wollants toch bijzonder inconsequent: als we er als federale parlementsleden dan toch niets aan te zeggen hebben, waarom legt hij zich dan in de Kamer toe op de klimaatproblematiek?

17.08 Bert Wollants (N-VA): Dat het federale niveau maatregelen voorstelt, betekent daarom niet dat het daartoe de aangewezen partij is. Er bestaat een waslijst van dingen die de federale overheid op dit moment toch doet, terwijl ze dat eigenlijk niet zou mogen. (*Applaus van N-VA*)

17.09 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Als de regionale overheden bepaalde taken wat meer ter harte zouden nemen, zou het federale niveau niet moeten ingrijpen. (*Rumoer*)

17.10 Jan Jambon (N-VA): Dat juist de heer Schiltz hier de rol van het federaal Parlement als hoeder van het Vlaams Parlement meent te moeten verdedigen, dat is toch wel kras! (*Applaus van N-VA*)

17.11 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik ben blij dat de heer Jambon op mijn overduidelijke voorzet is ingegaan. Het federale niveau heeft slechts enkele, maar wel zeer belangrijke beleidsinstrumenten die volledig passen in het raam van deze resolutie. Wil men die middelen niet aangewend zien, dan moet het regionale niveau voldoende doortastend optreden en dan kunnen we het federale budget ook aanwenden voor iets anders.

17.12 Bert Wollants (N-VA): Het lijkt me toch wel zeer belangrijk om de federale instrumenten inzake het klimaatbeleid zo aan te wenden dat ze de regio's kunnen helpen om de doelstellingen te halen. Het federale niveau moet niet op eigen initiatief dingen beginnen doen die de Gewesten ten dele zelfs tegenwerken. En de heer Calvo die de federale rol nu zozeer benadrukt, heeft destijds toch gezegd dat net het federale klimaatbeleid een volslagen ramp is! En nu zou alle heil moeten komen van datzelfde federale niveau?

17.13 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik heb het huidige federale klimaatbeleid nooit verheerlijkt, maar ik vind wel dat het federaal Parlement hierover beslissingen kan nemen, omdat we niet moeten wachten op de

traagste in ons land om iets te realiseren. Wij willen hier en nu beslissingen nemen, dat is onze taak en daarvoor worden we betaald. (*Applaus van Ecolo-Groen!*)

17.14 David Clarinval (MR): Het Waals Gewest heeft voor een vermindering van de uitstoot met 30 procent geopteerd. Wat in Wallonië kan, zou Vlaanderen geen angst mogen aanjagen.

17.15 Nathalie Muylle (CD&V): De heer Clarinval verwijst naar Wallonië en ik hoor ook heel wat Franstalige partijen praten over een streefdoel van 30 en zelfs 40 procent. Aan de onderhandelingstafel moeten echter nog afspraken worden gemaakt over de 20 procent die we moeten halen in 2020, waar België in het kader van non-ETS 15 procent van de doelstelling moet realiseren. En daar stelt Wallonië dan 13 procent voor. Het is dus heel makkelijk om een cijfer te lanceren, maar men moet dat dan ook nog wel realiseren. (*Applaus van CD&V en N-VA*)

17.16 Bert Wollants (N-VA): Mevrouw Muylle heeft inderdaad gelijk: dat streefdoel van 30 procent bestaat voor het Waals en het Brussels Gewest enkel maar op papier.

We hebben natuurlijk al zeer veel bereikt. Er wordt hier gesproken over 17 procent en ik hoop dat onze bedrijven in de nasleep van de crisis hun productie en export zullen kunnen opdrijven. Dat heeft natuurlijk gevolgen voor de CO₂-uitstoot die ze hopelijk zullen kunnen opvangen, want met die reducties als gevolg van de crisis zitten we op het verkeerde spoor. Het grootste deel van de verminderde broeikasgassen bestaat trouwens voornamelijk uit andere gassen. Bij de vijfde nationale mededeling konden we een CO₂-reductie voorleggen van 3,5 procent. Met 30 procent zitten we in een heel ander kader.

België doet het eigenlijk niet zo slecht, met haar energie-intensieve petrochemische industrie, die sinds 1990 ook nog zwaar is gegroeid, want toch heeft die industrie de emissies per ton product met 60 procent gereduceerd. Als men dat afmeet tegen de doelstelling van 30 procent, dan spreken we toch over een totaal ander niveau. Bovendien levert die industrie basisproducten voor het buitenland, die elders nog worden bewerkt. Het zou fout zijn om die energie-intensieve industrie hier te weren.

De indieners hebben via een amendement aan de resolutie toegevoegd dat we maatregelen moeten nemen met het oog op onze concurrentiepositie in Europa.

Het systeem van invoerrechten voor buitenlandse producten moet ervoor zorgen dat de koolstofkosten niet te zwaar doorwegen. Maar onze bedrijven moeten hun producten ook naar het buitenland kunnen exporteren. Dat wordt met deze resolutie niet gedekt en dat is een fout.

Ook het afstappen van de gekoppelde verhoging dient nergens toe. Een eenzijdige verhoging, zonder dat andere partners daarin meegaan, heeft geen enkele zin.

De N-VA zal dit voorstel van resolutie niet goedkeuren. (*Applaus van N-VA en CD&V*)

17.17 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Dit is een belangrijk voorstel van resolutie. Het hoofddoel ervan is België ertoe aan te zetten om een standpunt in te nemen in het Europese en het mondiale debat dat tot een oplossing voor de klimaatuitdaging zou moeten leiden.

In december 2008 keurde de Europese Unie de doelstelling goed om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2020 met 20 procent terug te dringen. Die doelstelling is nagenoeg bereikt en het is geen overbodige luxe ze te herformuleren. Het Europees Parlement heeft zich voor een vermindering met 30 procent uitgesproken!

In België hebben de Waalse en de Brusselse regering en minister Magnette beloofd beter te doen dan 20 procent. De doelstelling van 30 procent stond al in de door de groenen ingediende resoluties, nog voor de toppen van Kopenhagen en Cancún. Dit voorstel kreeg de steun van en werd medeondertekend door MR, Open Vld en sp.a. Ik dank de collega's Tobback, Schiltz en Clarinval, alsook de PS- en cdH-fracties. Nu er zoveel op het spel staat, groeit de eensgezindheid om op zoek te gaan naar gemeenschappelijke oplossingen.

De doelstelling om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2020 met 30 procent te reduceren, biedt ons een

unieke gelegenheid om onze economie te herpositioneren in toekomstgerichte sectoren. Het minimum minimum van een gecoördineerd klimaatbeleid, dat is alle actoren op alle beleidsniveaus vragen welke inspanningen ze willen leveren. De echte uitdaging bestaat er evenwel in volgend jaar in Durban een waarlijk ambitieuze doelstelling vast te leggen. Vanuit dat oogpunt heeft ons Parlement de mogelijkheid om een krachtig gebaar te stellen. De goedkeuring van deze resolutie mag dan al het klimaatprobleem niet oplossen, ze vormt in elk geval de aanzet tot een ambitieus project.

17.18 Jean Marie Dedecker (LDD): CO₂ tast duidelijk het gezond verstand aan in dit Parlement. Vorige week hadden wij het hier over de sluiting van de kerncentrales, waarover nog altijd niets beslist is, want er is eerst nog een stresserende stresstest nodig. De kerncentrales zorgen voor een vermindering van CO₂-uitstoot met 30 miljoen ton, dat is liefst evenveel als de uitstoot van het volledige wagenpark van België.

De discussie gaat over de sluiting van drie reactoren, goed voor 18 tot 20 procent van onze energie. Die CO₂-vrije kernenergie wil men vervangen door iets anders. Windmolentjes en zonnepaneeltjes leveren slechts 1,7 % van onze elektriciteitsproductie. Misschien genoeg voor een groene familie, maar niet voor ons. Het zal dus moeten gebeuren via kolen-, gas of STEG-centrales, allemaal veel CO₂-belastender dan kerncentrales.

Vandaag hebben we het hier dus over een resolutie om de CO₂-uitstoot te reduceren. Aan de ene kant de kerncentrales willen sluiten en aan de andere kant de CO₂ willen terugdringen, is toch niet erg logisch. In dit geval is het eigenlijk maar goed dat resoluties toch geen enkele zin hebben. Ik hoop dat er wat minder CO₂ wordt ingeademd in de toekomst, zodat hier weer wat meer gezond verstand kan heersen. Er hangt wat veel radioactiviteit in dit Parlement.

17.19 Bruno Tobbacq (sp.a): Als de heer Dedecker echt overtuigd is van zijn gelijk, dan moet hij de resolutie eigenlijk goedkeuren. Want dan is hij er zeker van dat de kerncentrales openblijven. (*Glimlachjes*) Maar hij heeft geen gelijk. In beide discussies, die over de kerncentrales en die over de CO₂-reductie, is de vraag dezelfde: wat is onze ambitie, wat is het doel? Voor de heer Dedecker is het doel dat er niets verandert. Zijn ambitie is dus niet erg groot. Over enkele decennia is er misschien een probleem, maar ondertussen hebben we het toch goed gehad. Zo redeneert hij.

Deze resolutie kan pas iets veranderen als we een duidelijk doel hebben. In dit land zijn de natuurlijke rijkdommen niet groot en dus moet ons ambitieniveau voor het ontwikkelen van nieuwe technologieën en voor het zoeken naar een betere manier om welvaart te creëren zo hoog mogelijk liggen. Dat onze ambities hoger zijn dan die van andere landen, betekent dat we dat dan ook nodig hebben als we economisch nog iets willen betekenen.

De heer Dedecker heeft er geen probleem mee dat wij drie of vier keer meer afhankelijk zijn van nucleaire energie dan de meeste andere landen, maar hij heeft er wel een probleem mee dat wij de helft meer ambitie hebben om met groene energie de CO₂-uitstoot te verminderen. De logica daarvan ontgaat me.

Sp.a zal deze resolutie enthousiast goedkeuren. (*Applaus van sp.a en Ecolo-Groen!*)

17.20 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik begrijp dat de heer Tobbacq intellectueel niet kan volgen. Er is een groot verschil tussen ambitie en fantasie. De heer Tobbacq wil oude schoenen weggooien voor hij er nieuwe heeft gekocht. Hij maakt verbintenissen voor de toekomst, terwijl hij de problemen van vandaag niet kan oplossen.

17.21 Rita De Bont (VB): De heer Calvo wil dat het Waalse en het federale Parlement druk uitoefenen op het Vlaamse. Zo gaat dat in dit land. Zo wordt van een meerderheid een minderheid gemaakt.

De Europese ministerraad, waarvoor deze resolutie bedoeld was, heeft al plaatsgevonden en heeft zich

uitgesproken tegen een verdere reductie. Dat was ook de mening van onze fractie.

Dat de CO₂-uitstoot tot een minimum moet worden beperkt, daarover is iedereen het eens. Maar in de VS zit de strijd tegen CO₂ in het slop, in de economische groeilanden stijgt de uitstoot enorm. De behoefte aan energie zal de komende 20 jaar met 40 procent toenemen, waarvan liefst 93 procent uit niet-OESO-landen. Daarom vinden het Vlaams Belang dat we beter meer investeren in onderzoek en ontwikkeling van niet-fossiele energiebronnen en een hogere energie-efficiëntie dan normen op te leggen die voor sommige sectoren helemaal onhaalbaar zijn.

We leven in een dichtbevolkte regio met beperkte mogelijkheden op het vlak van alternatieve energiebronnen. Wie vandaag om een verhoogde emissiereductie vraagt, verhindert de verdere ontwikkeling van veiligere en zuinigere vierdegeneratiecentrales, die zo goed als geen CO₂ uitstoten.

Onze bedrijven hebben al een aanzienlijke inspanning geleverd om de uitstoot te reduceren tot 17 procent. Als zij de nieuwe quota niet halen, moeten zij emissierechten kopen in het buitenland, meer bepaald in groeilanden waarover wij heel weinig controle hebben.

De bedrijven kunnen natuurlijk ook verhuizen waardoor we ook de economische voordelen van de ontwikkeling van groene technologieën mislopen. We moeten actiever participeren aan de ontwikkeling van de groene economie en onze bedrijven daarin stimuleren. We mogen ze echter niet wegpesten. Enkele amendementen die dat willen verhinderen, werden goedgekeurd.

De invoering van een CO₂-taks wordt onderzocht. Wij aanvaarden geen extra rechtstreekse of onrechtstreekse belastingen. Overheid, particulieren en bedrijven moeten allen aangemoedigd worden om zo weinig mogelijk broeikasgassen uit te stoten, maar ze mogen niet gedwongen worden. Als het klopt dat de groene economie zoveel kansen biedt, dan zal het zonder dwang ook wel goed komen. We hebben daarvoor geen nieuwe wetten nodig en onze fractie zal deze resolutie dan ook niet steunen. *(Applaus van Vlaams Belang)*

17.22 Nathalie Muylle (CD&V): Ik ben verrast door het enthousiasme waarmee de heer Tobback die 30 procent bepleit. Ik zie nochtans datzelfde enthousiasme niet in de Vlaamse regering. Mijn partij is de enige federale regeringspartij die het standpunt verdedigd heeft. De N-VA heeft het standpunt van de Vlaamse regering verdedigd. In de Vlaamse regering heeft de sp.a samen met de N-VA en CD&V voor Cancún een motie goedgekeurd die de 30 procent koppelt aan de conditionaliteit. Blijkbaar heeft de sp.a-fractie nu een andere positie ingenomen. Hopelijk laten zij dat ook aan hun Vlaamse ministers weten.

17.23 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik hoor nog altijd mensen beweren dat er geen dwang nodig is. Die is er wél nodig. We hebben een stok achter de deur nodig. Door enkel cadeaus uit te delen, gaan we er niet geraken. Ik heb geen argumenten gehoord die mij op andere gedachten kunnen brengen.

De heer Dedecker is waarlijk verliefd op de kerncentrales en haalt steeds het argument van de CO₂-uitstoot aan. Uitgerekend hij zal deze resolutie niet steunen. Dat begrijp ik dus niet. Als deze resolutie wordt uitgevoerd, dan kunnen we bijna niet anders meer dan de kerncentrales behouden.

17.24 Bruno Tobback (sp.a): In het Vlaams Parlement hebben we inderdaad met alle partijen net voor Cancún een gezamenlijk standpunt ingenomen.

Na Cancún kunnen we enkel concluderen dat we ambitieuzer moeten zijn voor onszelf, als we het verschil willen maken. Ik wil mij met plezier engageren om samen met mevrouw Muylle de Vlaamse regering ervan te overtuigen om naar die 30 procent te gaan. Het zal niet veel moeite kosten om mijn partijgenoten te overtuigen. Hopelijk geldt hetzelfde voor mevrouw Muylle. We kunnen daarover straks overleggen. De collega's van de N-VA zijn uiteraard ook welkom.

17.25 Marie-Claire Lambert (PS): Sinds begin 2008 hebben de economische crisis en de stijgende energieprijzen op de internationale markten geleid tot een daling van de economische activiteit en bijgevolg ook van de uitstoot van broeikasgassen. De EU-doelstelling om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2020

met 20 procent te verminderen wordt dus steeds gemakkelijker haalbaar. We moeten onze doelstellingen bijstellen. Wij staan achter de doelstelling die de indieners van de resolutie nastreven. We moeten de lat ter zake hoog leggen.

We vonden het noodzakelijk om in een amendement te preciseren dat het gros van de inspanningen om de uitstoot van broeikasgassen terug te dringen op Europees grondgebied moet worden geleverd. Alleen de inspanningen binnen de EU-grenzen zullen duurzame banen opleveren en tal van gunstige effecten hebben op lokaal niveau.

In het licht van de voordelen qua sociaaleconomische ontwikkeling vragen wij de federale regering haar standpunt te herbekijken.

We hebben een amendement ingediend dat ertoe strekt de Europese werknemers beter te beschermen. Het verheugt ons dat de commissie voor dat amendement heeft gestemd. Wel kunnen we niet om de vaststelling heen dat de sociale dimensie van de resolutie ontoereikend is.

We hebben ook een amendement ingediend om de regering te vragen erop toe te zien dat de ecologische transitie billijk is voor de werknemers, en dat de negatieve gevolgen voor de kwetsbare groepen in de samenleving beperkt worden.

Volgens sommigen ging dat al te ver. Wij betreuren dat.

Volgens mijn fractie kan er zich geen ecologische revolutie voltrekken als niet ook de sociale dimensie van het duurzameontwikkelingsbeleid verder wordt uitgebouwd.

De PS-fractie zal het voorstel niettemin steunen en hoopt dat de federale regering het als hefboom zal kunnen gebruiken in de onderhandelingen met de Gewesten en de Europese Unie.

17.26 Annick Van Den Ende (cdH): We kennen allemaal de aanbevelingen van het Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), die aan duidelijkheid niets te wensen overlaten.

De cdH-fractie vindt het belangrijk haar steun te verlenen aan dit voorstel, omdat België de Europese Unie ertoe moet aanzetten voluit te kiezen voor een groene en gaandeweg meer en meer koolstofarme economie.

Een herziening naar boven toe van de oorspronkelijke doelstelling is des te meer aangewezen in het licht van de gunstige klimaatbalans die ons land, als gevolg van de economische crisis, kan voorleggen. Dankzij de formulering van een ambitieuzere doelstelling, kunnen nieuwe bronnen van groei worden aangemoedigd, kunnen de bestaande banen behouden blijven en kunnen er nieuwe worden gecreëerd en kan de ontwikkeling van nieuwe, meer duurzame, koolstofarme technologieën worden aangezwengeld. De luchtvervuiling zou afnemen en de daarmee samenhangende gezondheidskosten zouden eveneens dalen.

Deze zaken moeten op het Europese niveau en met inachtneming van de internationale regels worden geregeld.

Daarom hebben wij een amendement medeondertekend teneinde het concurrentievermogen van de bedrijven te vrijwaren.

17.27 Minister Paul Magnette (Frans): Ik ben blij dat dit debat nu bij ons wordt gevoerd, want op het internationale en het Europese niveau is dat debat allang aan de gang. Tal van economen hebben ons ervoor gewaarschuwd dat de door ons bepaalde doelstelling van 20 procent gemakkelijk, al te gemakkelijk, welhaast automatisch zou worden gehaald. Als wij voor 2020 geen ambitieuzere doelstelling bepalen, lopen wij het risico dat wij de boot missen en dat de revolutie op het vlak van de groene technologie aan ons voorbijgaat, zoals Europa twintig jaar geleden de boot van de IT-revolutie gemist heeft.

(Nederlands) Voorlopig heeft België geen standpunt. Twee regio's hebben een standpunt bepaald, de derde regio en de federale regering van lopende zaken niet. Een debat zoals vandaag is dus heel belangrijk om ons

standpunt te verduidelijken op Europees en internationaal vlak.

(Frans) De vraag is nu niet meer óf we van 20 naar 30 procent moeten gaan, maar wel onder welke voorwaarden dat moet gebeuren.

(Nederlands) Hoe kunnen wij de competitiviteit van onze bedrijven verdedigen? Hoe kunnen wij innoverende bedrijven promoten? Welk opleidingsbeleid moeten wij voeren om meer jobs te creëren in deze nieuwe sectoren? Dat zijn de echte vragen die we moeten beantwoorden.

(Frans) Als we die vragen niet beantwoorden, zullen we, wanneer men ons naar het standpunt van België vraagt, moeten zeggen: "Sorry, we hebben geen standpunt." Dat is zeker niet de verstandigste strategie met het oog op de internationale uitstraling van onze ondernemingen en onderzoekscentra. We moeten ons standpunt verduidelijken en met deze resolutie doen we dat, dunkt mij, op een intelligente en evenwichtige manier. Ze heeft dus mijn steun. *(Applaus)*

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel zal later plaatsvinden.

18 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 maart 2011 houdende diverse bepalingen inzake Mobiliteit wat de verlenging van de termijn van de bevoegdheid toegekend aan de Koning betreft (1302/1-2)

Voorstel ingediend door:

Jef Van den Bergh, David Clarinval, Catherine Fonck, Rachid Madrane, Carina Van Cauter

Algemene bespreking

18.01 Karin Temmerman, rapporteur: De hoofdindieners van het voorstel, de heer Jef Van den Bergh, heeft zijn tekst toegelicht. Ik herhaal dat het voorstel dezelfde inhoud heeft als het amendement bij het ontwerp diverse bepalingen dat twee weken geleden in de commissie aan bod is geweest, dat echter werd teruggetrokken en vorige week opnieuw in de commissie kwam.

Bij de bespreking heeft de heer Veys nogmaals erop gewezen dat ten gevolge van een nalatigheid van de regering het Parlement de zaken weer eens moet rechtzetten. Hij vroeg zich af waarom de regering niet tijdig actie heeft ondernomen.

De heer Wollants betreurt deze manier van werken eveneens. Dit is reparatiewetgeving door de nalatigheid van de regering. Hij hoopt dat deze termijn later niet nog eens zal moeten worden verlengd.

Dit amendement is dan uiteindelijk goedgekeurd met 10 stemmen voor, 1 tegen en 6 onthoudingen. *(Applaus)*

18.02 Valérie De Bue (MR): We hebben dat voorstel medeondertekend en zullen het steunen. We staan er wel van te kijken hoe moeizaam het wetsvoorstel in de commissie werd aangenomen. We zullen de verlenging van de termijn van 15 maart tot en met 15 mei voor die KB's goedkeuren, maar we zullen een en ander aandachtig blijven volgen. De mogelijkheid om gedifferentieerde luchthavengelden te heffen op de luchthaven Brussels Airport, zet immers de deur open voor lagekostenvluchten; daartegen zijn we fel gekant, want we willen dat de rust van de omwonenden gevrijwaard blijft. We kiezen dat onze luchthavens zich specialiseren.

18.03 Bert Wollants (N-VA): Deze werkwijze is ondermaats. In het voorontwerp van wet diverse bepalingen stond de termijn van 15 december. Wij zezen erop dat er fouten in de tekst stonden: een deel van de tekst had het immers over 15 maart in plaats van 15 december. Nadien was er het hele circus in de commissie waarbij het amendement werd ingediend, teruggetrokken, en opnieuw ingediend omdat er geen consensus

was in de regering. Toen er dan eindelijk wel een akkoord was, ontbrak het aan parlementair enthousiasme om het goed te keuren: de meerderheid haalde het quorum niet. Nu komt er een uitstel tot 15 mei. Ik hoop maar dat de nodige KB's nu tijdig zullen worden opgesteld.

18.04 Tanguy Veys (VB): In een normale democratie worden wetten uitgevoerd, maar in België is dat niet zo vanzelfsprekend. KB's worden hier niet altijd tijdig ter ondertekening voorgelegd aan de Koning, zeker niet als er tegengestelde belangen spelen binnen de regering. Niet iedereen is de nationale luchthaven in Zaventem even goed gezind. Sommigen vinden de luchthaven van Charleroi belangrijker en beginnen dan maar politieke spelletjes te spelen.

Ik ben ontgoocheld in de staatssecretaris omdat hij er niet in slaagde dit dossier op een normale manier af te handelen. Het Parlement heeft hierover allang gestemd. Alleen het KB moest nog worden ondertekend. Vooral de Franstalige coalitiepartners drongen echter aan op uitstel. Brussels Airlines, dat dé vragende partij was voor die terminal, werd uiteindelijk gedwongen om zelf de stekker uit het project te trekken. Er zijn nochtans voldoende argumenten voor zo'n terminal in Zaventem: er wordt alleen overdag gevlogen, met de nieuwste en minst vervuilende vliegtuigen die ook het minst lawaai maken en die bovendien een bezettingsgraad hebben van 95 procent.

Er zijn dus genoeg argumenten om het wetsvoorstel goed te keuren. Ik betreur alleen de werkwijze waarmee wij de voorbije weken werden geconfronteerd.

Ik betreur de politieke tegenstand, die er vooral is omdat de nationale luchthaven in Vlaanderen ligt – en altijd in Vlaanderen zal blijven liggen, ook als het onafhankelijk wordt. Als Vlaams-nationale partij dragen wij die luchthaven een warm hart toe. *(Applaus)*

18.05 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Dit is al de vierde poging die u onderneemt om die bepaling te doen goedkeuren. Uw hardnekkigheid loont dus, mijnheer de staatssecretaris. Nadat u drie keer door de voordeur bent moeten buitengaan, bent u door een achterdeurtje weer binnengekomen!

Als het dossier van de gedifferentieerde tarieven correct beheerd was geweest, was een dergelijke verlenging niet nodig geweest. De om te zetten richtlijn dateert van 2009. Twee jaar volstond om ze om te zetten. U heeft wel lef om nu de spoedbehandeling te vragen, terwijl u tot voor kort veeleer nonchalant met dit dossier bent omgesprongen.

In dit dossier stond u – althans in het begin – niet sterk. Nooit hebben we evenwel enige uitleg gekregen over de onenigheid bij de meerderheid. En vandaag zijn we er niet zeker van of de toegekende verlenging zal volstaan om tot een akkoord te komen.

In het licht van dit gebrek aan transparantie moeten we het houden bij giswerk, meer bepaald wat het lowcostdossier betreft. Het spreekt voor zich dat we tegen een lowcostterminal op Brussels Airport zijn gekant. Maar blijkbaar hebt u andere plannen.

De verklaringen van de CEO van Brussels Airport dat er in het nieuwe ontwikkelingsplan geen sprake zou zijn van een aparte lowcostterminal, roepen vragen op.

Ziedaar, mijnheer de voorzitter, de redenen waarom we tegen deze bepaling zullen stemmen.

18.06 Jef Van den Bergh (CD&V): Dit gaat niet over het al dan niet oprichten van een lowcostterminal in Zaventem. Ik betreur dat de discussie daartoe verengd wordt. Dit is eigenlijk gewoon een omzetting van een Europese richtlijn die in de differentiatie van diensten en prijzen voorziet en in de gegarandeerde toegang van alle luchthavengebruikers tot de terminals.

De manier van werken was misschien niet elegant, maar het is nog lelijker om politieke spelletjes te spelen en weg te stemmen wat men eigenlijk goedvindt. *(Applaus)*

18.07 David Geerts (sp.a): Wij hebben alleszins geen spelletjes gespeeld. De staatssecretaris deed dat wel via zijn amendement. Er bleek geen akkoord binnen de meerderheid te zijn en het amendement werd ingetrokken.

De heer Van den Bergh verwijst naar de omzetting van een Europese richtlijn maar de werkelijkheid is dat men vanuit Zaventem doodleuk heeft gecommuniceerd dat men dit niet nodig heeft.

Spelletjes spelen kan heel plezierig zijn, maar aan dit spel doen wij niet mee. Wij onthouden ons. (*Applaus*)

18.08 Tanguy Veys (VB): Ik vraag mij af wie hier spelletjes speelt. Op geen enkel moment heeft de heer Van den Bergh steun gezocht bij mijn fractie. Uiteindelijk werd zijn eigen amendement gekelderd omdat de PS spelletjes heeft gespeeld en afwezig is gebleven in de commissie. Wij waren er wel. Wij hebben onze verantwoordelijkheid opgenomen, de meerderheid niet.

18.09 Jef Van den Bergh (CD&V): Het gaat niet om wat Zaventem wel of niet nodig heeft, maar om de omzetting van een Europese richtlijn.

Ik blijf het triest vinden dat mensen tegen iets stemmen puur en alleen om het de meerderheid moeilijk te maken en niet om de inhoud ervan.

18.10 Maggie De Block (Open Vld): Ik vind het vreemd dat het debat hier over heel andere dingen gaat dan in de commissie. Het woord 'lowcost' is daar de eerste twee vergaderingen zelfs niet gevallen. Er was wel consternatie over een artikel in een krant, maar dat is nu ook niet bepaald de eerste keer.

De heer Geerts zegt dat de meerderheid haar verantwoording gewijzigd heeft, maar de leden hebben ook niet altijd een consequent stemgedrag vertoond. Waar gaat het om? Het gaat hier om een verlenging van een termijn met twee maanden. Waar zijn we dan nu mee bezig? Ik snap de heisa gewoon niet en ik raad iedereen aan eens in de spiegel te kijken en zijn eigen verklaringen in de commissie eens kritisch over te lezen. (*Applaus*)

18.11 Steven Vandeput (N-VA): Ik moet de voorzitter van de commissie bijtreden. Ik vind wel dat een meerderheid moet doen wat ze moet doen, en dat is aanwezig zijn in de vergadering.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1302/1)

Het wetsvoorstel telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Opvolging van de buitenlandse missies

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 23 maart 2011, stel ik u voor de kamerleden aan te wijzen die belast worden de buitenlandse missies op te volgen en met de Bijzondere Commissie belast met de opvolging van de buitenlandse missies van de Senaat zullen vergaderen.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

19.01 Herman De Croo (Open Vld): Wij hebben ons nog niet uitgesproken over het feit of de Kamer in die commissie wordt vertegenwoordigd door één lid per fractie ofwel of de proportionaliteit wordt gevolgd. Ik zou wachten op een akkoord in de Conferentie van voorzitters daarover.

De **voorzitter**: Ik moet dit meedelen om de vergadering die gisterennamiddag plaatsvond, te regulariseren.

19.02 **Herman De Croo** (Open Vld): Als het dat maar is, trek ik mijn bezwaar in!

20 **Rouwulde – de heer Jean-Pierre Malmendier**

De **voorzitter** (voor de staande vergadering): Op 28 februari jongstleden hebben we het plotse overlijden van gewezen volksvertegenwoordiger Jean-Pierre Malmendier vernomen. De heer Malmendier is 61 jaar geworden.

De heer Malmendier was van juli 1999 tot april 2003 gecoöpteerd MR-senator. Nadien, van mei 2003 tot juni 2007, had hij zitting in de Kamer als volksvertegenwoordiger voor de kieskring Waals-Brabant. Sinds 2000 en tot aan zijn overlijden was hij eveneens gemeenteraadslid en OCMW-raadslid in Court-Saint-Étienne.

Jean-Pierre Malmendier werd getroffen door het noodlot: op 22 juli 1992 werden zijn dochter Corinne en haar vriend Marc Kistermann, amper 17 en 21 jaar oud, vermoord teruggevonden.

Ondanks dit persoonlijke drama probeerde hij de brutale moord op zijn dochter en haar vriend een plaats te geven in zijn leven en om te buigen tot iets positiefs. Daarom richtte hij datzelfde jaar nog de vzw 'Marc et Corine' op om ouders van verdwenen kinderen logistieke steun te bieden.

Hij was onder meer de initiatiefnemer van een petitie waarbij meer dan 2.700.000 handtekeningen werden verzameld en die hij hier in het Parlement indiende.

Het drama van de vermoorde meisjes in 1996 en de immense golf van solidariteit die daarop volgde en die uitmondde in de 'Witte Mars', brachten hem ertoe zich op te werpen als vaandeldrager van die beweging die ijverde voor de bescherming van de kinderen.

In de tweede helft van de jaren negentig stapte hij in de politiek, daartoe geïnspireerd door de 'Witte Mars'.

Als parlamentslid richtte hij zijn aandacht op justitie en veiligheid. De internering van delinquenten, de strafuitvoering en de voorwaardelijke invrijheidstelling waren thema's die hem na aan het hart lagen.

Hij nam stevast gematigde standpunten in, revanchisme was hem vreemd. Zo sprak hij, die zo een tragedie had meegemaakt, zich uit voor de inschrijving in de Grondwet van de afschaffing van de doodstraf.

Jean-Pierre Malmendier was een man in wiens gezelschap prettig toeven was, hij was een trouwe vriend en was trouw aan zijn engagement, hij gaf blijk van een grote luisterbereidheid en stond altijd klaar om concrete actie te ondernemen voor de zwaksten en de slachtoffers van onrecht. Dat was zowel het geval in het kader van zijn werk in het Parlement als op lokaal vlak.

Hij is ons veel te vroeg ontvallen, want wij hadden nog veel van hem kunnen leren.

Ik verzoek u een minuut stilte in acht te nemen ter nagedachtenis van de heer Jean-Pierre Malmendier, een bedachtzaam, geëngageerd en bovenal moedig man.

20.01 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): In de stilte van zijn huis in Court-Saint-Etienne is bijna drie weken geleden het hart van Jean-Pierre Malmendier stilgevallen.

Wij hebben hem hier als collega gekend gedurende vier jaar. Zijn politieke leven was getekend door het drama dat zich negentien jaar geleden heeft afgespeeld, de gewelddadige dood van zijn dochter Corinne en van Marc, haar geliefde.

Dat verdriet heeft hij in eenzaamheid gedragen. Naar buiten toe boog hij deze smartelijke ervaring op bewonderenswaardige wijze om in positieve energie. Jean-Pierre Malmendier heeft zich met hart en ziel ingezet voor het lot van slachtoffers van geweld en voor een rechtmatige bestraffing van de daders.

(Frans) Dat was de hoofdrede waarom hij de vzw Marc et Corinne oprichtte, en het was eveneens de permanente grondtoon van zijn politieke ambitie. Hij werd volledig opgeslorpt door zijn strijd voor gerechtigheid. Dankzij hem worden de slachtoffers nu erkend en worden hun noden ernstig genomen. Toch was voor hem het begrip slachtoffer nooit beperkt tot de slachtoffers van gewelddaden, maar nam hij er ook de slachtoffers van medische fouten, verkeersongevallen en natuurrampen in op.

Ik heb veel met hem samengewerkt en kan daarom tevens beamen dat hij een van de beste pleitbezorgers van het herstelrecht was. Zo steunde hij actief de bemiddeling tussen slachtoffers en daders, ook voor de meest ernstige feiten. Over zijn beweegredenen zei hij zelf dat het einddoel is een samenleving uit te bouwen waarin elkeen als een mens wordt beschouwd.

Hij ijverde voor een transparant beleid inzake verdwijningen en ontvoeringen. Hij bond de strijd aan tegen het intrafamiliaal geweld en tegen kinderporno; hij was een inspiratiebron voor de Witte Beweging.

Ook na zijn uittreden uit het Parlement is hij trouw gebleven aan zijn idealen, als gemeenteraadslid van Court-Saint-Étienne, maar ook als vader die een voorbeeld wilde zijn voor zijn twee andere kinderen, Cathy en Bruno. Net toen hij van plan was het professioneel wat kalmer aan te doen, is hij ons ontvallen, in alle discretie, ver van de schijnwerpers, zoals hij heeft geleefd, bescheiden en nederig.

Namens de regering betuig ik de familie en de vrienden van Jean-Pierre Malmendier mijn oprechte deelneming.

De staande Kamer neemt een minuut stilte in acht.

21 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (Nee)
Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van de heer Bruno Touback tot wijziging van de wetgeving wat betreft de regulering van de prijs van aardgas en elektriciteit (nr. 1311/1).

Verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw;

- het voorstel van resolutie van de heren Bruno Tuybens en Herman De Croo, mevrouw Muriel Gerken en de heren Stefaan Van Hecke en Karel Uyttersprot, de dames Caroline Gennez en Leen Dierick en de heren Joseph Arens, Olivier Henry en Philippe Goffin betreffende het vergoedingsbeleid van financiële instellingen die worden gesteund door de federale overheid (nr. 1316/1).

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting.

Geen bezwaar? (Nee)
Aldus wordt besloten.

Urgentieverzoek

21.01 Bruno Tuybens (sp.a): Ik vraag de hoogdringende behandeling van deze resolutie. Parlementsleden van negen politieke partijen hebben ze mee ondertekend. De banken leggen momenteel hun beleid inzake bonussen vast. Een gewone parlementaire behandeling met een stemming over twee weken zou daarom weinig zinvol zijn.

De **voorzitter**: Geen bezwaar? (*Nee*)
 Dan is de urgentie aangenomen.

Naamstemmingen

22 Wetsvoorstel tot inperking van de duur van de opleiding geneeskunde (1085/1)

(*Stemming/vote 1*)

Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel unaniem aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

23 Voorstel van resolutie betreffende de steun van België aan het optrekken van de Europese reductiedoelstelling tot 30% minder broeikasgassen tegen 2020 (1245/4)

(*Stemming/vote 2*)

Ja	75	Oui
Nee	52	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

24 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 maart 2011 houdende diverse bepalingen inzake Mobiliteit wat de verlenging van de termijn van de bevoegdheid toegekend aan de Koning betreft (1302/1)

24.01 **Bruno Tobback** (sp.a): Dit is een wijziging van de wet houdende diverse bepalingen op initiatief van de meerderheid. Een aantal leden van de regering neemt allesbehalve actief deel aan de werkzaamheden van dit Parlement. Mijn fractie neemt dan ook niet deel aan de stemming.

(*N-VA, sp.a en Vlaams Belang verlaten de zaal*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

25 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)* Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 18.39 uur. Volgende plenaire vergadering donderdag 31 maart 2011 om 14.15 uur.